COMCEC

RAPPORT DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, mai 2015

OIC/COMCEC/31-15/REP

COMCEC

Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique

RAPPORT DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, novembre 2015

<u>Adresse :</u>
Bureau de Coordination du COMCEC
Necatibey Cad. 110/A
Ankara – TURQUIE
Tél : 90-312-294 57 10
Fax : 90-312-294 57 77 – 57 79
Website : http//www.comcec.org
e-mail : comcec@comcec.org

TABLE DES MATIERES

1ÈRE PARTIE

Page

RESOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE ET DE GUIDE AUX ACTIVITÉS DU COMCEC

I. Résolutions adoptées par la Troisième Conférence Islamique au Sommet Etablissant les Comités Permanents de l'OCI présidés par les Chefs d'Etat..... .. 7

II. Communiqué Final de la Quatrième Conférence Islamique au Sommet Confiant la Présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale au Président de la République de Turquie 9

III. Communiqué Final du Caire de la Douzième Session de la Conférence Islamique au Sommet : « Le Monde Musulman : Nouveaux Défis et Multiplication des Opportunités » 10

2ÈME PARTIE

RAPPORT, ORDRE DU JOUR ET RESOLUTIONS DE LA TRENTE ET UNIEME SESSION DU COMCEC

I. Rapport de la Trente et Unième Session du COMCEC….. 14

II. Ordre du Jour de la Trente et Unième Session du COMCEC..... 24

III. Résolutions de la Trente et Unième Session du COMCEC... 26

A N N E X E S

1. Liste des Participants à la Trente et Unième Session du COMCEC 47

2. Discours d'Inauguration de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC, lors de la Séance d'Ouverture..... 82

3. Discours de S.E. İyad Ameen MADENİ, Secrétaire Général de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), lors de la Séance d'Ouverture..... 92

4. Allocution de S.E. Dr. Ahmed Mohamed ALİ, Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), lors de le Séance d'Ouverture 99

5. Discours de M. Rifat HİSARCIKLIOĞLU, Président de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Turquie (TOBB), lors de la Séance d'Ouverture..... 106

6. Rapport de la 27ème Réunion du Comité de Session..... 111

7. Allocution de Clôture de S.E. Dr. Cevdet YILMAZ, Ministre du Développement de la République de Turquie.... 160

8. Recommandations de Politiques de l'Echange de Vues Ministériel de la 31ème Session du COMCEC..... 164

9. Recommandations de Politiques des Réunions des Groupes de Travail du COMCEC 169

10. Liste des Documents de Base Examinés et / ou Présentés lors de la Trente Et Unième Session du COMCEC..... 203

PREMIÈRE PARTIE

RÉSOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE ET DE GUIDE AUX ACTIVITÉS DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

I

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA TROISIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET ÉTABLISSANT DES COMITÉS PERMANENTS DE L'OCI PRÉSIDÉS PAR LES CHEFS D'ÉTAT

Résolution No. 13/3-P (IS)

La Troisième Conférence Islamique au Sommet "Session de la Palestine et d'Al Qods" réunie à Mekka Al Mokarramah, Royaume d'Arabie Saoudite, du 19 au 22 Rabie Al Awwal 1401 H (25-28 janvier 1981),

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la proposition faite par sa Majesté le Roi HASSAN II, Président du Comité d'AL QODS, au sujet de la création de trois Comités présidés par les Rois et Chefs d'Etat Islamiques,

CONVAINCUE de la nécessité de consolider l'action islamique conjointe dans les domaines scientifique, technologique, économique et commercial,

DESIRANT donner à l'information et à la culture un nouvel élan pour faire connaitre à l'opinion publique internationale les problèmes fondamentaux de la nation islamique surtout ceux d'AL QODS et de la Palestine et pour faire face à la campagne tendancieuse visant l'Islam et les musulmans;

DECIDE :

1. De créer des Comités Permanents pour la Coopération scientifique et technologique, la coopération économique et commerciale et de l'information;

2. Ces Comités sont chargés de suivre la mise à exécution des résolutions adoptées ou à adopter par la Conférence Islamique dans les domaines précités, d'étudier les moyens de consolider la coopération entre les Etats islamiques dans ces

domaines, d'élaborer les programmes et de faire les propositions susceptibles de consolider les capacités des Etats Islamiques à cet effet;

3. Chaque comité se compose des représentants de dix pays, au niveau Ministériel, sous la présidence d'un Chef d'Etat Islamique;

4. Les membres de ces comités sont élus par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des Etats Islamiques pour un mandat de trois ans renouvelable;

5. Ces comités se réunissent sur convocation de leur Président, ou de la majorité des Etats membres; leurs réunions sont statutaires si la majorité y assiste.

II

COMMUNIQUÉ FINAL
DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET CONFIANT LA PRÉSIDENCE DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE A S.E. KENAN EVREN, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

Communiqué Final No. IS/4-84/E/DEC

"... La Conférence a décidé de confier à S.E. M. Kenan EVREN, Président de la République de Turquie, la présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale..." (Page 15, paragraphe 40)

III

COMMUNIQUÉ FINAL
DU CAIRE DE LA DOUZIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET:
"LE MONDE MUSULMAN: NOUVEAUX DEFİS ET MULTIPLICATION DES OPPORTUNITES"

LE CAIRE - RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE
(6 et 7 Fevrier 2013)

Communiqué Final No. (OIC/SUM-12/FC/FINAL)

"… Nous nous félicitons des diverses initiatives tendant à élargir la coopération intra-OCI dans des secteurs tel que l'agriculture, la sécurité alimentaire, le tourisme, les transports et la finance islamique. À cet égard, nous saluons le rôle crucial du COMCEC et de toutes les institutions de l'OCI dans la mise en œuvre des programmes et projets de l'OCI, notamment les cadres pour le tourisme, les transports et l'agriculture, ainsi que le projet de chemin de fer de l'OCI reliant Dakar à Port Soudan. Et saluons également l'initiative de Son Altesse le Prince de l'état du Koweït consistant à créer un fonds pour la vie décente à 100 millions de dollars américains dont ont bénéficié plusieurs Etats islamiques pour soutenir leurs programmes de sécurité alimentaire." (Page, 28 paragraphe 130)

"… Nous saluons également les efforts du COMCEC pour renforcer la coopération économique entre les Etats membres, en particulier l'entrée en fonction de l'institut de normalisation et de métrologie des pays islamiques (SMIIC) le lancement de l'indexe 50 de la charia pour le S&P OIC/COMCEC, la création du forum des régulateurs des marchés des capitaux, la création du forum du tourisme du secteur privé OIC/COMCEC et du cadre de coopération dans le domaine du transport (document d'Izmir 2011). Nous demandons aux Etats membres de participer activement à ces programmes et projets développés sous les auspices du COMCEC." (Page 28, paragraphe 131)

"…. Nous nous félicitons du rapport d'étape du COMCEC présenté par S.E. le Président Abdallah Gül, président de la République de Turquie et du COMCEC, et apprécions et saluons ses efforts méritoires et sa conduite éclairée du COMCEC pour en améliorer l'efficacité et en parfairel'organisation institutionnelle. (Page 28, paragraph 132)

D E U X I È M E P A R T I E

RAPPORT,
ORDRE DU JOUR
ET RÉSOLUTIONS
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION
DU COMCEC

- I -

RAPPORT
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

Original : Anglais

RAPPORT DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

1. La Trente et Unième Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) s'est tenue du 23 au 26 novembre 2015 à İstanbul.

2. La Session a réuni des représentants des Etats Membres suivants de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) :

1- République Islamique d'Afghanistan
2- République Algérienne Démocratique et Populaire
3- République d'Azerbaïdjan
4- Royaume de Bahreïn
5- République Populaire de Bangladesh
6- République de Bénin
7- Brunéi Darussalam
8- République du Cameroun
9- République du Tchad
10-République de Côte d'Ivoire
11-République de Djibouti
12-République Arabe d'Egypte
13-République du Gabon
14-République de Gambie
15-République de Guinée
16-République de Guinée-Bissau
17-République d'Indonésie
18-République Islamique d'Iran
19-République d'Irak
20-Royaume Hachémite de Jordanie
21-République du Kazakhstan
22-Etat du Koweït
23-République du Liban
24-Libye
25-Malaisie
26-République des Maldives
27-République Islamique de Mauritanie
28-Royaume du Maroc
29- République du Mozambique
30-République du Niger
31-République Fédérale du Nigeria
32-Sultanat d'Oman

33-République Islamique du Pakistan
34-L'Etat de Palestine
35-L'Etat du Qatar
36-Royaume d'Arabie Saoudite
37-République du Sénégal
38-République de Sierra Léone
39-République de Somalie
40-République du Soudan
41-République du Tadjikistan
42-République du Togo
43-République de la Tunisie
44-République de la Turquie
45-Turkménistan
46-Etat des Emirats Arabes Unis
47-République d'Ouzbékistan

3. La Bosnie Herzégovine, la Fédération Russe, le Royaume de Thaïlande et la République Turque de Chypre du Nord ont participé à la Session en tant qu'observateurs

4. En plus du Secrétariat Général de l'OCI et les Comités Permanents, notamment le Comité permanent pour l'Information et les Affaires culturelles (COMIAC) et le Comité Permanent pour la Coopération Scientifique et Technologique (COMSTECH), les institutions subsidiaires, spécialisées et affiliées de l'OCI suivantes ont pris part à la Session :

1. Centre de Recherche Statistique, Economique et Social et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
2. Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
3. Centre Islamique de Recherche pour l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (IRCICA)
4. Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI)
5. Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
6. Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA)
7. Université Islamique de Technologie (UIT)
8. Organisation de l'Association Islamique des Armateurs (OAIA)
9. Association des Institutions Nationales de Financement du Développement (ADFIMI)
10. Fédération des Consultants des Pays Islamiques (FCPI)
11. Fédération des Entrepreneurs des Pays Islamiques (FEPI)

5. Des représentants des Organisations internationales et des Nations Unies suivantes ont également pris part à la Session Ministérielle et les Séances Spéciales :

1- Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)
2- Les Huit en Développement (-D8)

3- Banque du Commerce et du Développement de l'Organisation de Coopération Economique (ECOBANK)
4- L'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (OMT)
5- Le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
6- L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

(Une copie de la liste des participants de la Trente et unième Session du COMCEC est jointe en Annexe I).

6. La Réunion des Hauts Fonctionnaires du COMCEC qui a précédé la Session Ministérielle s'est tenue les 23 et 24 novembre 2015 sous la présidence de S.E. l'Ambassadeur Emre YUNT, Directeur Général des Affaires Economiques Multilatérales au Ministère Turc des Affaires Etrangères. Les Hauts Fonctionnaires ont délibéré au sujet des points de l'ordre du jour et ont préparé des projets de résolutions pour l'examen de la part de la Session Ministérielle.

La Séance Inaugurale

7. La Cérémonie Inaugurale de la Trente-et-Unième Session du COMCEC s'est tenue le 25 novembre 2015 sous la présidence de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC.

8. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, S.E. ERDOĞAN a déclaré que l'économie mondiale n'avait pas pu encore se libérer de la crise qui a commencé il y a près de sept ans. Le taux de croissance de l'économie mondiale évolue à un rythme extrêmement lent en comparaison avec les chiffres d'avant crise et n'a réalisé que peu de progrès au cours des dernières années. S.E. ERDOĞAN a également déclaré qu'en dépit de toutes les incertitudes et tous les développements négatifs de l'économie mondiale, la part des pays Islamiques dans le commerce mondial, qu'Allah soit remercié, a augmenté de près de 40 pour cent au cours de la dernière décennie et que la part des pays de l'OCI dans les revenus mondiaux a également augmenté de près de cinquante pour cent.

9. S.E. ERDOĞAN, tout en soulignant l'abondant potentiel en ressources humaines et naturelles des Pays Membres de l'OCI afin de réaliser davantage de développement, a déploré que les Pays Membres demeurent confrontés à des défis critiques tels que le sous-développement et la pauvreté, alors que certains dépensent des milliards de dollars dans des produits de luxe et d'ostentation. S.E. ERDOĞAN a souligné que, sans attendre l'aide d'un tiers, qu'il s'agisse de pays ou d'institutions, il nous incombe à nous de régler nos problèmes et d'y faire face avec courage.

10. S.E. ERDOĞAN, tout en attirant l'attention de tous les Pays Membres sur le fait que certains pays de Moyen Orient sont confrontés à de graves défis et problèmes, a rappelé que tous doivent être conscients que construire des barrières et des murs ne protège personne des problèmes.

11. S.E ERDOĞAN a souligné qu'en termes des ODD, l'allègement de la pauvreté est l'un des points posant défi pour les Pays Membres de l'OCI puisque les Pays Membres de l'OCI contiennent toujours 350 millions de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, ce qui équivaut à 21 pour cent du total de la population. A cet égard, S.E. ERDOĞAN a également souligné l'importance du thème de la 31ème Séance Ministérielle d'Echange de Vues, à savoir « l'Agenda de Développement Post-2015 et les Défis du développement pour la Oummah Islamique: Améliorer la prestation de services de base ».

12. S.E ERDOĞAN a souligné qu'après la mise en œuvre de la Stratégie, une augmentation considérable a été réalisée concernant la quantité et l'efficacité des efforts déployés sous l'égide du COMCEC.

13. S.E ERDOĞAN a affirmé que les Pays Membres pourraient jouer un rôle significatif à travers l'activation de leur volonté politique d'une manière efficace, l'adoption de politiques publiques adéquates, le renforcement de la capacité institutionnelle et humaine, l'adoption d'un esprit de partenariat effectif et la mobilisation de ressources financières, en s'appuyant sur l'engagement des ONG et du secteur privé, en vue de la mise en œuvre réussie et du suivi des Objectifs de Développement Durable. S.E. ERDOĞAN a également appelé tous les Pays Membres à utiliser les instruments actuels du COMCEC d'une manière plus efficace et à développer de nouveaux programmes et idées à cette fin pour rapprocher les politiques entre les Pays Membres de l'OCI.

14. Le Président ERDOĞAN a également souligné la nécessité de mettre effectivement en œuvre le SPC-OCI au plus vite en vue de renforcer davantage le commerce intra-OCI. S.E. ERDOĞAN a conclu son discours par remercier tous les délégués et les Institutions de l'OCI pour leur contribution et leur soutien au COMCEC.

(Une copie du texte de l'Allocution Inaugurale de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN est jointe en Annexe II.)

15. Suite à l'allocution inaugurale prononcée par S.E. ERDOĞAN, S.E. Iyad Ameen Madani, le Secrétaire Général de l'OCI, a prononcé un discours lors de la Séance d'Ouverture.

16. Remerciant le Gouvernement de la République de Turquie pour l'hospitalité réservée aux délégués, S.E MADANI a souligné que l'instrument de commerce multilatéral qui vise à la suppression des obstacles au commerce qualitatifs et quantitatifs, n'a toujours pas pris effet.

17. S.E. MADANI a présenté ses hommages aux Etats Membres pour leur soutien et leur collaboration inébranlables envers le Secrétariat Général afin de garantir le succès des différents programmes économiques et commerciaux de l'Organisation. Le Secrétaire Général a également salué l'esprit collaboratif croissant entre les différentes

institutions de l'OCI qui ont généré l'élan requis en vue de la réalisation d'une action commune de l'OCI.

(Une copie du discours de S.E. Iyad Ameen MADANI est jointe en Annexe III.)

18. Les chefs de délégations de l'Etat du Koweït, de la République du Gabon et de la République Islamique du Pakistan ont présenté des allocutions au nom des groupes régionaux arabes, africains et asiatiques, respectivement. Ils ont exprimé leurs remerciements et leur gratitude à la République de Turquie pour l'accueil chaleureux et l'excellente organisation de la réunion. Ils ont également remercié S.E. ERDOĞAN pour la sagesse de ses directives et le leadership dans le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI. Tout en soulignant les défis à venir en lien avec les ODD de l'Agenda de développement mondial post-2015, ils ont souligné l'importance d'efforts communs coordonnées, du partage d'expérience et d'une utilisation effective de la plateforme du COMCEC, en vue d'accroître davantage la solidarité et la coopération entre les Pays Membres.

19. Les chefs de délégations ont également manifesté leur soutien et leur engagement à l'égard du COMCEC et ont souligné la nécessité d'améliorer la coopération sous les auspices du COMCEC.

20. S.E. Dr Ahmed Mohammed ALI, président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), a également prononcé une allocution lors de la Séance d'ouverture. S.E. Dr ALI a salué les programmes et projets initiés par le COMCEC et, en se référant aux ODD et de l'Agenda de Développement, a mis l'accent sur le soutien et le dévouement de la BID afin de consolider la coopération entre les pays membres de l'OCI.

(Le texte de l'allocution du Président du Groupe de la BID est joint en Annexe IV.)

21. Rıfat HİSARCIKLIOĞLU, président de l'Union des Chambres et des Bourses de marchandises de Turquie (TOBB), a également prononcé un discours lors de la Séance d'ouverture. M. HİSARCIKLIOĞLU a souligné l'importance de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les pays membres pour favoriser l'expansion du commerce intra-OCI et le rôle potentiel du secteur privé à cet égard.

(Le texte de l'allocution du Président du TOBB est joint en annexe V.)

22. Une cérémonie de signature spéciale a eu lieu durant la Séance d'Ouverture pendant laquelle le Chef de Délégation de la République du Kazakhstan, S.E. Erbolat DOSSAEV, Ministre de l'Economie Nationale, a signé l'Accord Général sur la Coopération Economique, Technique et Commerciale entre les Pays Membres de l'OCI.

23. Durant ladite cérémonie, la Banque Islamique de Développement (BID) et le Bureau de Coordination du COMCEC ont signé un Mémorandum d'Entente en vue de renforcer la coopération commerciale et économique.

24. Faisant suite à la Cérémonie d'ouverture, S.E Recep Tayyip ERDOĞAN a reçu les Chefs de délégation.

Session de travail ministérielle

25. La Session de travail ministérielle de la Trente et unième session du COMCEC s'est tenue le 25 novembre 2015 sous la présidence de S.E. Cevdet YILMAZ, ministre du développement de la République de Turquie.

26. La Session a adopté l'Ordre du jour de la Trente et unième session du COMCEC.

27. Suite à l'adoption de l'ordre du jour, S.E l'Ambassadeur Emre YUNT, en tant que président de la Réunion des Hauts Fonctionnaires (RHF), a informé la Session des résultats de la Réunion des Hauts Fonctionnaires ainsi que des recommandations de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté sur le thème de « L'Agenda de Développement Post-2015 et les Objectifs du Développement Durable : Améliorer la Prestation des Services de Base dans les Pays Membres de l'OCI » examinée lors de la RHF en vue de sa présentation à la Session Ministérielle.

28. Suite à la présentation de S.E l'Ambassadeur Emre Yunt, la Séance d'échange de vues de la 31ème Session du COMCEC s'est tenue sur le thème « Agenda de Développement post-2015 et Défis de Développement de la Oumma islamique: Améliorer la prestation de services de base ».

29. M. Nikhil SETH, Directeur exécutif de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a fait une présentation en tant qu'intervenant principal.

30. Ensuite, les Ministres et les chefs de délégations des Pays Membres ont effectué des présentations reflétant les expériences de leur pays concernant les méthodes et moyens de promotion de la coopération de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre des ODD et d'amélioration des prestations de services de base dans les Pays Membres ainsi que le rôle potentiel du COMCEC dans ce domaine.

31. Une cérémonie spéciale de signature a été tenue lors de la Session Ministérielle d'Echange de Vues. Lors de cette cérémonie, le Royaume du Maroc et la Corporation Islamique Internationale de Financement du Commerce (CIFC) ont signé un Mémorandum d'Entende au sujet de la coopération dans le domaine de la promotion du commerce.

Evénements parallèles/ Séances spéciales

32. La 27ème Réunion du Comité de session s'est tenue le 22 novembre 2015 en tant qu'événement parallèle avec la participation des institutions pertinentes de l'OCI.

(Une copie du rapport de la 27ème Réunion du Comité de session est jointe en annexe VI.)

33. Des présentations sur l' « Introduction des projets couronnés de succès financés par le Financement de Projet du COMCEC" ont été faites le 24 novembre 2015. Lors de cet événement, les porteurs des projets couronnés de succès ayant été financés sous le second appel à projets du financement de projet du COMCEC ont fait des présentations sur la mise en œuvre de leurs projets.

34. La session spéciale sur le thème de « La Mise en Œuvre des ODD et de l'Agenda pour le Développement Post-2015 : Financer le Développement Durable » a eu lieu le 26 novembre 2015. La session a été modérée par SE l'Ambassadeur Pertti MAJANEN ; Co-Président du Financement du Développement Durable des Nations Unies. SE Muhammad Abdul MANNAN, Ministre d'Etat des Finances et de la Planification de la République Populaire du Bangladesh ; SE Dr Ahmad Mohamed ALI, Président du Groupe de la BID ; SE Mansur MUHTAR, Ancien Ministre des Finances de la République Fédérale du Nigéria et M. Zamir IQBAL, Président du Centre de Développement de la Banque Mondiale pour la Finance Islamique Mondiale à Istanbul étaient intervenants lors de cette séance spéciale.

35. La session spéciale sur « Réduire le manque de données dans le cadre du suivi des ODD et de l'Agenda pour le Développement post-2015 » a eu lieu le 26 novembre 2015. La session a été modérée par M. Ben SLAY, Conseiller Principal au Centre Régional du PNUD à Istanbul. Mme Keiko OSAKI-TOMITA, Directrice Adjointe du Département des Affaires Economiques et Sociales de la Division des Statistiques des Nations Unies ; SE Musa KULAKLIKAYA, Directeur Général du SESRIC ; M. Joseph TEDOU, Directeur Général de l'Institut National des Statistiques du Cameroun et Dr Bouba HOUSSEINI, Chercheur à l'Initiative pour la Pauvreté et le Développement Humain d'Oxford (OPHI) étaient intervenants lors de cette séance spéciale.

36. La session spéciale sur « Coopération et Partenariat pour le Développement Durable : Engagement des ONG et du Secteur Privé » a eu lieu le 26 novembre 2015. La session a été modérée par Dr Carlos CONDE, Président du Secrétariat aux Relations Mondiales de la Division Moyen Orient et Afrique de l'OCDE. Dr Amal HAMIDALLAH, Directeur de la Fondation Gulf ; Mme Andeisha FARID, Fondatrice et Présidente de l'Organisation Afghane de l'Education et de la Protection de l'Enfance (AFCECO) ; Mme Dato Hafsah HASHIM, Présidente Directrice Générale de la SME Corporation Malaysia ; et Dr Mohamed ASHMAWEY, Président Directeur Général du Secours Islamique Monde étaient intervenants lors de cette séance spéciale.

37. En tant qu'évènements en marge de la 31ème Session du COMCEC, l'« Exposition sur le Financement de Projets du COMCEC », l'« Exposition des Chefs d'œuvre de la Calligraphie sélectionnés lors de la Compétition Internationale de Calligraphie du Centre de Recherches sur l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (IRCICA) », l' « Exposition sur Haramayn Pendant la Période Ottomane, Photographies Historiques » et l'« Exposition sur Jérusalem (al-Qods) Photographies du Passé au Présent » ont été présentées du 23 au 26 novembre 2015.

38. A l'initiative du Ministre de l'Economie de la République de Turquie, une réunion consultative a été tenue le 24 novembre 2015, regroupant les Ministres du Commerce et les Chefs de Délégations des 12 Pays Membres ayant ratifié les Accords du SPC-OCI et ayant soumis leurs listes de concessions au Secrétariat du CNC, en marge de la 31ème Session du COMCEC.

Session de Clôture

39. La Séance de clôture de la Trente et Unième Session du COMCEC s'est tenue le 26 novembre 2015 sous la présidence de S.E. Cevdet YILMAZ, Ministre du Développement de la République de Turquie.

40. S.E. Yousaf JUNAID, Rapporteur des Hauts Responsables de la Réunion a résumé les résultats des Hauts Responsables de la Réunion et a souligné les principaux éléments de la résolution.

41. La Session a adopté la Résolution OIC/COMCEC/31-15/RES.

42. S.E. l'Ambassadeur Hameed OPELOYERU, Secrétaire Général Adjoint a prononcé le message de S.E Iyad Ameen MADANI, Secrétaire Général de l'OIC. Dans son message S.E MADANI a aussi transmis ses félicitations à la République de Turquie pour l'organisation de la 31ème Session du COMCEC ainsi qu'à tous les participants pour la conclusion réussie de cette séance.

43. Son Excellence Abeer ODEH, ministre de l'Economie de l'Etat de la Palestine, a prononcé une allocution au nom de tous les pays membres participants. Son Excellence Monsieur le ministre a remercié la République de Turquie, le Secrétariat général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, ainsi que toutes les institutions y compris celles de l'OCI pour avoir contribué à la clôture réussie de la 31ème Session du COMCEC. Son Excellence a exprimé également ses remerciements à la Turquie pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations.

44. S.E. Dr Cevdet YILMAZ, ministre du Développement de la République de Turquie, a prononcé l'allocution de clôture de la Session. S.E. YILMAZ a précisé que les pays membres de l'OCI sont maintenant plus proches que jamais du lancement de la mise en œuvre effective du SPC-OCI et du PRETAS, laquelle accroîtra davantage le commerce intra-OCI qui représente actuellement environ 19 % du commerce total de nos pays. Insistant sur le rôle de l'investissement, S.E. Cevdet YILMAZ a souligné que nous devons prendre des mesures rapides afin de promouvoir notre environnement

de l'investissement, d'accroître l'efficacité des institutions publiques et privées connexes, de stimuler l'investissement privé, d'attirer les investissements directs étrangers et d'améliorer notre efficacité en matière d'investissement, outre l'utilisation de certains outils efficaces tels que les Partenariats public-privé en vue de réaliser des investissements dans les infrastructures lourdes.

45. S.E YILMAZ a également déclaré que, concernant l'éradication de la pauvreté pour les sociétés prospères, les Pays Membres doivent lutter d'une façon décisive contre la pauvreté qui se traduit par plusieurs formes de privation, y compris les maladies, l'analphabétisme, l'improductivité, le chômage et d'autres problèmes sociaux. Tenant compte de l'importance de la mise en œuvre des ODD, S.E YILMAZ a aussi affirmé que les Pays Membres de l'OCI doivent poursuivre leurs activités opportunes en prenant des mesures efficaces au cours de la prochaine période qui dépend avant tout de la forte appartenance et la sensibilisation de tous les segments de la société à travers l'utilisation complète de tous les outils de communication, ainsi que toutes nos institutions publiques, les ONG et tous les citoyens.

46. S.E. Dr. Cevdet YILMAZ a conclu son discours en exprimant l'importance, pour les Pays Membres du COMCEC, de participer activement à divers programmes et projets menés dans le cadre du COMCEC.

(Le texte du discours de clôture de S.E Dr. Cevdet YILMAZ est joint en Annexe VII).

47. Tous les documents soumis à la 31ème Session du COMCEC seront disponibles sur le site web du COMCEC (www.comcec.org).

ORDRE DU JOUR
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

OIC/COMCEC/31-15/A

Original : Anglais

COMCEC

ORDRE DU JOUR
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC
(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

1. Séance d'ouverture de la réunion et Adoption de l'Ordre du jour
2. Rapport sur la Stratégie du COMCEC et sa Mise en Œuvre
3. Programme d'Action Décennal de l'OCI
4. Développements Economiques Mondiaux avec une Référence Spéciale aux Pays Membres de l'OCI
5. Commerce Intra-OCI
6. Promotion du Rôle du Secteur Privé dans la Coopération Économique
7. Amélioration du Transport et des Communications
8. Développement d'un Secteur du Tourisme Durable et Concurrentiel
9. Augmentation de la Productivité du Secteur Agricole et Durabilité de la Sécurité Alimentaire
10. Eradication de la Pauvreté
11. Approfondissement de la Coopération Financière
12. Echange des points de vues sur « le Programme de Développement Post-2015 et les Défis de l'Oumma Islamique : Améliorer les Préstations des Services de base »
13. Date de la 32ème Session du COMCEC
14. Questions diverses
15. Adoption des Résolutions

RESOLUTIONS
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

Original : Anglais

RÉSOLUTIONS DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC (Istanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

La Trente et Unième Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) s'est tenue du 23 au 26 novembre 2015 à Istanbul, Turquie;

Rappelant les Résolutions pertinentes des Conférences du Sommet Islamique, du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CME) et du COMCEC, incluant la 12ème Session du Sommet de la Conférence Islamique, la 4ème Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique, le Sommet Economique du COMCEC en 2009, la 42ème Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, et la 30ème Session du COMCEC;

Réaffirmant l'engagement de tous les Etats membres au Programme d'action décennal de l'OCI (PAD) adopté à la 3ème Session Extraordinaire de la Conférence du Sommet Islamique tenue les 7 et 8 décembre 2005 à Makkah Al-Mukarramah, et la Stratégie du COMCEC adoptée par la 4ème Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique tenue les 14 et 15 août 2012 à Makkah Al-Mukarramah;

Prenant note de la proposition des rapports d'avancement, documents de travail et études sur les différents points de l'ordre du jour proposés par le Secrétariat général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (CICIA) et l'Institut de la normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI);

Exprimant sa reconnaissance aux Etats membres pour l'accueil des Conférences ministérielles, Réunions, ateliers, foires et autres activités dans les domaines de coopération;

Louant les efforts réalisés par le Secrétariat général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions de l'OCI agissant dans les domaines de la coopération économique et commerciale, à savoir le SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA, AIA et INMPI.

Rapport sur la Stratégie du COMCEC et sa mise en œuvre (Point 2 de l'ordre du jour)

1. **Se félicite** du Rapport d'avancement soumis par le Bureau de Coordination du COMCEC soulignant les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie, et

demande aux Etats membres et institutions de l'OCI de déployer leur entier soutien à la mise en œuvre de la stratégie.

2. **Se félicite** des progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets financés par les premier et deuxième appels à Financement de projet du COMCEC. **Se félicite également** du troisième appel à projet lancé par le Bureau de Coordination du COMCEC en septembre 2015.

3. **Demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de rendre compte régulièrement aux Sessions du COMCEC et réunions du Comité permanent des progrès dans la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

4. **Se félicite** des activités organisées par les Institutions de l'OCI pertinentes (SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA et INMPI) en accord avec la Stratégie 2015 du COMCEC.

5. **Demande** aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de s'enregistrer aux Groupes de Travail du COMCEC et de participer activement aux prochaines réunions des Groupes de Travail.

6. **Demande** également aux Etats membres qui se sont enregistrés aux Groupes de Travail du COMCEC de participer activement aux prochaines réunions des Groupes de Travail pertinents et de tirer profit du Financement de projets du COMCEC pour réaliser leurs projets de coopération.

7. **Se félicite** de la tenue de la Troisième réunion annuelle des Groupes de Travail sur les points focaux, organisée par le Bureau de Coordination du COMCEC les 10 et 11 juin 2015 à Ankara.

8. **Demande** au Points Focaux Nationaux du COMCEC et aux points focaux des Groupe de Travail de travailler plus étroitement avec le Bureau de Coordination du COMCEC pour une communication et une coordination efficaces.

9. **Félicite** les efforts des Groupes de Travail vers le rapprochement des politiques entre les Etats membres dans leur domaine de compétence et se félicite des recommandations politiques des Réunions des Groupes de Travail.

10. **Appelle** les Etats Membres à prendre en considération les recommandations stratégiques préparées par les Groupes de Travail et salués par la Session du COMCEC et **demande** aux institutions de l'OCI de soutenir la mise en œuvre des recommandations stratégiques.

11. Comme souligné par les Etats membres lors de la Troisième Réunion Annuelle des Groupes de Travail sur les points focaux, **appelle** les Etats membres concernés à répondre aux "Formulaires d'Evaluation" mis en circulation par le Bureau de Coordination du COMCEC le 30 juillet 2015 afin de suivre la mise en œuvre de la Politique de recommandations des Groupe de Travail du COMCEC.

12. **Exprime** sa reconnaissance au Bureau de Coordination du COMCEC, SESRIC, CIDC, Groupe de la BID, CICIA et INMPI pour leurs efforts vers la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

13. **Adopte** les recommandations de la 31ème Réunion du comité de suivi du COMCEC.

Programme d'action décennal de l'OCI (PAD) (Point 3 de l'ordre du jour)

14. **Réaffirme** son engagement à la réalisation des objectifs du PAD et **appelle** les Etats membres et les institutions de l'OCI à développer les efforts requis vers l'atteinte des objectifs du PAD.

15. Rappelant la résolution pertinente de la 30ème Session du COMCEC, **invite** le Secrétariat général de l'OCI, dans la préparation du nouveau programme d'action décennal, à faciliter l'implication de tous les Etats membres et des organes de l'OCI, et à respecter la Stratégie du COMCEC dans la formulation du volet économique et commercial afin d'éviter les duplications.

16. **Rappelant** les résolutions pertinentes de la 41ème Session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, répète sa demande au Secrétariat général de l'OCI à soumettre une évaluation exhaustive au 32ème Comité de suivi du COMCEC sur la mise en œuvre du volet économique et commercial du Programme d'action décennal lors des 10 dernières années, avec un accent particulier sur les accomplissements et défis, ainsi que les recommandations pour le programme suivant.

17. Demande également au Secrétariat général de l'OCI de soumettre un rapport d'avancement sur l'adoption et la création du Programme d'action suivant à la 32ème Réunion du Comité de suivi du COMCEC.

18. **Souligne** l'importance du suivi actif de la section économique et commerciale du nouveau Programme d'action décennal par le COMCEC.

Développements économiques mondiaux avec une référence spéciale aux États membres de l'OCI (Point 4 de l'Ordre du jour)

19. **Charge** le SESRIC de continuer à assurer le suivi des développements économiques mondiaux et leurs impacts sur les États membres et de faire rapport aux Sessions annuelles du COMCEC.

20. **Prend note** avec satisfaction des rapports sur les perspectives sectorielles élaborés par le Bureau de Coordination du COMCEC et soumis aux réunions pertinentes du Groupe de Travail.

21. **Salue** le thème principal de l'édition 2015 du rapport économique annuel du SESRIC portant sur les investissements et **demande** au SESRIC de se concentrer davantage sur les investissements intra-OCI dans ses futurs rapports.

22. **Tout en prenant en considération** les multiples obstacles à l'investissement y compris les restrictions en matière de régulation, le capital financier et humain inadéquat, l'infrastructure insuffisante, des technologies fragiles et des échecs de coordination et d'information, **demande** aux Etats Membres d'améliorer leur environnement d'investissement, d'accroître l'efficacité des institutions publiques et privées concernées en vue d'augmenter les IDE, pour tirer profit des investissements domestiques et de l'efficience des investissements.

Commerce intra-OCI (Point 5 de l'Ordre du jour)

23. **Prend note** avec satisfaction de la tenue de la cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce le 26 mars 2015 à Ankara avec pour thème « La Promotion du rôle des Eximbanks/Agences de crédit à l'exportation (ACE) dans les États membres de l'OCI » et se félicite des recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir :

- Les États membres sont appelés à examiner et à évaluer les besoins de financement de leurs exportateurs
- Les États membres sont invités à renforcer la coopération transactionnelle entre leurs ACE
- Les États membres sont encouragés à examiner la solidité de leurs ACE dans le but d'améliorer la performance globale des ACE
- Les États membres sont appelés à renforcer leurs secteurs privés et à encourager leur participation dans le cadre des ACE
- Les États membres sont invités à entreprendre des activités de renforcement des capacités pour le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de leurs ACE

(Réf. : Code du document OIC/COMCEC31-15/D(9)

24. **Prend également note** avec satisfaction de la tenue de la sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce le 17 septembre 2015, à Ankara avec pour thème « Établissement des Organismes nationaux de facilitation du commerce opérationnels dans les États membres de l'OCI », et se félicite des recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir :

- Mettre en place des systèmes de communication efficaces dans la cadre des travaux des Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Impliquer le secteur privé dans les activités des Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Étendre l'assistance technique fournie aux pays membres pour établir/maintenir les Organismes nationaux de facilitation du commerce
- Concevoir les critères d'évaluation de la performance des Organismes nationaux de facilitation du commerce existants

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(10)

25. **Demande** aux États membres inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce d'assister à la septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce qui se tiendra le 25 février 2016, à Ankara avec pour thème « Le Renforcement de la conformité des États membres de l'OCI aux normes internationales », et à la huitième Réunion qui sera organisée le 6 octobre 2016, avec pour thème « L'amélioration de la coopération en matière de services de contrôle des frontières entre les États membres de l'OCI en vue de faciliter le commerce ».

26. **Appelle** les États membres à participer activement aux activités commerciales qui seront organisées en 2016 par le Bureau de Coordination du COMCEC, le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID (CIFC), la CICIA et l'INMPI et **demande** à ces institutions d'envoyer des invitations et des documents aux États membres bien avant leurs réunions, afin d'assurer le plus de participation possible.

27. **Félicite** le CIDC et la BID d'avoir co-organisé avec succès les évènements suivants :

- Séminaire sur la nouvelle génération d'accords de libre-échange du 4 au 6 mai 2015 à Casablanca, au Maroc,
- Séminaire sur la nouvelle génération d'accords de libre-échange du 25 au 27 mai 2015, à Istanbul, en Turquie ;
- Atelier sur la Modalité du guichet unique et le e-commerce les 9 et 10 novembre 2015, à Casablanca, au Maroc.

i) SPC-OCI

28. **Appelle** les Etats Membres qui ne l'ont pas fait à signer ou à ratifier les Accords du SPC-OCI, à savoir l'Accord-Cadre, le PRETAS et les Règles d'Origine, et ce dès que possible.

29. **Invite** tous les États participants, qui ont ratifié les Accords du SPC-OCI et qui ont soumis leurs listes de concessions, à finaliser les procédures nécessaires incluant la mise à jour des listes de concessions présentées antérieurement et la notification du secrétariat du CNC concernant les mesures pertinentes internes à prendre pour la mise en œuvre des règles d'origine du SPC-OCI d'ici au 1er mars 2016, en vue d'une application intégrale du SPC-OCI.

30. **Salue également** la réunion de consultation des Ministres du Commerce et des Chefs de Délégations des 12 pays participants, tenue sur invitation du Ministre de l'Economie de la République de Turquie en marge de la 31ème Session du COMCEC, qui a abouti à un accord commun au sujet de l'échéance du 1er mars 2016 pour une pleine mise en œuvre du SPC-OCI.

31. **Demande** au Comité de Négociation de Commerce (CNC) d'envisager de convoquer sa session en 2016 lors de l'achèvement des procédures pertinentes par les États participants.

32. **Exprime** sa satisfaction pour la tenue réussie du séminaire de formation sur la mise en œuvre des règles d'origine du SPC-OCI, organisé les 26 et 27 janvier 2015 à Ankara par le Bureau de Coordination du COMCEC en collaboration avec l'Union des Chambres et de Bourses de marchandises de Turquie (TOBB).

33. **Salue** le CIDC pour l'organisation des évènements de sensibilisation visant à accroître la sensibilisation quant aux avantages du SPC-OCI entre les représentants du gouvernement et le secteur privé dans les Etats membres ;

- Séminaire de formation sur le SPC/OCI pour les pays de l'ECO organisé à Istanbul du 7 au 9 avril 2015 en collaboration avec le BCC et le Groupe de la BID
- Séminaire de formation sur « Le Système de Préférences Commerciales entre les États membres de l'OCI, ses protocoles PRETAS et les règles d'origine » organisé à Doha les 13 et 14 avril 2015, en collaboration avec le ministère de l'Economie et du Commerce de l'État du Qatar.
- Séminaire de Sensibilisation et de Formation sur le SPC-OCI et ses protocoles en faveur des secteurs Publics et privés de la République du Suriname et la République de Guyana à Paramaribo le 4 juin 2015.

ii) Les Foires Islamiques de Commerce

34. **Félicite** les améliorations survenues du point de vue de nombre et de qualité des Foires Islamiques et des expositions de Commerce, et **adresse** ses remerciements et son appréciation aux Etats Membres suivants pour avoir accueilli les Foires Islamiques et les expositions de Commerce en coopération avec le CIDC :

- Le Royaume du Maroc d'avoir accueilli le séminaire sur « Expositions industrielles dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique de l'est » à Marrakech les 23 et 24 mars 2015 ainsi que le CIDC et l'Association des Expositions Industrielles pour avoir organisé ce séminaire.

- Le Royaume d'Arabie Saoudite pour avoir accueilli la « 8ème Exposition des Industries Agroalimentaire des Etats Membres de l'OCI » du 13 au 16avril 2015 ;
- La République de la Tunisie pour avoir organisé la 1ère Exposition des Produits Biologiques et Locaux du 29 octobre au 1er novembre 2015.

35. **Salue** la proposition des Etats Membres suivants d'accueillir les Foires Islamiques et les Expositions de Commerce en coopération avec le CIDC entre 2015 et 2019 et **demande** aux Etats Membres d'encourager la participation active de leur secteur privé et des institutions connexes à ces évènements :

- L'Etat des Emirats Arabes Unis (Emirat de Charjah) d'accueillir la 4ème Expo Halal de l'OCI et le Congrès respectivement du 9 au 11 décembre 2015 ;

- L'Etat des Emirats Arabes Unis (Emirat de Charjah) d'accueillir la « 2ème Foire du Tourisme et des Voyages » à Charjah du 8 au 10 décembre 2015 ;

- Le Royaume du Maroc d'accueillir la « 3ème Expo sur la Santé de l'OCI » en collaboration avec l'OFEC à Casablanca du 24 au 26 mars 2016 ;

- La République du Sénégal d'accueillir la « 2ème Expo et Forum sur l'Enseignement supérieur » à Dakar du 9 au 12 mai 2016 ;

- La République Arabe d'Egypte d'accueillir la « 3ème Exposition du Tourisme des Etats Membres de l'OCI » en 2017 ;

- La République d'Iraq d'accueillir la 16ème Edition de la Foire Commerciale des Pays Islamiques en 2017 ;

- La République de Guinée d'accueillir la 17ème Foire Commerciale des Pays Islamiques en 2019.

36. **Salue** l'invitation des Etats Membres par l'Arabie Saoudite à participer avec des pavillons spéciaux à la 15ème Foire Islamique qui aura lieu sous l'égide du Serviteur des deux Lieux Saints à Riyad du 22 au 26 mai 2016 et **appelle** les Etats Membres à participer activement à cette Foire.

37. **Réitère** sa demande au CIDC de continuer de tenir des foires sectorielles spécifiques en coopération avec les Etats Membres et de soumettre des rapports réguliers sur les progrès des foires aux Sessions du COMCEC.

iii) Feuille de Route pour renforcer le Commerce Intra-OCI

38. **Prend note** du rapport de la 7ème et Réunion Finale du Groupe Consultatif pour Renforcer le Commerce Intra-OCI tenue à Casablanca, Royaume du Maroc les 2 et 3 mars 2015.

39. **Exprime** son appréciation au CIDC et aux autres Membres du Groupe Consultatif pour avoir terminé avec réussite leur mandat en 2015 et **Prend note** du rapport exhaustif d'évaluation préparé en collaboration avec les Institutions connexes de l'OCI parallèlement aux relations y afférentes du COMCEC sur la mise en œuvre de la Feuille de Route.

40. **Félicite** la proposition du Royaume d'Arabie Saoudite et du CIDC pour avoir bien voulu organiser « la Conférence du Réseau TPO » à Djeddah le 23 mai 2016 en marge de la 15ème Foire Islamique des Etats Membres de l'OCI.

41. **Salue** la proposition de la République du Sénégal d'accueillir le Forum Africain des Affaires Halal à Dakar en 2016 et la proposition du CIDC, du Ministère du Commerce, de Secteur Informel, des Affaires des Consommateurs, de la Promotion des Produits Locaux et des PME de la République du Sénégal ainsi que l'Exposition Internationale des Affaires Musulmanes (SIBM) d'organiser ce Forum et **exhorte** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

42. **Réitère** sa demande aux Etats Membres pour continuer de fournir au CIDC des données relatives au commerce, aux statistiques et aux règlementations d'investissement.

iv) Assistance Technique relative à l'OMC

43. **Appelle** la BID et le CIDC à continuer de fournir une assistance technique aux Etats Membres sur les questions relatives à l'OMC et de poursuivre leurs efforts pour accroître la sensibilisation des Etats Membres concernant l'importance des négociations de l'OCI sur le Commerce et de leur influence sur les économies et leur **demande** de rassembler et de coordonner leurs efforts en vue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des Etats Membres de l'OCI. Et ce afin de

faciliter leur pleine intégration au système multilatéral du commerce sur une base juste et équitable.

44. **Appelle** les pays de l'OCI non-membres de l'OMC à adhérer à l'OMC et **demande** aux pays de l'OCI membres de l'OMC de les soutenir dans le processus d'adhésion.

45. **Demande** au Secrétariat Général de l'OCI de déployer les efforts nécessaires en faveur du statut d'observateur du CIDC au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en vue d'épauler les questions de suivi de l'OMC, y compris études, recherches, renforcement de capacités et rapports aux Fora de l'OCI.

46. **Adresse** ses remerciements et son appréciation au Groupe de la BID pour avoir organisé différentes activités, à savoir des ateliers et des séminaires dans le cadre de son programme de l'OMC depuis la 30ème Session du COMCEC pour le bénéfice des pays de l'OCI.

47. **Remercie également** la BID d'avoir régulièrement organisé les réunions consultatives de l'OMC des Ministres du Commerce de l'OCI en marge des Conférences Ministérielles de l'OMC. La prochaine se tiendra le 14 décembre 2015 en marge de la 10ème Conférence Ministérielle de l'OMC qui sera tenue du 15 au 18 décembre 2015 à Nairobi, Kenya, et **invite** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

48. **Salue** la proposition du Royaume du Maroc d'accueillir un atelier sur « l'Administration des Accords Commerciaux Régionaux (ACR) et les Perspectives d'Intégration Régionale dans les Etats Membres de l'OCI » à Casablanca du 21 au 23 décembre 2015 et **salue** le CIDC et le Département de Coopération et d'Intégration de la BID pour leur organisation de cet atelier et **exhorte** les Etats Membres à participer activement à cet événement.

v) Activités de Financement de Commerce

49. **Apprécie** les activités de financement du commerce et de promotion de commerce du CIFC et la mobilisation des fonds du marché international pour le financement des opérations du commerce dans les Etats membres, contribuant à la réalisation de l'objectif du commerce Intra-OCI d'un taux de 20 pour cent.

50. **Félicite** les efforts du CIFC dans le financement des PME et les Pays Membres moins développés et dans la diversification illustrée par l'intégration à de nouveaux marchés en plus des produits et programmes de financement novateurs.

51. **Invite** les Pays Membres à compléter les exigences de l'adhésion à tous les institutions et centres du Groupe de la BID (CIFC, SIACE) pour qu'il puisse assumer, avec succès, son mandat.

52. **Prend note** des progrès de mise en œuvre de l'AFTIAS et Programme de Promotion du Commerce Arabo-Africain du CIFC et **invite** les Etats Membres concernés à participer activement et à soutenir la mise en œuvre de ces initiatives.

53. **Salue** les efforts du Groupe de la BID (CIFC) envers la préparation de Programme Spécial pour l'Asie Centrale et **invite** les autres institutions de l'OCI et les Etats Membres concernés à participer activement et à soutenir la mise en œuvre de ces initiatives.

54. **Prend note** des efforts du CIFC pour organiser un Forum de Développement du Commerce afin de sensibiliser les secteurs privés des Etats Membres au sujet des possibilités de financements du commerce du CICF et **encourage** les Etats Membres à participer activement à ce Forum.

55. **Prend note** du partenariat stratégique concernant l'initiative approfondie entre le Groupe de la Banque Mondiale et le Groupe de la BID.

vi) Activités liées au Commerce de l'INMPI

56. **Salue** l'activité croissante de l'INMPI par l'organisation d'activités de renforcement des capacités dans son champ de compétence et **demande** aux Etats Membres qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent de joindre l'IMPI afin de profiter de ses services.

57. **Prend note avec appréciation** des activités du Comité d'Accréditation et **demande** aux Etats Membres de l'INMPI de participer activement aux Réunions du Comité d'Accréditation ainsi qu'à d'autres comités techniques sous l'égide du COMCEC avec leurs autorités nationales compétentes.

58. **Salue** l'organisation du programme de formation Assesseur/Assesseur du Comité d'Accréditation (CA) de l'INMPI qui aura lieu du 25 au 27 novembre 2015 à Istanbul, Turquie pour mettre en place un pool d'experts pour la participation des parties prenantes Musulmanes relatives à l'accréditation Halal.

59. **Félicite** l'organisation du Forum du SMIIC 2015 qui a été tenu à Dubaï, Emirats Arabes Unis le 5 mai 2015 pour accroître la sensibilisation concernant l'évaluation de la conformité et les activités Halal dans tous les Etats Membres.

Promouvoir le rôle du secteur privé dans la coopération économique (Point 6 de l'ordre du jour)

60. **Prend note** du rôle crucial joué par le secteur privé dans le développement économique des Etats Membres et a salué le rôle de la Chambre Islamique en introduisant des projets visant le développement du secteur privé dans les Etats Membres sous les auspices du COMCEC.

61. **Demande** à la CICIA d'effectuer une évaluation globale de son organisation, de ses fonctions et des activités en vue de renforcer sa portée afin de mieux servir le secteur privé selon son mandat et ses objectifs originaux, et de soumettre un rapport à ce sujet lors de la 32ème Réunion de Comité de Suivi et de la 32ème Session du COMCEC.

62. **Appelle** les Etats Membres à soutenir et à participer activement au travail de la CICIA portant sur la révision de ses fonctions et activités et **encourage** la Chambre de Commerce à s'engager activement dans les activités de la CICIA.

63. **Salue** la tenue de la 17ème Réunion du Secteur Privé, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, parallèlement à la 15ème Foire Commerciale Islamique qui aura eu lieu du 22 au 26 mai 2016.

64. **Se félicite** de l'offre de la République de Turquie d'accueillir le 2nd Atelier sur « Promotion de la Coopération entre les Agences de Registre du Commerce des Etats Membres de l'OCI » en septembre 2016.

65. **Félicite** la CICIA de l'organisation réussie du 8ème Forum des Femmes d'Affaires en coopération avec la Banque Islamique de Développement (BID) et la Chambre Nationale de Commerce et d'Industrie de l'Ouganda (UNCCI) et de l'atelier sur « Le développement d'un Mécanisme pour les Coentreprises et les Partenariats entre les Femmes Entrepreneurs par le biais de la Coopération Sud-Sud », en collaboration avec le Fonds d'Affectation Spéciale Pérez-Guerrero (PGTF) /le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Chambre Nationale de Commerce et d'Industrie de l'Ouganda (UNCCI), à la fois, tenus à Kampala, République d'Ouganda les 26 et 27 puis les 28 et 29 octobre 2015 respectivement.

66. **Invite** le secteur privé des Etats Membres à coopérer activement et à interagir avec la CICIA afin de remplir ses tâches.

67. **Prend note** des activités suivantes qui seront organisées par la CICIA et appelle le secteur privé des Etats Membres à participer activement à ces activités;

- La 17ème Réunion du Secteur Privé, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, parallèlement à la 15ème Foire Commerciale Islamique qui a eu lieu du 22 au 26 mai 2015.
- Le 9ème Forum des Femmes d'Affaires pour les Pays Islamiques à Riyad, Arabie Saoudite du 22 au 26 mai 2016.
- Le Programme de Formation en Leadership pour les Cadres Supérieurs (Convertir les Bons Directeurs en de Grands Leaders (Dates / Lieu à déterminer).
- Forum d'Echange Commercial des Produits Alimentaires entre les Pays Islamiques
- La Conférence Annuelle Halal
- Le Prix d'excellence
- Atelier spécialisé sur (la sécurité alimentaire / le développement de l'Entrepreneuriat / la Promotion des opportunités touristiques/ le Développement des PME)
- La Conférence sur l'Union des Propriétaires d'Affaires musulmans.

68. **Exprime** sa gratitude et ses remerciements à la République de Tunisie pour l'organisation d'un séminaire sur la Politique de la Concurrence dans les Etats Membres de l'OCI en collaboration avec le CIDC, à Tunis, les 2-3 juin 2015.

Améliorer le Transport et les Communications (Point 7 de l'ordre du jour)

69. **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les communications le 12 février 2015, à Ankara, sur le thème de «*L'évaluation de la propriété, les structures de*

gouvernance et les performances des ports des Etats Membres de l'OCI» et **se félicite** des recommandations de politique rendues par la Réunion, à savoir;

- Les Etats Membres sont invités à promouvoir la participation du secteur privé dans le secteur portuaire.
- Les Etats Membres sont encouragés à établir des régulateurs portuaires
- Les Etats Membres sont appelés à promouvoir le transport intermodal de conteneurs.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(24))

70. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications le 22 octobre 2015, à Ankara, Turquie, sur le thème « Le *Transport Urbain dans les Mégapoles de l'OCI* » et **se félicite** des recommandations de politique rendues par la Réunion, à savoir ;

- Développer les Partenariats Public-privé (PPP) pour le financement du Transport Urbain
- Améliorer les Applications des TIC pour la Gestion du Trafic dans les villes de l'OCI
- Améliorer la structure institutionnelle pour assurer la réalisation d'une stratégie du Transport Durable

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(25))

71. **Demande** aux Etats Membres de participer à la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications, qui aura lieu le 24 mars 2016 sur le thème « *Améliorer l'entretien des routes dans les Pays Membres de l'OCI* » et à la huitième Réunion qui sera tenue le 27 octobre 2016 sur le thème « Améliorer la sécurité routière dans les Pays Membres de l'OCI ».

72. **Apprécie** les efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI pour sensibiliser les Etats Membres concernés de l'OCI sur la nécessité d'inclure les segments nationaux respectifs le long du corridor ferroviaire Dakar-Port Soudan de l'OCI dans leurs plans de développement nationaux et prie les Etats Membres concernés à soumettre leurs études de faisabilité bien conçues pour assurer un soutien technique et un financement adéquats à ce projet.

Développer un secteur touristique durable et compétitif (Point 8 de l'ordre du jour)

73. **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme le 5 février 2015, à Ankara, sur le thème « *Facilitation du Voyage pour Améliorer la Mobilité dans les Pays Membres de l'OCI*» et **se félicite** de ses recommandations de politique suivantes;

- Encourager la facilitation des visas entre les Etats Membres
- Développer des liaisons aériennes et augmenter la capacité des lignes aériennes dans les Etats Membres

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(29))

74. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme le 3 septembre 2015, à Ankara sur le thème « *Stratégies de marketing du Tourisme efficaces: Solutions basées sur les TIC pour les Pays Membres de l'OCI*» et **se félicite** de ses recommandations de politique suivantes;

- Former et renforcer une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine du marketing du tourisme basé sur les TIC dans les Etats Membres
- Promouvoir la coopération entre le gouvernement et le secteur privé sur l'utilisation et la diffusion des TIC dans le marketing du tourisme
- Développer des stratégies de marketing numérique globales et efficaces dans les Etats Membres

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(30)

75. **Prie** les Etats Membres, qui se sont inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme, de participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme qui se tiendra le 4 février 2016, sur le thème « *Tourisme respectueux de L'Islam: Comprendre l'offre et la demande dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi qu'à sa Huitième Réunion, qui se tiendra le 1^{er}septembre 2016, sur le thème *«Promotion des produits et des services du Tourisme respectueux de l'Islam dans les Pays Membres de l'OCI »* et demande aux Etats Membres, qui ne l'ont pas encore fait, de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme.

76. **Salue** l'offre de la République du Niger d'accueillir la Neuvième Session de la Conférence Islamique des Ministres du Tourisme du 21 au 23 décembre 2015 et **appelle** les Pays Membres à participer activement à cet événement.

77. **Prend note** du rapport de la Troisième Réunion du Forum de Tourisme du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC tenue du 29 au 30 janvier 2015 à Istanbul sous le thème « Marques Internationales des Destinations de Tourisme dans les Pays Membres de l'OCI »

78. **Salue** l'offre de la République de Turquie d'organiser la Quatrième Réunion du Forum du Tourisme du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC du 14 au 15 janvier 2016 à Istanbul avec le thème *« Promotion du Tourisme Respectueux de l'Islam »* et **demande** aux Pays Membres d'encourager les représentants du secteur privé dans le domaine du tourisme à participer activement à cet événement.

79. **Salue** l'offre de la République Islamique d'Iran d'accueillir la 5ème Conférence sur le Tourisme de Santé à Machhad en 2016 et **demande** aux Etats Membres de participer activement aux évènements.

L'augmentation de la productivité du Secteur Agricole et la Durabilité de la Sécurité Alimentaire (Le point 9 de l'ordre du jour)

80. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture, tenue le 5 mars 2015 à Ankara sous le thème « *Renforcement de la capacité institutionnelle : Renforcer les Organisations Paysannes dans les Pays Membres de l'OCI* » et **salue** ses recommandations de politique suivantes ;

- La recherche et les services de vulgarisation des organisations paysannes doivent être améliorés pour accroître la productivité agricole.
- La capacité des organisations paysannes d'accéder à l'information des marchés agricoles et la diffusion de l'information sur le marché à leurs membres doivent être améliorées.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(35))

81. **Prend également note avec appréciation** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture, tenue le 8 octobre, 2015 à Ankara avec le thème « *l'Amélioration des chaines de valeur agricoles dans les Pays Membres de l'OCI* » et **salue** ses recommandations de politique suivantes ;

- L'adoption/le développement de critères pour la qualité et la mise en œuvre du contrôle de qualité ainsi que l'identification des opportunités du marché pour réaliser la conformité des produits agricoles aux normes
- L'amélioration du transport et des installations de stockage pour assurer le développement des chaines de valeur dans les Etats Membres à travers des partenariats public-privé bien développés.
- L'encouragement des industries agro-alimentaires et de l'emballage pour augmenter la valeur ajoutée des produits agricoles.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(36))

82. **Exhorte** les Pays Membres qui se sont inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture à participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture prévue pour le 3 mars 2016 avec le thème « *Réduire les pertes alimentaires à l'exploitation dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi que sa Huitième Réunion qui devrait se tenir le 13 octobre 2016 avec le thème « *La Réduction des pertes post-récolte dans les Pays Membres de l'OCI* » et **demande** aux Pays Membres, qui ne se sont pas encore inscrits, de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture.

83. **Salue** l'organisation de « *L'Atelier de Travail sur le Renforcement des Capacités sur l'Analyse de la Chaîne de Valeur de l'Agro-Industrie* » du 1er au 3 décembre 2014 à Ankara, en République de Turquie par le SESRIC en collaboration avec la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA), la FAO et le Fonds d'Affectation Spéciale Perez Guerrero (PGTF) du PNUD.

84. **Note avec appréciation** les efforts déployés par la République de Turquie et par le SESRIC dans l'organisation de stage de formation sur les différents aspects techniques, agricoles et de sécurité alimentaire dans les Etats Membres dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités de l'OCI.

85. **Salue** l'offre de la République du Kazakhstan d'accueillir la Conférence Ministérielle de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole ainsi que l'Assemblée Générale Inaugurale de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire prévue du 26 au 28 avril 2016 et **appelle** les Pays Membres à participer activement à cet événement.

86. **Appelle** les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Statut de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire.

87. **Prend note** de l'organisation de l'Expo 2016 à Antalya, République de Turquie et **invite** le secteur privé et les autorités publiques des Etats Membres à participer à cette organisation.

L'Allègement de la Pauvreté (Point 10 de l'ordre du jour)

88. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail pour l'allègement de la Pauvreté, tenue le 26 février 2015 à Ankara avec le thème « *Politiques d'activation pour les pauvres dans les Etats Membres de l'OCI* » et **salue** les recommandations de politique suivantes ;

- Augmenter la capacité des institutions fournissant les Services Publiques d'Emploi (SPE) dans les Etats Membres en améliorant la qualité et la quantité des ressources humaines et le développement de l'infrastructure des technologies de l'information (TI) des Institutions de SPE, ainsi qu'en assurant un partenariat efficace avec les parties prenantes en matière de la réalisation des modalités d'activation.
- La promotion de l'implication de l'employeur dans la préparation/la mise en œuvre des programmes d'activation en constituant un dispositif efficace pour assurer l'implication active des parties prenantes ainsi qu'en effectuant des sondages auprès des employeurs pour identifier les compétences/besoins du marché de travail.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC31-15/D(40))

89. **Prend également note avec appréciation** de la convocation de la Sixième Réunion du Groupe de Travail pour l'allégement de la Pauvreté tenue le 10 septembre 2015 à Ankara, avec le thème « *l'Amélioration des services de base de livraison dans les Etats Membres de l'OCI* », et **salue** les recommandations de politique émises par la réunion.

(*Les recommandations de politiques émises par la réunion sont intégrées dans le document des recommandations de politiques, préparé spécialement pour la Session d'Echange de Vue de la trente et unième Session Ministérielle du COMCEC et joint en Annexe 8)*

90. **Demande** aux Etats Membres de participer activement à la Septième Réunion du Groupe de Travail prévue pour le 11 février 2016 à Ankara, avec le thème « *l'accès des Groupes Vulnérables des Pays Membres de l'OCI aux Programmes de Protection Sociale* », ainsi qu'à la Huitième Réunion prévue pour le 3 novembre 2016 avec le thème « *La migration internationale forcée dans les Pays de l'OCI : le cadre de la politique adoptée par les Pays d'Accueil* ».

i) Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) et le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA)

91. **Réitère** sa demande aux Pays Membres qui se sont engagés auprès du FSID de respecter leurs obligations et de prendre de nouveaux engagements de manière volontaire, pour lui permettre de financer plus de projets dans les Etats Membres et **salue** les Etats Membres ayant déjà honoré leurs engagements.

92. **Demande** aux Etats Membres qui n'ont toujours pas annoncé leurs engagements de déclarer leurs obligations et d'honorer ces engagements conformément à leur capacité économique et financière pour permettre au Fonds de mettre en œuvre ses programmes dans les Etats Membres.

93. **Demande également** au FSID d'augmenter ses efforts de mobilisation et de promotion de ressources provenant de différentes sources y compris le secteur privé des Etats Membres.

94. **Salue** les efforts de la Banque Islamique de Développement (BID) dans la mobilisation de ressources provenant de différentes institutions financières pour la mise en œuvre du Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA).

ii) Plan d'Action du Coton de l'OCI

95. Tout en appréciant l'intérêt positif de la BID pour le Plan d'Action du Coton de l'OCI, **demande** à la BID de finaliser son examen pour le financement du projet de renforcement de capacité qui combine 14 projets de coton en un seul projet, présenté à la BID, conformément à la résolution pertinente de la 30ème Session du COMCEC.

96. **Prend note** des efforts du SESRIC dans l'organisation de stage de formation sur les différents aspects relatifs au coton dans les Etats Membres dans le cadre du Programme de Formation du Coton de l'OCI (OCI-PFC), et a exhorté les Centres d'Excellence en matière de Recherche sur le Coton à renforcer leur coopération avec le SESRIC dans la mise en œuvre de ces stages de formation.

iii) Le Programme EFP-OCI

97. **Apprécie** les efforts continus du SESRIC dans l'initiation et la mise en œuvre de différents programmes de renforcement de capacités et stages de formation dans différents domaines et zones d'intérêt des Etats Membres en vue de renforcer les capacités et la qualité des ressources humaines dans ces pays et **appelle** le SESRIC à mobiliser davantage de ressources financières pour le dit programme.

98. **Demande** au SESRIC et à la BID de poursuivre le développement et la mise en œuvre de nouveaux projets et initiatives dans le cadre des sous-programmes de l'EFP-OCI, et **invite** les Etats Membres à participer et à soutenir les différents programmes de renforcement de capacités du SESRIC sous le Programme EFP-OCI en activant le rôle de leurs Points Focaux Nationaux (PFN) dans ce programme important.

L'approfondissement de la coopération financière (Point 11 de l'ordre du jour)

99. **Prend note avec appréciation** de la convocation de la Quatrième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière tenue le 19 mars 2015 à Ankara avec le thème « *Améliorer les Mécanismes de Surveillance Bancaire dans les Pays Membres de l'OCI* » et **salue** les recommandations de politique du Groupe de Travail, à savoir;

- Une stratégie de collecte de données de risque de crédit pour les Etats Membres de l'OCI doit être développée pour réduire les risques lors des périodes des turbulences économiques et la capacité d'évaluation des risques des Etats Membres de l'OCI devrait également être développée conformément aux meilleures pratiques internationales
- Un régime d'assurance-dépôts efficace pour le secteur bancaire devrait être développé pour atteindre un niveau plus élevé de stabilité et d'inclusion financières
- Un cadre réglementaire et de supervision doit être développé particulièrement pour les Banques Islamiques dans le but de bénéficier du potentiel de croissance important du Système Bancaire Islamique.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(48))

100. **Prend note également avec satisfaction** de la convocation de la Cinquième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière le 15 octobre 2015, à Ankara sur le thème *« Les Systèmes de paiement de masse dans les Pays Membres de l'OCI »* et se félicite des recommandations de politique rendues par le Groupe de Travail, à savoir ;

- Accroître la sensibilisation aux avantages des systèmes de paiement de masse modernes à travers l'éducation sur les contrôles et la prudence financiers de base et ainsi que d'accroître la transparence afin de protéger les droits des consommateurs,
- Explorer des moyens de réduire encore le coût des paiements de masse et la recherche de moyens pour l'interopérabilité,

- Etablir / maintenir la collecte de données sur les systèmes de paiement de l'OCI et du cadre de rapport.

(Réf : Code du document OIC/COMCEC/31-15/D(49))

101. **Demande** aux Etats Membres de participer activement à la Sixième Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière, qui se tiendra le 17 mars 2016, sur le thème « *Elaboration de stratégies de Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI* », ainsi qu'à sa Septième Réunion, qui aura lieu le 20 octobre 2016, sur le thème « *Architecture Financière Islamique Nationale et Globale : Problèmes et Solutions Possibles pour les Pays Membres de l'OCI*».

i) Forum des bourses des Etats membres de l'OCI

102. **Prend note** du rapport de la neuvième réunion du Forum des bourses des Etats membres de l'OCI tenue le 19 novembre 2015 à Istanbul.

103. **Se félicite** de la proposition de la Borsa Istanbul, en tant que Secrétariat du Forum des échanges des bourses, d'accueillir la 10ème Réunion du Forum en 2016 à Istanbul et **demande** à tous les Etats membres de participer activement à cette Réunion.

104. **Demande** aux Etats membres et à la BID d'encourager la promotion conjointe des Index et sous-indices S&P et COMCEC/OCI.

105. **Se félicite** du rapport sur l' « Initiative du marché de l'or pour les Pays membres de l'OCI » préparé par le Forum des bourses des pays membres de l'OCI, et **demande** l'étude approfondie, par l'intermédiaire de son groupe de travail sur les métaux précieux, en vue d'accélérer le processus d'intégration des échanges et d'harmonisation des cadres de régulation afin d'établir un échange entre les bourses des Etats membres de l'OCI et soumettre le rapport sur cette question à la 32ème Session du COMCEC.

ii) Coopération entre les organes de régulation des marchés de capitaux

106. **Prend note** du rapport de la Quatrième Réunion du Forum des régulateurs des marchés de capitaux tenue le 19 novembre 2015 à Istanbul.

107. **Se félicite** des efforts fournis par les Groupes de Travail du Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC sur les défis des marchés de capitaux islamiques, les bases de données, l'alphabétisation financière ainsi que le renforcement des capacités, et **invite également** les Etats membres à encourager les efforts du Forum par la participation à ses réunions, la contribution dans la réalisation des mandats des Groupes de Travail.

108. **Se félicite** de la proposition de la commission des marchés de capitaux de Turquie, en tant que Secrétariat du Forum, d'accueillir la Cinquième réunion du Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC en 2016 à Istanbul et **demande** à tous les Etats membres de participer activement à cette réunion.

109. **Se félicite** du rapport sur " l'initiative de l'échange des sûretés immobilières en bourse" préparé par le Forum des régulateurs des marchés de capitaux du COMCEC, et **demande** d'étudier plus profondément la question, avec l'objectif ultime d'établir

une bourse pour l'échange immobilier/suretés immobilières pour les Pays membres de l'OCI et soumette un rapport sur cette question à la 32ème Session du COMCEC.

iii) Coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires

110. **Demande** à la République du Suriname de proposer de nouveau des dates exactes auxquelles accueillir la 15èmeRéunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des Etats Membres de l'OCI en janvier 2016 et **prie également** les Etats Membres de participer activement à cette réunion.

111. **Se félicite** des programmes de formation et de renforcement des capacités organisés par le SESRIC entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires des Etats Membres portant sur différents aspects de la coopération et **demande** au SESRIC de continuer à organiser de telles activités pour les institutions compétentes des Etats Membres.

Echange de Vues sur « L'Agenda pour le Développement Post-2015 et les Défis liés au Développement de la Oummah Islamique : Amélioration de la Prestation des Services de Base » (Point 12 de l'Ordre du Jour)

112. Rappelant la décision pertinente de la 30ème Session du COMCEC, **se félicite** de l'étude conjointe sur « Facteurs Critiques pour le Succès de la Mise en Œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) : Situation Actuelle et Perspectives pour l'OCI », préparée et présentée par la BID et le Bureau de Coordination du COMCEC et **demande** aux Etats Membres et aux Institutions concernées de l'OCI d'utiliser les résultats de cette étude.

113. **Salue** les recommandations stratégiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté sur le thème de *« L'Agenda pour le Développement Post-2015 et Défis liés au Développement de la Oumma Islamique : Amélioration de la Prestation des Services de Base »* organisée les 10 et 11 septembre 2015 à Ankara, Turquie.

Réf. : Document de Recommandations de politiques joint en Annexe 8

114. **Demande** aux Institutions de l'OCI, dans leur domaine de compétence respectif, de soutenir pleinement les Etats Membres dans la mise en œuvre des ODD.

115. Prenant note avec appréciation des efforts continus sous l'égide des Groupes de Travail du COMCEC et du Financement de Projets du COMCEC, **demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de prendre en considération les ODD récemment adoptés et leurs sous-points et de les étudier dans le cadre des groupes du travail et **exhorte** les Etats Membres à développer les projets qui seront implémenté dans le cadre du Financement de Projet afin d'aider à la mise en œuvre des ODD.

116. **Demande** au SESRIC d'identifier les manques de données et les limitations de compilation des Etats Membres de l'OCI relatifs aux indicateurs des ODD et de soutenir les services statistiques nationaux et les institutions publiques connexes dans

leurs efforts de développement de leurs capacités. **Demande également** au SESRIC d'effectuer un suivi du processus d'inclusion de l'OCI en tant qu'unité d'analyse dans le système statistique de l'ONU et de soumettre un rapport lors de la 32ème Réunion du Comité de Suivi et à la 32ème Session du COMCEC.

117. Prenant en considération l'ambitieux Agenda des ODD et la nécessité de choisir parmi les 17 objectifs ceux étant prioritaires au plan national, **demande** au SESRIC en collaboration avec le BCC d'identifier les domaines des ODD prioritaires pour les Etats Membres, à l'aide d'enquêtes, de visites de terrain et de réunion avec les parties prenantes ainsi que d'effectuer une évaluation des besoins en capacité dans ces domaines prioritaires pour les Etats Membres et d'en faire rapport lors de la 32ème Réunion du Comité de Suivi et lors de la 32ème Session du COMCEC.

Thème de la Prochaine Session d'Echange de Vues

118. **Décide** que « L'Elaboration de Stratégies pour la Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI » sera le thème de l'Echange de Vues lors de la 32ème Session du COMCEC et **demande** au Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière, en coopération avec les institutions pertinentes de l'OCI, de proposer des recommandations stratégiques concrètes à ce sujet et d'en faire rapport lors de la 32ème Session du COMCEC.

Date de la 32ème Session du COMCEC (Point 13 de l'Ordre du Jour)

119. **Décide** que la 32ème Réunion du Comité de Suivi aura lieu les 17 et 18 mai 2016 à Ankara, Turquie, et que la 32ème Session du COMCEC se tiendra du 21 au 24 novembre 2016, à İstanbul, Turquie.

A N N E X E S

ANNEXE

1

LISTE DES PARTICIPANTS
DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC
(İstanbul, 23 - 26 novembre 2015)

1. MEMBER COUNTRIES OF THE OIC

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

- H.E. HUMAYOON RASAW
  Minister, Ministry of Trade and Industry
- H.E. MUHAMMED ISMAIL RAHIMI
  Deputy Minister, Ministry of Economy
- Mr. MUHAMMED NABI SROOSH
  General Director, Ministry of Economy
- Mr. ASHRAF ZALCI
  Commercial Attaché, Consulate of Afghanistan
- Mr. MUHAMMED SABIR NISAR
  Expert, Ministry of Economy

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

- H.E. BAKHTI BELAIB
  Minister, Ministry of Commerce
- H.E. Amb. LAHSSAN BOUFARES
  Ambassador, Embassy of Algeria in Ankara
- Ms. BAHIA LEBCIR
  Consul General, Consulate General in İstanbul
- Mr. ALLILI REDOUANE
  Director of Analysis and Synthesis, Ministry of Commerce
- Mr. ABDELHAMID BELAHDA
  Deputy Director of Foreign Trade, Ministry of Commerce
- Mr. SAIDANI ABDELOUAHEB
  Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. REGUIG MOHAMED
  In charge of Protocol Relations, Ministry of Commerce
- Ms. AMEUR KARIMA
  Secretary in Foreign Ministry, Foreign Ministry

REPUBLIC OF AZERBAIJAN

- H.E. NIYAZI SAFAROV
  Deputy Minister, Ministry of Economy and Industry
- Ms. INARA MUSTAFAYEVA
  Senior Advisor, Ministry of Economy and Industry

KINGDOM OF BAHRAIN

- H.E. Amb. EBRAHIM YUSUF AL ABDULLA
  Ambassador, Embassy of Bahrain in Ankara
- Mr. TAWFECK ALMANSOR
  Director of Organizations, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. MOHAMMED AL HIJAZI
  First Secretary, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. KOMAIL AHMED
  Third Secretary, Embassy of Bahrain in Ankara

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

- H.E. MUHAMMAD ABDUL MANNAN
  State Minister of Finance and Planning and Development
- Mr. F.M. BORHAN UNDDIN
  Consul General, Consulate General of Bangladesh in İstanbul
- Mr. MUHAMMAD MAUDUDUR RASHID SAFDAR
  Joint Secretary and Director, Bangladesh Tourism Corporation, Ministry of Civil Aviation and Tourism
- Mr. MONOJ KUMAR ROY
  Additional Secretary, Ministry of Commerce
- Mr. ARIFUR RAHMAN
  First Secretary and Chargé d'Affaires, Embassy of Bangladesh in Ankara

REPUBLIC OF BENIN

- H.E. Amb. MOUHAMAN DAHIROU DAMBABA
  Ambassador, Permanent Representative to the OIC, Embassy of Republic of Benin in Riyadh

BRUNEI DARUSSALAM

- H.E. Amb. MOHD SAHRIP OTHMAN
  Ambassador, Embassy of Brunei Darussalam in Ankara

REPUBLIC OF CAMEROON

- H.E. Amb. IYA TIDJANI
  Ambassador, Resident Representative of the OIC, Embassy of Cameron in Saudi Arabia

- Mr. EVANE EVARISTE
  Attaché in Prime Ministry, Prime Ministry

- Mr. BOUBA AOUSSINE
  Technical Chief Advisor in Ministry of Trade, COMCEC Focal Point, Ministry of Trade

REPUBLIC OF CHAD

- H.E. AZIZ MAHAMAT SALEH
  Minister, Ministry of Economy, Commerce and Touristic Development

- H.E. Amb. DJIDDA MOUSSA OUTMAN
  Ambassador, Embassy of Chad in Ankara

- Mr. ADANAO SALEH MOUSSA
  Counsellor, Embassy of Chad in Ankara

REPUBLIC OF COTE D'IVOIRE

- H.E. Amb. VAZOUMANA TOURE
  Ambassador, Embassy of Côte d'Ivoire in Saudi Arabia, Permanent Representative to OCI

- Mr. KOUE PIERRE FRANCIS BOLOU
  In Charge of Protocol Relations, Embassy of Côte d'Ivoire in Turkey

- Mr. VACABA CISSE
  Assistant in Strategic Coordination Unit, Ministry of Planning and Development

REPUBLIC OF DJIBOUTI

- H.E. Amb. ADEN HOUSSEIN ABDILLAHI
  Ambassador, Embassy of Djibouti in Ankara

ARAB REPUBLIC OF EGYPT

- H.E. WAEL EL NAGGAR
  Charge D'affaires, Embassy of Arab Republic of Egypt in Ankara
- Mr. MOHSEN NESEEM
  Commercial Minister Plenipotentiary, Head of Regional and Economic Organizations Department, Ministry of Trade and Industry of Egypt
- Mr. AMR RIFAI
  Counsellor, Embassy of the Arab Republic of Egypt Ankara
- Mr. MOHAMED ELSAYED ALY
  Commercial Minister Plenipotentiary, Head of Commercial Office of Egypt, İstanbul
- Ms. NASHWA BAKR
  Commercial First Secretary, Commercial Office of Egypt, İstanbul
- Ms. ASMAA ADEL LABIB
  International Trade Policies Researcher, Ministry of Trade and Industry of Egypt

REPUBLIC OF GABON

- H.E. MADELEINE BERRE
  Minister of Trade, Ministry of Trade
- H.E. CHANTAL MEBALE
  Deputy Minister of Economy, Ministry of Economy
- H.E. Amb. HERMANN IMMONGAULT
  Ambassador, Embassy of Gabon in Ankara
- Mr. THIERRY ABELOGO
  Deputy General Secretary, Ministry of Economy
- Mr. JEAN PAUL OBIANG
  Assistant of General Secretary, Ministry of Economy

- Mr. JEAN PAUL KIKI
  Assistant of General Secretary, Ministry of Economy
- Mr. BERTRAND RUBBENS MATTEYA
  Minister's Advisor, Ministry of Trade
- Ms. INES CECILIA MOUSSAVOU NGADJI
  Minister's Advisor, Ministry of Trade
- Ms. PAOLA NGOUWA ONDJOKOU
  Minister's Aide, Ministry of Trade
- Mr. KEVIN OLERY CALAR
  Minister's Aide, Ministry of Economy
- Mr. MURAT SÖNMEZ

REPUBLIC OF GAMBIA

- H.E. ABOUBACAR ABDULLAH SENGHORE
  Minister, Ministry of Higher Education, Research, Science and Technology
- H.E. Amb. MOMODOU BADJIE
  Ambassador, Embassy of Gambia in Ankara
- Mr. JERREH SANYANG
  Deputy Permanent Secretary, Ministry of Higher Education, Research, Science and Technology
- Mr. ANSUMANA BADJIE
  First Secretary, Head of Chancery at the Gambia Embassy in Riyadh, Gambia Embassy in Riyadh
- Ms. JAINABA JAGNE
  Director of Research, Ministry of Higher Education, Research, Science and Technology
- Mr. BAI MADI CEESAY
  Director of Budget, Ministry of Finance
- Mr. DEMBA BAH
  Deputy Permanent Secretary, Ministry of Energy
- Mr. SERING MODOU NJIE
  Deputy Head of Mission, Embassy of Gambia in Ankara

- Mr. YAHYA SAMATEH
  Senior Economist, Ministry of Trade, Industry, Regional Integration and Employment

- Mr. BAKEBBA JATTA
  Security, Ministry of Higher Education, Research, Science and Technology

REPUBLIC OF GUINEA

- H.E. Amb. DAOUDA BANGOURA
  Ambassador, Embassy of the Republic of Guinea in Ankara

- H.E. Amb. MAHMOUD NABANIOU CHERIF
  Ambassador and OIC Permanent Representative, Embassy of the Republic of Guinea in Riyadh

- Mr. MOHAMED KANFORY BANGOURA
  Political Advisor, Embassy of Guinea in Riyadh

- Mr. LAYE DAOUDA KONATE
  Chief of Protocol and in Charge of External Relations, Embassy of the Republic of Guinea in Ankara

REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU

- H.E. AUGUSTO ARTUR ANTONIO DA SILVA
  Minister, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Amb. HENRIQUE ADRIANO DA SILVA
  Ambassador- General Director, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. MILANKA NUNES CARVALHO D'ALVARENGA
  Cooperation Officer, Ministry of Foreign Affairs

REPUBLIC OF INDONESIA

- H.E. Amb. WARDANA
  Ambassador, Embassy of Republic of Indonesia in Turkey

- Mr. DENY WACHYUDI KURNIA
  Director for APEC and Other International Organizations Cooperation, Ministry of Trade

- Ms. LELY SARTIKA
  Deputy Director, Investment Coordinating Board

- Ms. YENNI HERNAWATI
  Head of Section, Ministry of Trade

- Ms. ADE VERONICA CHRISTIE
  Head of Section, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. RIZKI MAHARDIANI
  Head of Section, Investment Coordinating Board

- Mr. RUDY RAWENDRA
  Responsible Authority of COMCEC Project Funding 2014-INDAGRIC-076

- Mr. ABDULLAH ANTARIA
  Special Advisor, Coordinating Minister of Human Development and Culture

- Ms. ELLA ROSILAWATI KOSIM
  Project Coordinator of COMCEC Project Funding COMCEC 2014-INDAGRIC-076

- Ms. CUT SILVIA
  Assistant, Embassy of the Republic of Indonesia in Turkey

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

- H.E. Dr. ALI TAIEB NIA
  Minister of Economic Affairs and Finance, Ministry of Economic Affairs and Finance

- H.E. Dr. MOHAMMAD KHAZAEE
  Vice Minister and President, Organization for Investment, Economic and Technical Assistance of Iran(OIETAI)

- Dr. SHAPOUR MOHAMMADI
  Vice Minister of Economic Affairs, Ministry of Economic Affairs and Finance

- H.E. Amb. ALI REZA BIGDELI
  Ambassador, Embassy of Islamic Republic of Iran in Ankara

- Mr. ALI ARABZADEH TOUSI
  Undersecretary of Commerce, Consulate General of Islamic Republic of Iran in İstanbul

- Mr. MOHSEN MORTEZAEIFAR
  Consul General, Consulate General of Islamic Republic of Iran in İstanbul

- Ms. ZOHREH BAHREHBAR
  Deputy Director General of OIETAI, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Mr. SAYED RAZEGH BEHYAR MOGHADAM
  Deputy Director General, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Mr. HASAN AZIMZADEH
  Director of Protocol, Consulate General of Islamic Republic of Iran in İstanbul

- Mr. KEYVAN ZADEH
  Advisor to the Undersecretary of Commerce, Consulate General of Islamic Republic of Iran in İstanbul

- Mr. MOJTABA BARGHANDAN
  Diplomacy Expert, Consulate General of Islamic Republic of Iran in İstanbul

REPUBLIC OF IRAQ

- H.E. HASHIM MOHAMMED HATIM
  General Director, Ministry of Trade

- Mr. MAHMOOD MOHAMMED DAGHIR
  Director General, Central Bank of Iraq

- Ms. IBTISAM KADHIM ALI
  Manager, Central Bank of Iraq

- Mr. SHIMA ALI HASAN

- Mr. M. IBRAHIM AHDI AL MAGHAZACHI
  Trade Attaché in İstanbul, Ministry of Commerce

- Mr. RAAD K. HSIHAM AL-ANE
  Trade Attaché in Ankara

HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN

- H.E. IMAD NAJIB FAKHOURY
  Minister, Ministry of Planning and International Cooperation

- H.E. Amb. AMJAD ADAILEH
  Ambassador, Embassy of Jordan in Ankara

- Mr. NABEEL ALTEL
  Head of Arabian, Asian and African Division, Ministry of Industry and Trade and Supply

REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

- H.E. ERBOLAT DOSSAEV
  Minister, Ministry of National Economy of the Republic of Kazakhstan
- H.E. Amb. ZHANSEIT TUIMEBAYEV
  Ambassador, Embassy of Kazakhstan in Turkey
- Mr. ASSAT NURPEISSOV
  Advisor to the Minister, Ministry of the National Economy of the Republic of Kazakhstan
- Mr. KAIRAT TOREBAYEV
  Director of the Department of International Cooperation, Ministry of National Economy of The Republic of Kazakhstan
- Mr. ARNUR MUKHAMETZHANOV
  Deputy Director of the Department of Strategic Planning and Analysis, Ministry of Agriculture of The Republic of Kazakhstan
- Ms. AIGERIM KUAT
  Head of Division of the Department of International Cooperation, Ministry of the National Economy of The Republic of Kazakhstan
- Ms. DARIGA MAILYBAYEVA
  Chief Expert of the Transport Committee, Ministry for Investments and Development of The Republic of Kazakhstan

STATE OF KUWAIT

- H.E. ANAS KHALED ALSALEH
  Deputy Prime Minister and Minister of Finance, Ministry of Finance
- H.E. Amb. ABDULLAH A. A. AL DUWAIKH
  Ambassador, Embassy of the State of Kuwait in Ankara
- H.E. MOHAMMAD FAHAD AL MOHAMMAD
  Consul General, Consulate General of the State of Kuwait in İstanbul
- Mr. SAMI ALSAQABI
  Assistant, Undersecretary for Economic Affairs, Ministry of Finance

- Mr. SHEIKH NIMER FAHED ALSABAH
  Assistant Undersecretary for External Trade and Organizations Affairs Ministry of Finance, Ministry of Finance

- Mr. ISHAQ ABDULGHANI ABDULKAREEM
  Director of the Department of International Economic Cooperation, Ministry of Finance

- Mr. KHALID ALHASAM
  First Secretary, General Consulate of the State of Kuwait in İstanbul

- Mr. YOUSEF ALROOMI
  Director, Minister's Office, Ministry of Finance

- Mr. JABER MUSHTAQ
  Director of the Office of the Minister of Finance, Ministry of Finance

- Mr. SAAD AL RASHIDI
  Head of the OIC Affairs Division, Ministry of Finance

- Mr. KHALED FALAH AL MUTAIRI
  Deputy Vice Minister, Foreign Affairs

- Mr. HADI MUTLEQ AL SUBAI
  Second Secretary in the International Organizations Department , Ministry of Foreign Affairs

- Ms. HABEEB AL DUWAILAH
  Diplomatic Attaché, Embassy of the State of Kuwait

- Mr. NAYEF AL ENEZI
  Diplomatic Attaché, General Consulate of the State of Kuwait in İstanbul

REPUBLIC OF LEBANON

- H.E. HANI CHEMAITELLY
  Consul General of Lebanon in İstanbul, Consulate General of Lebanon in İstanbul

LIBYA

- H.E. Amb. ABDURRAZAG ABDULGADER
  Ambassador, Embassy of Libya in Ankara

- Mr. ALI OHAIDA
  Trade Attaché, Embassy of Libya in Ankara

MALAYSIA

- Ms. HISWANI HARUN
  Deputy Secretary General, Ministry of International Trade and Industry
- Mr. IDZHAM BIN ABDUL HAMID
  Director, Malaysia External Trade Development Corporation, İstanbul
- Mr. MOHD. AFANDI ABU BAKAR
  Principal Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. FAIZALKHAN JAAFAR
  Assistant Director, Malaysia External Trade Development Corporation, İstanbul

REPUBLIC OF MALDIVES

- Mr. MEHMET NİHAT BOYTUZUN
  Consul General, Honorary Consul, Republic of Maldives, İstanbul

ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

- Ms. MARIEM ELHACEN
  General Secretary, Ministry of Economy and Development
- Mr. M. E. OULD AHMED TAR
  Counsellor of the Minister, Ministry of Economy and Development
- Mr. YAHYA ABDDAYEM
  General Manager, Ministry of Economy and Development

KINGDOM OF MOROCCO

- H.E. MOHAMED ABBOU
  Minister, Ministry of Foreign Trade
- H.E. Amb. LOTFI AOUAD
  Ambassador, Embassy of Kingdom of Morocco to the Republic of Turkey
- Ms. ELBOUABDELAOUI LATIFA
  Director of Internationals Trade Relations, Ministry in Charge of Foreign Trade
- Mr. MOHAMMED SBIHI
  Consul General, Consulate General of Morocco

- Mr. ZAHREDDINE BELBACHIR
  Head of Trade Relations outside Europe, Ministry in Charge of Foreign Trade
- Ms. HAYAT GUEMMOUH
  Deputy Consul General, Consulate General of Morocco
- Mr. TAOUFIK MAAZOUZI
  Minister Counsellor
- Mr. ADEM ÖZDEMİR
  Protocol, Consulate General of Morocco
- Mr. RIFAT YILMAZ
  Protocol, Consulate General of Morocco

REPUBLIC OF MOZAMBIQUE

- H.E. Amb. CESAR FRANCISCO DE GOUVEIA
  Ambassador, Embassy of the Republic of Mozambique in Riyadh

REPUBLIC OF NIGER

- H.E. Amb. ADAM ABDOULAYE DANMARADI
  Ambassador, Embassy of Niger in Ankara
- Mr. ZATAOU KATO KARIDIO
  Director General, Ministry of Tourism
- Mr. MOUSTAPHA ABDOU
  Head of Department
- Mr. HASSANE CHEKOU KORE
  Technical Advisor, Presidency
- Mr. HAROUNA MALIKI
  General Studies Division, Ministry of Economy and Finance
- Ms. ALHASSAN MARIAMA RABIOU

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

- Mr. IBRAHIM ISAH
  Charge D'Affaires, Embassy of Nigeria in Ankara

SULTANATE OF OMAN

- H.E. SULTAN SALIM AL-HABSI
  The Secretary General of the Supreme Council of Planning
- Mr. HAMOUD ABDULLAH AL ALAWI
  Director General of Economic Relations, Supreme Council for Planning
- Mr. SALIM SAID ALAFARI
  Minister Plenipotentiary, Deputy Head of Mission, Embassy of the Sultanate of Oman in Ankara
- Mr. SALIM MOHAMMED AL HAJARI
  Economic Researcher, Supreme Council for Planning
- Mr. RIAD SAIF AL DGESHY
  Coordinator Office of Minister , Supreme Council for Planning

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

- H.E. KHURRAM DASTAGIR
  Minister, Ministry of Commerce
- H.E. Amb. SIHAIL MAHMOOD
  Ambassador, Embassy of Pakistan in Turkey
- Ms. HUMAIRA ISRAR
  Desk Office, Ministry of Commerce
- Mr. DİLDAR ALİ ABRO
  Vice Consul, Embassy of Pakistan in Turkey
- Mr. AMİR BARLAS
  Director of Protocol, Embassy of Pakistan in Turkey
- Mr. TUNA ÇAKAR
  Assistant of Vice Consul, Embassy of Pakistan in Turkey

THE STATE OF PALESTINE

- H.E. ABEER ODEH
  Minister of Economy, Ministry of National Economy
- H.E. Amb. FAED MUSTAFA
  Ambassador, Embassy of Palestine in Ankara

- Mr. AZMI ABU GHAZALEH
  Economy Counsellor, Embassy of Palestine in Ankara
- Mr. RAFAT RAYYAN
  Expert, Ministry of National Economy

STATE OF QATAR

- H.E. AHMED BIN JASSEM BIN MOHAMMED AL THANI
  Minister, Ministry of Economy and Commerce
- H.E. Amb. SALEM MUBAREK AL SHAFI
  Ambassador, Embassy of Qatar in Ankara
- Mr. HAMAD BIN ALI AL MANAI
  Director of the Office of the Minister of Economy and Commerce, Ministry of Economy and Commerce
- Mr. ABDULLAH AL NUAIMI
  Second Secretary, Embassy of Qatar in Ankara
- Mr. ABDULAZIZ AL THANI
  Third Secretary, Embassy of Qatar in Ankara
- Mr. BADER SALEM AL- ENAZI
  Consul of Qatar in Istanbul, Embassy of the State of Qatar in İstanbul
- Mr. MANSOUR SAQR AL- MANSOURI
  Vice Consul of Qatar in Istanbul, Embassy of the State of Qatar in İstanbul
- Mr. ABDULLAH JASSEM ALTAMIMI
  Director Assistant of the Office of the Minister of Economy and Commerce, Ministry of Economy and Trade
- Mr. AHMED MOHAMMED AL MARZOUQI
  Assistant Director for the International Cooperation &Trade and Economic Agreements, Ministry of Economy and Commerce
- Mr. HASSAN ABDULLA ALMOHANNADI
  Economic Expert, Ministry of Economy and Commerce
- Mr. OMRAN MOHAMMED DARWISH
  Projects Management Specialist, Ministry of Economy and Commerce

- Mr. RASHED ABDULRAHMAN ALANSARI

Public Relations Specialist, Ministry of Trade, Ministry of Economy and Trade

- Mr. MUBAREK SALEH ALKHOLAIFI
  Public Relations, Ministry of Economy and Trade, Ministry of Economy and Trade
- Mr. JASSEM AHMAD SABRI
  Cameraman
- Mr. ABDULHAMEED HACI AHMAD
  Companion

KINGDOM OF SAUDI ARABIA

- H.E. ABDULLAH ALOBAID
  Deputy Minister for Foreign Affairs, Ministry of Commerce and Industry
- Mr. ABDULLAH ABDULWAHAB AL NAFISAH
  Director General of Foreign Trade, Ministry of Commerce and Industry
- Mr. ABDULLAH ALI H ALMARWANI
  Assistant Deputy Minister for Planning Affairs, Ministry of Economy and Planning
- Mr. HUSSIN EED AL RASHEED
  Economist, Ministry of Commerce and Industry
- Mr. ANWAR BIN HASUSAH
  Commercial Attaché, Embassy of Saudi Arabia

REPUBLIC OF SENEGAL

- H.E. ALIOUNE SARR
  Minister of Trade
- H.E. Amb. MOUSTAPHA MBACKE
  Ambassador, Embassy of Senegal of the Republic of Senegal in Ankara
- H.E. Amb. PAPE OUSMANE SEYE
  Ambassador, Embassy of Senegal in Saudi Arabia
- Ms. AMINATA KANE
  Head of Office, Ministry of Trade
- Mr. MOUSTAPHA DIOP
  First Counsellor , Embassy of Senegal in Ankara

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

- H.E. MOHAMED ALIE BAH
  Minister of State, Office of the Vice President
- Mr. JENGO STEVENS
  Advisor to the Vice President, Office of the Vice President
- Mr. PETER NUYABA SAM KPAKRA
  Deputy Financial Secretary, Ministry of Finance and Economic Development

REPUBLIC OF SOMALIA

- H.E. Dr. ABDUSALAM H. OMER
  Minister, Ministry of Foreign Affairs & Investment Promotion
- H.E. ABDIRRAHMAN Y. AINTE
  Minister, Ministry of Planning & Int. Cooperation
- H.E. Amb. ABDULLAHI MOHAMED ALI
  Ambassador, Embassy of Somali in Ankara
- H.E. Amb. ABDIRIZAK SIYAD ABDI
  Permanent Representative of Somalia
- Mr. SALAH MOELLIM ABUBAKAR

REPUBLIC OF SUDAN

- H.E. SALAH MOHAMED ELHASSAN
  Minister, Ministry of Trade
- H.E. MAGDI HASSAN YASIN
  State Minister of Finance, Ministry of Finance
- Ms. NAFISA MOHAMED AHMED ELHAG
  General Director of International Relations, Ministry of Trade
- Mr. MIRGAMI A. GLOOD
  Director of Economy
- H.E. Amb. OSMAN ELDIRDIERI ELMUBARAK ALI
  Consul General, Sudan General Consulate in İstanbul
- Mr. EL AMIN ADAM
  Economic Counsellor
- H.E. ASIM MOHAMED ALI

Consul General, Sudan General Consulate in İstanbul

- Ms. MANAL SIDDIG ABDELWHAB IDRESS
  Desk Officer of COMCEC, Ministry of Trade

REPUBLIC OF TAJIKISTAN

- H.E. Amb. FARRUH SHARIPOV
  Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Tajikistan, Embassy of The Republic of Tajikistan in Ankara
- Mr. MALIKA JUMAEVA
  Attaché, Embassy of The Republic of Tajikistan in Ankara
- Mr. MUHAMMADVALISHO MAKHSHULOV
  Third Secretary, Embassy of The Republic of Tajikistan in Ankara
- Mr. SAFARALI KOMILI
  Assistant to Ambassador, Embassy of Tajikistan in İstanbul

REPUBLIC OF TOGO

- Mr. TCHONTCHOKO NAPO KOURA
  Officer, Gnassingbé Eyadéma International Airport

REPUBLIC OF TUNISIA

- H.E. Amb. MOHAMED SALAH TEKAYA
  Ambassador, Embassy of Tunisia in Ankara
- Ms. SAIDA HACHICHA
  Director General, Ministry of Commerce
- Mr. NEYLA CHALA CHEBAANE
  Consul General of Tunisia in İstanbul
- Mr. ANIS HAJRI
  Counsellor, Embassy of Tunisia in Ankara
- Mr. FAOUZI HIDRI
  Consul of Economic and Cultural Affairs, Consulate General of Tunisia in İstanbul

REPUBLIC OF TURKEY

- H.E. CEVDET YILMAZ
  Minister, Ministry of Development
- H.E. MUSTAFA ELİTAŞ
  Minister of Economy, Ministry of Economy
- Mr. İBRAHİM ŞENEL
  Undersecretary, Ministry of Economy
- Mr. CÜNEYD DÜZYOL
  Undersecretary, Ministry of Development
- H.E. Amb. EMRE YUNT
  Ambassador/Director General, Ministry of Foreign Affairs
- H.E. Amb. SALİH MUTLU ŞEN
  Ambassador, OIC Permanent Representative, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. MEHMET IŞKIN
  General Manager, Ministry of Economy
- Mr. VAHDETTİN ERTAŞ
  Chairman, Capital Markets Board of Turkey
- Mr. M. RİFAT HİSARCIKLIOĞLU
  President, TOBB
- Mr. HALDUN DEMİREL
  Director General, Ministry of Food, Agriculture and Livestock
- Mr. FIRAT DURSUN
  Manager, Eximbank
- Ms. BANU ERKÖK
  Manager, Eximbank
- Mr. MEHMET AYDIN
  Manager, Presidency of The Republic of Turkey
- Mr. BAHATTİN SEKKİN
  Deputy Director General, Development Bank of Turkey
- Mr. CEMAL TUNALI
  Deputy General Manager, Ministry of Transport, Maritime Affairs and Communications
- Mr. SEDAT GÖNÜLLÜOĞLU

Head of Department, Ministry of Culture and Tourism

- Mr. MEHMET YEŞİLYAPRAK
  Head of Department, Eximbank
- Mr. İLHAMİ AKTÜRK
  Head of Department, TSE
- Mr. MUSTAFA BAYBURTLU
  Head of Department, TOBB
- Mr. SIDDIK KAYA
  Head of Department, Custom and Trade Ministry
- Ms. T. AYLİN BEBEKOĞLU
  Head of Department, Ministry of Economy
- Mr. TOLGA BERMEK
  Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. MÜCAHİT SARITAŞ
  Consultant, TOBB
- Mr. MURAT ORAY
  Consultant, TOBB
- Mr. MAHMUT ERDOĞAN
  Consultant, Ministry of Transport, Maritime Affairs and Communications
- Mr. ERSİN KAYA
  Senior Specialist, Ministry of Family and Social Policy
- Mr. BAHRİ CAN ÇALICIOĞLU
  Special Advisor, TOBB
- Mr. AHMET BUÇUKOĞLU
  Chairman of the Executive Board, Director General, Development Bank of Turkey
- Mr. KÜRŞAT YILMAZ
  Director of International Relations, TSE
- Mr. SELAMİ ERBAŞ
  Chief Expert, Capital Markets Board of Turkey
- Ms. LALE GÜRSU
  Expert, Central Bank of the Republic of Turkey

- Ms. ELİF AÇIKPORTALI
  Expert, Borsa İstanbul
- Ms. SELCEN ALTINSOY
  Planning Expert
- Mr. GÖRKEM KARABEYOĞLU
  Expert, TOBB
- Ms. AYŞEGÜL DEMİR
  Expert, Ministry of Economy
- Ms. DİLARA ELÇİ SOYLU
  Expert, TOBB
- Ms. EDA AKÇA
  Expert, Development Bank of Turkey
- Mr. E. KÜRŞAT ÖZOĞLU
  Expert, Eximbank
- Mr. SERDAR ÇATAKÇI
  Expert, Development Bank of Turkey
- Mr. ŞENOL SANCAK
  Expert, Custom and Trade Ministry
- Mr. MURAT ÇALIŞKAN
  Assistant Expert, Ministry of Economy
- Mr. AHMET KARAKAŞ
  Assistant Expert, TOBB
- Mr. AHMET SAYGIN BABAN
  Assistant Expert, TOBB
- Mr. NURULLAH ASIM AKBULUT
  Assistant Expert, Ministry of Economy
- Mr. KUBİLAY ŞİMŞEK
  Assistant Expert, TOBB
- Mr. BATUHAN DEMİR
  Assistant Expert, TOBB

- Mr. BATIN ŞİMŞEK
  Expert Assistance, Ministry of Transport, Maritime Affairs and Communications
- Mr. MAHMUT ZEKİ AYDOĞMUŞ
  Assistant Expert, Eximbank
- Ms. ŞEHLA ALİ HASAN
  Assistant Expert, TOBB
- Mr. YUNUS KAYA
  Assistant Specialist, Undersecretariat of Treasury
- Mr. GÖKÇER DOĞAN
  Executive Assistant, TOBB
- Mr. GÖKAY ÖZÜTÜRK
  Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. AHMET TELLİ
  Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. REMZİ ARSLAN
  Protocol, Ministry of Economy
- Mr. ÖZGÜR AYTÜRK
  Coordinator, Ministry of Culture and Tourism
- Ms. NURSEDA KARAGÖZ GÖKÇE
  Engineer, Ministry of Transport, Maritime Affairs and Communications
- Mr. ENDER ÇEPEL
  Officer at Press Consultancy, TOBB
- Mr. İZZET ÜNALDI
  Officer at Press Consultancy, TOBB
- Mr. MEHMET TÜFEKÇİ
  Officer at Press Consultancy, TOBB
- Mr. MUSA ATA
  Officer at Press Consultancy, TOBB

TURKMENISTAN

- H.E. YOLDAŞ ŞERIPOV
  Minister, Ministry of Economy and Development

- Mr. MAKSAT KUTLUMURADOV
  Vice President, Ministry of Economy and Development

- Mr. AHMET UVDIYEV
  Vice President, Ministry of Finance

STATE OF THE UNITED ARAB EMIRATES

- Mr. KHALIFA ABDULRAHMAN MOHAMED AL MARZOOQI
  Consul General, Embassy of the United Arab Emirates İstanbul

- Mr. ABDULLA HUWAIDEN THAIBAN ALI AL KETBI
  First Secretary, Embassy of the United Arab Emirates Istanbul

- Mr. MEHMET SİNAN PİRİMOĞLU
  Economic Advisor, Embassy of the United Arab Emirates Istanbul

- Ms. HANSA CIHANER
  Media Officer, Embassy of the United Arab Emirates Istanbul

- Mr. FAHRETTİN GÖKAY
  Public Relations and Liaison Officer, Embassy of the United Arab Emirates Istanbul

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

- Mr. UCHKUN HUSNITDINOVICH KHUSANOV
  First Secretary, Embassy of Uzbekistan in Ankara

2. OBSERVER COUNTRIES

BOSNIA AND HERZEGOVINA

- H.E. MIRKO SAROVIC
  Minister, Ministry of Foreign Trade and Economic Relations

- H.E. BEGAN MUHIC
  General Consul, Consulate General in İstanbul

- Mr. RANKA BOGDANOVIC
  Technical Assistant and Interpreter to the Minister, Ministry of Foreign Trade and Economic Relations

- Mr. VLADIMIR VELJOVIC
  Security Officer to the Minister, Ministry of Foreign Trade and Economic Relations

- Mr. TARIK ŞAHİN

KINGDOM OF THAILAND

- Ms. MIHRIBANAKYOL AKIN
  Trade Advisor, Ministry of Commerce
- Ms. YASMIN SATTAR
  Trade Officer, Ministry of Commerce
- Mr. GEORGII GAEVETS
  The Representative of Russian Trade Representation

THE RUSSIAN FEDERATION

- H.E. Amb. KONSTANTIN SHUVALOV
  Ambassador At Large, Ministry of Foreign Affairs
- Mr. GEORGII GAEVETS
  The Representative of Russian Trade Representation

TURKISH REPUBLIC OF NORTHERN CYPRUS

- H.E. SUNAT ATUN
  Minister, Ministry of Economy, Industry and Trade
- Mr. EMİN BİLGEN
  Undersecretary, Ministry of Economy, Industry and Trade
- Ms. ZEHRA BAŞARAN
  Director, TRNC Ministry of Foreign Affairs
- Mr. FAHRİ YÖNLÜER
  Consul General, Embassy of TRNC in İstanbul
- Mr. EREK ÇAĞATAY
  Consul, TRNC Consulate General
- Ms. ASU MUHTAROĞLU
  Consul, TRNC Consulate General
- Mr. MUSTAFA YEŞİL
  Coordinator of Public Institutions, Ministry of Economy and Industry

3. INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

A. THE OIC GENERAL SECRETARIAT

- H.E. IYAD AMEEN MADANI
  OIC Secretary General
- H.E. Amb. HAMEED A. OPELOYERU
  Assistant Secretary General for Economic Affairs
- H.E. Amb. MOUHAMADOU DOUDOU LO
  Director General, Department of Economic Affairs
- Mr. GHOLAMHOSSEIN DARZI
  Director, Department of Economic Affairs
- Mr. ISMAEL NAKHUDA
  Professional Officer, Information Department
- Mr. ADOUM MAHAMAT
  Professional Officer, Cabinet of the Secretary General of the OIC
- Mr. MOHAMMED AMIR HOSSAIN
  Professional Officer, Cabinet of the Secretary General of the OIC

B. THE OIC SUBSIDIARY ORGANS

ISLAMIC CENTER FOR THE DEVELOPMENT OF TRADE (ICDT)

- Dr. EL HASSANE HZAINE
  Director General
- Mr. MAMOUDOU BOCAR SALL
  Head of the Department of Studies and the Training
- Dr. MOKHTAR WARIDA
  Assistant to the Director General
- Mr. MAHMOUD ABDULLAH MAHMOUD MUWAFI
  Delegate

RESEARCH CENTER FOR ISLAMIC HISTORY, ART AND CULTURE (IRCICA)

- Dr. HALİT EREN
  Director General

- Dr. NEZIH TALEB MARUF
  Advisor to IRCICA Director General
- Ms. ZEYNEP DURUKAL
  Head, Intercultural Relations Research
- Mr. SADIK ÜNAY
  Senior Advisor
- Mr. ORHAN ÇOLAK
- Mr. SAİD KASIMOĞLU
  Calligraphy Dept.

ISLAMIC UNIVERSITY OF TECHNOLOGY (IUT)

- Prof. Dr. M. IMTIAZ HOSSAIN
  Vice Chancellor, Islamic University of Technology

STATICAL, ECONOMIC, SOCIAL RESEARCH AND TRAINING CENTER FOR ISLAMIC COUNTRIES (SESRIC)

- H.E. Amb. MUSA KULAKLIKAYA
  Director General
- Mr. NABIL DABOUR
  Assistant Director General
- Mr. ÖMER FARUK DUMAN
  Director of Administration and Finance Department
- Dr. KENAN BAĞCI
  Senior Researcher
- Mr. ERKAN ÖZYÜREK
  Assistant
- Ms. FATMA NUR ZENGİN
  Events and Communications Specialist
- Mr. ORXAN NADIROV
  Assistant
- Ms. NESLİHAN DOĞAN

C. SPECIALIZED ORGANS OF THE OIC

IDB GROUP

ISLAMIC DEVELOPMENT BANK (IDB)

- H.E. AHMAD MOHAMED ALI AL MADANI
  President
- Mr. SYED HABIB AHMED
  General Manager, Islamic Development Bank
- Mr. MOHAMED ABIDA
  Technical Assistant to President
- Mr. MUHAMMAD JAMEEL YUSHA'U
  Senior Communication Specialist
- Dr. SAVAŞ ALPAY
  Chief Economist
- Dr. ABDULHAKIM ELWAER
- Mr. SALEH JELASSI
- Dr. AZHARI GASIM AHMED
  Lead Economist
- Mr. ABDUL BASIT JAM
  Cooperation Specialist

ASSOCIATION OF NATIONAL DEVELOPMENT FINANCE INSTITUTIONS IN MEMBER COUNTRIES OF THE ISLAMIC DEVELOPMENT BANK (ADFIMI)

- Mr. MUSA SHIHADEH
  Vice President and CEO
- Mr. MEHMET EMİN ÖZCAN
  Vice Chairman of Board of Directors
- Mr. ABDELHAMEED MOHAMED JAMEEL
  General Manager
- Mr. NURİ BİRTEK
  Secretary General

- Mr. RECAİ BİBEROĞLU
  Head of Financial Institutions Dept.

THE ISLAMIC CORPORATION FOR THE INSURANCE OF INVESTMENT AND EXPORT CREDIT (ICIEC)

- Mr. OUSSAMA ABDULRAHMAN KAISSI
  CEO
- Mr. HUSSEIN KHALIF JAMA
  Advisor to CEO
- Ms. GAMZE FATMA SARIOĞLU
  Representative in Turkey

INTERNATIONAL ISLAMIC TRADE FINANCE CORPORATION (ITFC)

- Mr. AYHAN KARACA
  Manager
- Mr. JAMAL AL SAYED OMAR
  CEO Office Manager
- Mr. AHMET SUAYB GUNDOGDU

D. AFFILIATED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC CHAMBER OF COMMERCE, INDUSTRY AND AGRICULTURE (ICCIA)

- Ms. ATTIYA NAWAZISH ALI KHAN
  Assistant Secretary General of ICCIA, Islamic Chamber

FEDERATION OF CONSULTANTS FROM ISLAMIC COUNTRIES (FCIC)

- Mr. LEVENT NURI GELGIN
  President
- Mr. HALİL AGAH
  Executive Director

FEDERATION OF CONTRACTORS FROM ISLAMIC COUNTRIES (FOCIC)

- Mr. ABDERRAHIM ALAMI LAHJOUJI
  President

ORGANIZATION OF THE ISLAMIC SHIPOWNERS ASSOCIATION (OISA)

- Mr. MOHAMMAD ZAFAR BHATTI
  Director Finance

STANDARDS AND METROLOGY INSTITUTE FOR ISLAMIC COUNTRIES (SMIIC)

- Mr. İHSAN ÖVÜT
  Secretary General, SMIIC
- Ms. SEVDE ÖZBEY
  General Secretariat Staff, SMIIC

E. STANDING COMMITTEES

STANDING COMMITTEE FOR INFORMATION AND CULTURAL AFFAIRS (COMIAC)

- H.E. Amb. CHEIKHOU OUMAR SECK
  Ambassador, Director of COMIAC
- Mr. MOUSTAPHA SOKHNA DIOP
  Counselor of Foreign Affairs, Senegal Embassy in Ankara

STANDING COMMITTEE FOR SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION (COMSTECH)

- Mr. SHAUKAT HAMEED KHAN
  Coordinator General, President

F. OTHER INTERNATIONAL INSTITUTIONS

DEVELOPING EIGHT (D-8)

- Dr. SEYED ALI MOHAMMAD MOUSAVI
  D-8 Secretary General
- Mr. KAZI ZIAUL HASAN
  Director, Economy, Implementation and External Relations

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION TRADE AND DEVELOPMENT BANK (ECOBANK)

- Mr. BURHANETTİN AKTAŞ
  Vice President
- Mr. MASOUD REKABDAR
  Vice President
- Mr. FAZLI SAK
  Deputy Director, Policy and Strategy Department
- Mr. ÖMER FARUK BAYKAL
  Chief Economist

GULF COOPERATION COUNCIL (GCC)

- Mr. NASSER A.ARAHMAN YY AL JABER
  Counsellor
- Mr. MOAATH ABDULLAH ALMOKHEM
  Diplomatic Attaché, GCC Secretariat
- Mr. ABDULLATIF HAMAD ALAAMER
  Diplomatic Attaché, GCC Secretariat
- Mr. MOHAMMED KHAMIS BIN MUNIKHER
  Specialist

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

- Mr. CARLOS CONDE
  Head of Middle East and African Division
- Mr. ROLF SCHWARZ
  Specialist

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)

- Mr. NURİ DUMAN
  Programme Specialist
- Mr. GÖKHAN DİKMENER
  Technical Specialist

- Ms. SİBEL SAYLAN
- Mr. ERAAS HAIDER
- Ms. ANNA KUOKKANEN

G. KEYNOTE SPEAKER

- Mr. NIKHIL SETH
  Executive Director

H. MODERATORS

- H.E. Amb. JUHANI PERTTI MAJANEN
  Co-Chair of the UN Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing
- Mr. BEN SLAY
  Senior Advisor, UNDP İstanbul Regional Hu

I. SPEAKERS

- H.E. MUHAMMAD ABDUL MANNAN
  State Minister of Finance and Planning and Development, Ministry of Finance and Planning and Development
- H.E. MANSUR MUHTAR
  Former Minister of Finance Nigeria
- Ms. ANDEISHA FARID
  Founder and Chairperson, Afghan Child Education and Care Organization (AFCECO)
- Dr. ZAMIR IQBAL
  Head of World Bank Global Islamic Finance Development Center, İstanbul
- Mr. JOSEPH TEDOU
  Director General, National Statistical Institute of Cameron
- Ms. AMAL HAMIDALLAH
  Director, Gulf Foundation
- Ms. DATO HAFSAH HASHIM
  CEO, SME Corporation Malaysia

- BOUBA HOUSSEINI
  Research Officer

- MOHAMED ASHMAWEY
  CEO, Islamic Relief Worldwide (IRW)

- Ms. KEIKO OSAKI TOMITA
  Assistant Director, UN Statistics Division

J. PCM PANELISTS

- Mr. ABDOULIE HYDARA
  Responsible Authority/Director General

- Ms. ELLA ROSILAWATI
  Project Coordinator

- Mr. RUDY RAVENDRA
  Responsible Authority

- Ms. CORDOU JABANG
  Deputy Permanent Secretary, Ministry of Tourism and Culture

- Mr. ARSALAN SAFARI
  Project Expert

- Mr. ALPER AKBAŞ
  Project Expert

- Ms. ZEHRA ZÜMRÜT SELÇUK
  Contact Person

- Ms. SUSIJANIE KARTODIKROMO
  Contact Person

- Dr. MELİK AYTAÇ
  Contact Person

- Mr. AHMAD MALAM
  Contact Person

K. COMCEC COORDINATION OFFICE

- Mr. M. METİN EKER
  Director General, Head of COMCEC Coordination Office

- Mr. SELÇUK KOÇ
  Head of Department

- Mr. MUSTAFA TEKİN
  Head of Department
- Mr. FATİH KAYA
  Head of Department
- Mr. ALPER BAKDUR
  Head of Department
- Mr. FATİH ÜNLÜ
  Senior Expert
- Mr. SEYFİ UYANIK
  Press Relations
- Mr. ALİ İŞLER
  Expert
- Mr. EKREM KARADEMİR
  Expert
- Mr. E. EMRAH HATUNOĞLU
  Expert
- Mr. GÖKTEN DAMAR
  Expert
- Mr. İBRAHİM EMRE İLYAS
  Expert
- Ms. ASLI TAŞMAZ DADAKOĞLU
  Expert
- Ms. SIRMA DEMİR ŞEKER
  Expert
- Ms. VİLDAN BARAN
  Expert
- Dr. İZZET ARI
  Expert
- Mr. AHMET OKUR
  Expert

- Mr. ALİ ORUÇ
  Expert
- Mr. EREN SÜMER
  Expert
- Mr. AYKUT YILMAZ
  Expert
- Mr. HASAN YENİGÜL
  Expert
- Mr. ENİS YILDIRIM
  Expert
- Mr. MEHMET AKİF ALANBAY
  Expert
- Mr. MEHMET FİDAN
  Expert
- Mr. MUSTAFA ADİL SAYAR
  Expert
- Mr. NİHAT AKBALIK
  Expert
- Mr. OKAN POLAT
  Expert
- Mr. KAĞAN AKDOĞAN
  Expert
- Mr. AHMET ORHAN ÖZTAŞKIN
  Press and Protocol Relations
- Ms. BİLGE GÜLLÜ
  Executive Secretary
- Mr. ERCAN İBİK
  Logistic and Transport
- Ms. HANDE ÖZDEMİR
  Registration Office and Accommodation

- Ms. H. GÜL SAYIN
  Documentation Center
- Mr. KEMAL ARSLAN
  Meeting Rooms
- Ms. ÖZGÜL YÜKSEL
  Coordinator
- Mr. NAZIM GÜMÜŞ
  Protocol Relations
- Ms. LEYLA AŞK
  Bilateral Talks
- Ms. HAVVA KÖSEOĞLU
  Registration Office and Accommodation
- Ms. EBRU ÇETİNKURŞUN KANYILMAZ
  Visual Designer & Protocol Affairs
- Mr. OZAN LİF
  Documentation Center
- Mr. ALİ VURAL
  Web Designer

ANNEXE

2

Original : Turc

DISCOURS D'INAUGURATION DE
S.E. RECEP TAYYIP ERDOĞAN, PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE ET PRESIDENT DU COMCEC

(Istanbul, 25 novembre 2015)

Distingués Ministres,
Distingué Secrétaire-Général,
Excellences,
Estimés délégués,
Mesdames et Messieurs

J'aimerais vous accueillir tous cordialement alors que nous inaugurons la 31ème Session Ministérielle du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC).

QUE LA PAIX, LA MISÉRICORDE ET LA BÉNÉDICTION D'ALLAH SOIENT AVEC VOUS.

J'aimerais accueillir tous les invités à Istanbul, en Turquie, en ma qualité de président du COMCEC.

Je supplie Allah d'amener nos efforts et consultations à des conclusions fructueuses et des avancées futures rapides,

Outre les affaires économiques, sociales et commerciales inscrites à notre ordre du jour, il est certain que nous exprimerons nos points de vue sur les actuelles situations dans le monde islamique et toute la région.

Je souhaite que l'échange de points de vue, délibérations et décisions qui seront traités par les estimés représentants mèneront à des conclusions fructueuses pour l'humanité toute entière et la Oumma islamique.

Distingués frères et sœurs,

L'économie mondiale n'est pas complètement remise de la crise qui a éclaté il y a presque sept ans.

La croissance de l'économie mondiale est extrêmement lente comparée aux chiffres ayant précédé la crise.

De la même manière, le commerce mondial, qui avant la crise augmentait régulièrement, n'a fait aucun progrès ces dernières années.

Malgré les incertitudes et les développements négatifs de l'économie mondiale, la part des pays islamiques dans le commerce mondial, remercions Allah, a augmenté de presque 40 pourcent dans la dernière décennie.

Sur la même période, notre part dans le PIB mondial a augmenté de presque 50 pourcent. Nous ne pouvons nier le fait que le pétrole et autres matières premières ont joué un rôle majeur dans cette croissance.

De plus, les pays membres ont, ces dernières années, amélioré de façon significative la production et le commerce.

Plusieurs pays membres jouent désormais un rôle majeur dans l'export de produits industriels. Nous sommes certainement ravis de tels développements.

Indicateur le plus probant des réseaux de commerce entre les pays membres, le commerce intra-OCI a connu un essor au cours de la dernière décennie pour se rapprocher du taux de 20 pourcent visé.

Je pense que les mesures à prendre dans la bonne direction au cours des années à venir amélioreront ces chiffres et augmenteront davantage la part des produits industriels des pays membres dotés d'une importante plus value à l'export.

Cependant, nous devons réaliser et être conscient des véritables et douloureuses situations qui sont parfois oubliées et cachées derrière de tels développements.

Aujourd'hui, près de 21 pourcent de la population de l'OCI, qui est de 350 millions de personnes, vivent dans une extrême pauvreté.

Près de 50 pourcent de la population des pays de l'Afrique sub-saharienne, vit également dans une grande pauvreté.

J'ai le regret de dire qu'une large majorité des images déchirantes de faim, famine et misère que nous voyons à la télé viennent des pays membres de l'OCI.

Dans les pays membres, 54 pour 1000 enfants décèdent avant l'âge de 5 ans.

Il y a d'énormes écarts entre les pays membres en termes de revenus et de niveau de développement.

D'une part, il y a des millions de personnes qui sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels alors que des milliards de dollars sont dépensés sur le luxe et l'ostentation.

Conformément au principe divin qui dit que « TOUS LES MUSULMANS SONT DES FRERES ET DES SOEURS », nous avons besoin de mieux comprendre la vérité et d'orienter notre vie en conséquence.

NOUS SOMMES DES FRERES ET DES SŒURS PUISQUE NOUS SOMMES DES MUSULMANS.

Les valeurs, qui unissent les frères et les sœurs, ne sont pas seulement basées sur la compassion, la sympathie et l'affection. Elles représentent aussi un «DROIT» à exercer.

Nous devons nous assurer que la fraternité n'est plus une question de rhétorique et de littérature et nous devons en faire une question d'éthique et de loi.

Si le monde islamique se transforme d'une terre de science, de sagesse et de civilisation à une terre pour les opprimés et les exploités, le facteur le plus important, ici, est la violation et l'ignorance des éthiques fraternelles et de la loi.

Dans un monde où même les besoins les plus fondamentaux des enfants font défaut à cause de la faim, de la soif et de la pauvreté, il est clair que personne ne sera jamais capable de trouver la paix et de se sentir en sécurité.

Allah souligne ce risque dans le Coran et identifie les circonstances où la loi fraternelle est violée : « Vous étiez au bord d'un abîme de feu ».

Cette situation terrible fait que tous les pays membres assument de lourdes responsabilités.

Nous ne devons jamais oublier de remarquer ceci:

La croissance et le développement sans « miséricorde, ni justice » ne peuvent que nous conduire à un cycle de problèmes, pas à la prospérité.

La seule façon de sauvegarder le présent et l'avenir est de renforcer la solidarité, la collaboration, le partage et la sympathie avec nos frères et sœurs, où qu'ils soient dans le monde.

Sans attendre que les autres pays et institutions se soucient de nos propres problèmes, nous devons les aborder nous-mêmes et y faire face avec courage.

En ce moment, je crois que la coopération multilatérale du COMCEC, dans ce cadre, est extrêmement précieuse et fournit aux musulmans des opportunités significatives.

Le COMCEC nous permet d'aborder extensivement les défis commerciaux, sociaux et économiques auxquels les pays membres sont confrontés annuellement et sera capable de jouer un rôle crucial notamment lors de cette période.

Je souhaite que tous les pays membres traitent cette question dans le même sens et qu'ils déploient des efforts en conséquence.

Nos distingués frères et sœurs,

La session courante du COMCEC a lieu dans une période extrêmement critique au niveau des problèmes régionaux et mondiaux.

En tant que musulmans, nous avons subi une épreuve difficile en luttant pour notre survie.

La guerre civile déclenchée dans le pays voisin de Syrie dure depuis près de 5 ans ...

Jusqu'à présent, 380 mille syriens innocents ont été assassinés par l'état de terreur du régime alors que 12 millions de personnes ont été déplacées et forcées de quitter leur pays.

L'Irak, le Yémen, la Libye, l'Afghanistan, l'Egypte et le Liban luttent contre de graves défis.

En dépit de l'oppression et de la violence inhumaines, nos frères et sœurs palestiniens ont mené un combat honorable et digne contre les attaques israéliennes visant la mosquée Al-Aqsa et Al-HaramAL-Sharif.

Le blocus, lancé il y a 8 ans, a transformé Gaza en une prison à ciel ouvert où vivent1,5 millions de personnes.

Soumis à la violence et voyant leurs maisons brûlées en Arakan, des milliers de victimes des habitants de Rohingya luttent pour la vie dans des conditions extrêmes ou dans des pays voisins ou bravent les vagues furieuses de l'océan dans des embarcations de fortune.

Outre ces scènes déchirantes, une poignée de réseaux criminels bafouent l'Islam, la religion de la "PAIX", pour leurs propres motifs et massacrent chaque jour des innocents et notamment des musulmans.

Ces forces obscures appelées DAESH, AL-QAEDA, BOKO HARAM et AL SHABAB servent de marionnettes pour contrôler le monde islamique.

Notons bien que la première cible de ces organisations terroristes est l'ensemble des Musulmans qui ne partage pas leurs points de vue.

Ce sont les pays et les valeurs islamiques, les œuvres d'art les plus éminentes de notre civilisation, les bibliothèques, les savants, les berceaux de la science et de la sagesse qui souffrent le plus des actes de ces organisations.

Nous devons tous prendre une position ferme contre ces réseaux. Leurs homologues, des Kharijites aux Assassins, ont été abattus tout au long de l'Histoire. Nous ne devons guère permettre à quelques bandits de se déplacer librement.

Nous devons nous rappeler et comprendre qu'être Musulmans est une bénédiction qui favorise la maturité et la gloire, une bénédiction dont nous devons être fiers et reconnaissants.

Il est grand temps d'exhorter les gens à être justes, patients, compatissants et miséricordieux.

Nous avons besoin, plus que jamais, de s'attacher au bon sens ; d'appliquer la règle du « moins dit, plutôt mandé » ; de prêcher la bonté ; d'ordonner le convenable et d'interdire le blâmable.

Comme Musulmans, il nous incombe essentiellement de chasser ces cellules cancéreuses qui empoisonnent le corps de nos jeunes et nos enfants en dehors du corps vu qu'elles visent à détruire la véritable tradition islamique âgée de 1400 ans.

Comme vous le savez, l'un des points principaux sur l'ordre du jour du Sommet du G-20, tenu sous la présidence turque la semaine dernière, les 15 et 16 novembre, était la lutte contre le terrorisme.

Etant les leaders des pays, englobant des populations musulmanes, nous nous sommes réunis à l'occasion du sommet et nous avons signé une déclaration historique qui exprime notre position à l'égard de ce sujet.

Nous tenons précisément à monter qu'aucune différence n'existe entre ceux qui sont tués à Paris et ceux massacrés quotidiennement à Beyrouth, à Ankara, à Suruç, à Bagdad, au Koweït, en Syrie et en Iraq.

Etant un pays qui avait lutté contre le terrorisme au cours des trente dernières années, nous ne faisons et ne ferons aucune discrimination entre ceux qui ont trouvé la mort, il y a quelques jours, au Mali, et les autres massacrés au Nigeria.

Celui qui juge sacrée la vie de l'homme, doit adopter la même attitude et avoir une position de principe cohérente, quelle que soit l'origine ou la source du terrorisme.

Si les personnes tuées au Moyen Orient et en Afrique sont conçues comme des chiffres de statistique, comme c'est le cas d'ailleurs des centaines de milliers de victimes en Syrie, cela ne profitera qu'aux organisations terroristes.

Si la sensibilité globale est uniquement éprouvée à l'égard des oiseaux, des poissons et des plantes et non pas aux innocents enfants qui se noient chaque jour dans la Méditerrané et la Mer Egée, cette indifférence engendrera davantage de catastrophes.

Fermer les portes devant les millions de Syriens et d'Iraquiens, qui luttent uniquement pour survivre et s'accrocher à la vie, aggravera de plus en plus ce problème.

Le seul moyen susceptible d'assurer la sécurité et la paix est d'encadrer et protéger les réfugiés au lieu de les chasser, de laisser sombrer leurs bateaux ou de faire la sourde oreille à leur secours.

Chacun doit être conscient du fait que se cacher derrière des barbelés ou des hauts murs n'épargne personne d'aucun problème.

Dans le même esprit, nous devons admettre que les réactions islamophobes, xénophobes et racistes approfondiront davantage ce problème.

Associer le terrorisme à une quelconque croyance, nation ou région ne peut, en aucun cas, être accepté ou justifié.

On aurait tort de blâmer les adeptes d'une quelconque religion et de les obliger à se défendre comme s'ils étaient coupables, et ce en précisant la signification exacte du terroriste.

J'aimerais, une fois de plus, souligner une réalité.

Malheureusement, ceux qui sont marginalisés en raison d'une croyance religieuse, apparence, langue maternelle ou couleur, surtout les jeunes, deviennent plus vulnérables face à la propagande des organisations terroristes.

Nous devons éviter les mesures susceptibles d'aggraver davantage cette tendance.

Les politiques sectaires et d'exclusion ainsi que les stratégies erronées mises en œuvre en Syrie ont préparé le terrain pour la naissance d'une organisation telle que DAECH,

au vu et au su de tout le monde.

L'insistance sur de fausses politiques en fermant les yeux sur la terreur étatique du régime d'Assad et en larguant des bombes contre les Syriens qui luttent pour mener une vie libre et honorable est équivalente à nourrir le monstre.

L'autre jour, nous avons tous connu à quel point des pas imprudents qui ignorent la stabilité, la paix et le futur de toute une région peuvent aboutir à des résultats regrettables.

En dépit de tous les avertissements, un avion non-identifié qui a violé l'espace aérien turc a été abattu tôt le matin par un F-16 conformément aux règles d'engagement que nous avons précédemment déclarées.

Depuis longtemps, nous avons déployé des efforts en vue d'éviter un tel accident et de donner des avertissements nécessaires en présence de tous les pays connexes.

Un tel accident n'a pas eu lieu jusqu'à la veille grâce à la retenue, la bonne foi et la patience dont a fait preuve la Turquie.

La Turquie ne prend pas parti de la tension, de la crise ou de l'hostilité. La Turquie prend toujours parti de la paix, du dialogue et de la diplomatie.

Nous continuerons également à prendre la même position dans le futur.

Cependant, personne ne devrait s'attendre à ce que nous restions silencieux et indifférents à la violation continue commise à l'encontre de la sécurité frontalière turque et à l'infraction tant aux droits de souveraineté qu'à la loi.

La Turquie n'a pas de position particulièrement négative contre la Russie.

Au contraire, la Turquie considère la Russie comme un voisin important et un partenaire commercial avec lequel nous entretenons de bonnes relations dans un large éventail de domaines.

Simplement, nous prônons notre propre sécurité et défendons les droits de nos frères et sœurs.

Contre les attaques du régime d'Assad ciblant nos frères et sœurs qui vivent en Syrie, nous continuerons à organiser des actions humanitaires de part et d'autre de la frontière.

Nous sommes déterminés à prendre les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle vague de migration vers la Turquie.

Nous continuerons à assumer notre responsabilité susceptible de faire répandre la paix et la sécurité au sein de la population syrienne.

Nous exhortons tous les pays à prendre des mesures en conformité avec cette perspective et éviter les politiques qui plongeraient notre région et le monde dans une souffrance encore plus grande.

Distingués invités,

Ces questions ainsi que d'autres qui occupent l'ordre du jour mondial rendent vital le fait que les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique assument la responsabilité.

Certains pays membres, en particulier, ont participé activement à l'établissement des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Les Objectifs de développement durable ont mis en avant des objectifs fortement exhaustifs allant de l'allègement de la pauvreté et la croissance économique inclusive à l'accès à l'énergie et au revenu équitable.

Je crois que Messieurs les ministres prendront des décisions importantes au cours de la 31e Session du COMCEC pour la mise en œuvre réussie et le suivi des objectifs de développement durable.

Je tiens à noter l'importance capitale prêtée aux points suivants, et ce afin d'atteindre ces objectifs majeurs :

Nous devons renforcer notre volonté politique d'une manière efficace.

Nous devons adopter des politiques publiques appropriées.

Nous devons renforcer nos capacités humaines et institutionnelles.

Nous devons introduire un esprit de partenariat efficace par le biais des ressources financières.

Toutes les institutions, les ONG, le secteur privé et les personnes se doivent d'adopter ces objectifs.

Cela exige des efforts intensifs en matière de coopération internationale et d'assistance technique.

J'aimerais bien saisir cette occasion pour appeler tous les pays membres à bénéficier effectivement de l'Organisation de la coopération islamique et du COMCEC.

Je le trouve tellement pertinent le choix du thème de la Session ministérielle de l'échange de vues de cette année : « L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST-2015 ET LES DEFIS AU DEVELOPPEMENT DE LA OUMMA ISLAMIQUE : AMELIORER LES PRESTATIONS DES SERVICES DE BASE ».

En outre, une série d'événements parallèles telles des discussions en panel et des séances spéciales se tiendra au cours de la Session.

Comme vous le savez, l'un des projets les plus importants du COMCEC est le Système de Préférences Commerciales de l'OCI.

Nous remercions Allah pour avoir atteint le nombre de pays membres requis pour mettre en vigueur ce système.

En satisfaisant les exigences minimales de l'accord, les pays membres ont quelques mesures à prendre.

Dans ce cadre, je voudrais exhorter tous les pays membres à finaliser les préparatifs nécessaires en étroite coordination avec le Bureau de Coordination du COMCEC, afin de mettre en place ledit système dès que possible.

Frères et sœurs distingués…

Je tiens à exprimer ma satisfaction de voir la Stratégie du COMCEC, introduite en 2013, mise en œuvre avec succès grâce aux contributions des Etats membres.

Le fait que le nouveau statut du COMCEC qui a assigné la tâche de fournir des services de secrétariat au Bureau de Coordination du COMCEC a apporté de nombreuses nouveautés importantes.

Après la mise en œuvre de la Stratégie, une grande augmentation a été réalisée au niveau du nombre et de l'efficacité des efforts déployés sous l'égide du COMCEC.

Je suis d'avis que les recommandations de politique formulées à cet égard permettront de renforcer le rapprochement des pays membres.

Par ailleurs, je me félicite de la mise en œuvre des 22 projets au cours des 2 premières années, faisant partie du Mécanisme du Financement du Projet du COMCEC.

La coopération dans le domaine des normes est d'une prime importance en vue d'augmenter et faciliter le commerce parmi les Etats Membres.

Dans ce contexte, j'ai le grand plaisir de témoigner de l'intérêt croissant pour les normes développées dans le cadre de l'organisme de l'Institut de Normalisation et de Métrologie pour les Pays Islamiques.

Je pense que les efforts déployés par le Comité d'Accréditation constitueront une contribution considérable à la diffusion des normes pour la nourriture halal en particulier.

A cette occasion, j'aimerais exhorter tous les pays membres à soutenir de plus en plus les activités organisées pour ces normes.

De nombreuses initiatives ont connu la contribution tant des représentants des secteurs que des institutions des pays membres sous l'égide du COMCEC.

Remercions Allah, nous avons atteint le nombre requis des pays membres nous permettant de mettre en œuvre l'Accord sur le Système Préférentiel de Commerce de l'OCI.

Le Forum des bourses de valeurs et le Forum des Régulateurs de Marchés des Capitaux du COMCEC ont entrepris leurs activités avec un grand succès.

Comme vous le savez, j'ai souligné dans mon discours l'année dernière que la création des Bourses de valeurs et des Bourses de l'Or du COMCEC en plus du Forum des bourses de valeurs avaient également une importance majeure.

Dans ce cadre, je salue le début des efforts effectués en vue d'analyser l'infrastructure des bourses de l'immobilier et de l'or.

J'espère ces efforts arriveront à maturité rapidement et commenceront à être utiles de telle manière que tous les pays membres puissent en bénéficier.

Distingués frères et sœurs,

Récemment, la Turquie a tenu la présidence de la plus importante plateforme de coopération économique, le G-20, ce qui a été apprécié par tous les pays membres.

Nous avons achevé ce processus avec le Sommet des Dirigeants, tenu les 15 et 16 novembre.

Inch'Allah, nous accueillerons des sommets et des réunions importants en Turquie l'année prochaine.

Parmi de tels événements, nous attachons une importance particulière à la 13ème Session du Sommet Islamique.

Je tiens à souligner que j'attends de tous les pays membres un niveau élevé de participation à ce Sommet.

De la même manière, les 23 et 24 mai 2016, une autre réunion importante se tiendra pour la première fois à Istanbul, à savoir le Sommet Humanitaire Mondial.

Nous espérons et nous souhaitons que ces deux événements importants soient conduits avec succès et qu'ils conduisent à des solutions pour les problèmes que nous rencontrons actuellement.

Je voudrais demander à nos autres pays frères estimés d'agir de façon plus responsable à cet égard.

Alors que je conclus mes remarques avec ces pensées, je tiens à exprimer une fois de plus notre plaisir à vous accueillir en Turquie et dans notre belle ville d'Istanbul.

Je souhaite que les efforts du COMCEC aboutissent à des conclusions fructueuses pour les pays membres, le monde Islamique et l'humanité tout entière, et vous salue tous avec compassion et respect. Puisse Allah le Tout-Puissant vous bénir de sa Providence.

ANNEXE

3

Original: Arabe

DISCOURS DE S.E. IYAD AMEEN MADANI

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI) À LA 31ÈME SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI (COMCEC)

ISTANBUL, RÉPUBLİQUE DE TURQUİE

23-26 NOVEMBRE 2015

Excellence, Monsıeur Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC,

Excellences, Messıeurs les Ministres et Chefs de Délégation,

Honorables Délégués

Mesdames et Messieurs,

Assalamou aleıkom warahmatoullahi wabarakatouhou.

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de m'adresser à cette 31ème Session du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'OCI. Permettez-moi, tout d'abord et avant tout, de féliciter le Président Erdoğan en même temps que le Gouvernement et le peuple turcs pour la parfaite organisation des élections législatives nationales qui viennent de se dérouler dans un climat de sérénité et de transparence, et ont été largement saluées comme un triomphe pour la démocratie dans cet important Etat membre de notre Organisation. Je tiens également à exprimer ma gratitude et celle de toute l'OCI pour les mesures qui sont prises à chaque fois par le Gouvernement de la Turquie pour garantır le bon déroulement de l'Assemblée générale annuelle du COMCEC.

Monsieur le Président,

Messieurs les Délégués,

Dans mon allocution devant cette même auguste assemblée, l'an dernier, j'avaıs souligné la préoccupation de l'OCI qui aspire à consolider ses diverses structures exécutives, afin de réduire le hiatus persistant entre la prise de décision politique et la

mise en œuvre proprement dite à un moment où nous cherchons précisément à optimiser la coopération intra-OCI dans les divers domaines, et surtout dans le domaine socio-économique. J'avais également parlé de notre stratégie globale d'identification des domaines de l'action à mener, des calendriers à établir à cette fin et des critères à appliquer à l'évaluation des différents programmes et projets retenus à travers une perspective politique. Une autre stratégie est celle qui consiste à renforcer la coordination entre les divers organes et institutions de l'OCI dans un but de synergie et d'efficacité opérationnelle accrue.

Je suis heureux d'annoncer que l'attention de nos diverses institutions compétentes s'est focalisée en grande partie sur la réponse aux attentes et aux besoins de nos Etats membres dans le contexte de leurs compétences sectorielles respectives. Cette démarche a été rendue possible par la présence assidue et la participation active des membres des conseils d'administration respectifs de nos différentes institutions ainsi que par la coordination poussée entre les départements du Secrétariat général et les diverses institutions relevant de l'OCI. À cet égard, mon discours d'aujourd'hui fera la part belle aux multiples actions et activités entreprises jusqu'à présent par les différentes institutions de l'OCI sur la base des résolutions et décisions pertinentes, en particulier celles relevant de l'agenda et du mandat spécifique du COMCEC.

Nonobstant le fait que notre instrument intracommunautaire pour le commerce multilatéral, dont la raison d'être est la suppression des barrières commerciales qualitatives et quantitatives, n'est pas encore entré en vigueur, les chiffres récents fournis pour l'année 2014 par notre institution compétente, qui est le Centre Islamique pour le Développement du Commerce, indiquent que le volume des échanges commerciaux intra-OIC est passé de 18,64% en 2013 à 19,33% en 2014. Ironiquement, cette amélioration de la performance commerciale va à contre-courant de la tendance mondiale des échanges commerciaux, compte tenu de la chute spectaculaire et continue des prix du pétrole, une denrée qui constitue la majeure partie des biens et produits échangeables pour de nombreux Etats membres de l'OCI. Elle est également venue à un moment où le volume global du commerce mondial des Etats membres de l'OCI est passé d'US $ 4,18 trillions en 2013 à US $ 4,16 trillions en 2014. Quoiqu'il en soit, on ne peut que se réjouir du fait que le secteur manufacturier s'en soit honorablement sorti, reflétant un ajustement positif de la structure économique de l'OCI et une nette diminution de la dépendance traditionnelle par rapport aux produits primaires ayant moins de valeur ajoutée et trop faiblement performants en termes d'industrialisation. À cet égard, les exportations de produits manufacturés et de machines ont constitué 45% des exportations totales des Etats membres de l'OCI en 2013 contre 32% pour leurs exportations de produits primaires, y compris le pétrole brut.

Dans le même ordre d'idées, les interventions des institutions compétentes de l'OCI ont comparativement augmenté en ampleur et en variété depuis notre dernière

rencontre ici même, l'an dernier. Les diverses mesures prises visaient à stimuler la productivité et à booster la croissance grâce à un accès facilité aux fonds et aux crédits pour les micro, petites et moyennes entreprises, de manière à promouvoir la création d'emplois en faveur des populations rurales et des couches pauvres dans les pays de l'OCI. En conséquence, la Société islamique de financement du commerce (SIFC) a approuvé une enveloppe globale de 331 M $ pour la fourniture d'intrants agricoles et de denrées alimentaires et le financement à l'exportation dans les Etats membres de l'OCI.

De même, d'autres programmes ont été mis en place pour encourager la productivité dans nos Etats membres, dont les différents programmes mis en chantier par le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) dans le but, entre autres objectifs, de réduire le coût des affaires et des transactions dans nos Etats membres. À cet égard, le Forum de haut niveau de l'OCI sur la facilitation du commerce et sur les initiatives de guichet unique, qui a eu lieu à Casablanca en Février 2013, constitue indéniablement un pas dans la bonne direction. Cette action va permettre à nos Etats membres d'améliorer la compétitivité et la productivité de leurs économies respectives. Je ne peux pas profiter de cette occasion qui m'échoit pour renouveler mon appel à nos Etats membres en vue de donner effet au système de préférences commerciales de l'OCI, en prenant les différentes mesures administratives nécessaires à cet égard.

Dans les prochains jours, et en plus de mes contacts et de mes rencontres régulières avec les décideurs dans nos pays respectifs, j'adresserais des messages spéciaux à nos ministres, qui sont en charge des portefeuilles du commerce et de l'investissement, au sujet de la question spécifique de l'actualisation de ce mécanisme dont l'opérationnalisation aurait dû se faire depuis bien longtemps. Il ne fait aucun doute que le démarrage du Système de Préférences commerciales de l'OCI va nous permettre de passer à la deuxième phase dans nos relations commerciales, qui est la création d'une Zone de libre-échange à l'échelle de toute l'OCI.

Excellence,

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Vous n'êtes pas sans vous rappeler que l'une des stratégies récemment mises en place pour doper le commerce entre les Etats membres de l'OCI, est celle qui consiste à encourager la coopération intra-OCI sur les normes alimentaires Halal et les procédures d'accréditation et de certification. Cette stratégie vise également l'élimination des obstacles techniques au commerce entre nos pays. Grâce à notre Groupe d'experts sur la normalisation, trois documents ont été d'ores et déjà produits et traitent aussi bien de la normalisation que de l'accréditation et de la certification. L'adoption d'un système unifié pour les normes alimentaires Halal est une question qui

est restée tout ce temps en suspens en raison du problème non résolu de l'étourdissement et de l'abattage mécanique. Ces dernières problématiques ont été transférées fort opportunément à l'Académie Islamique du Fiqh pour en obtenir en retour une décision fondée sur la jurisprudence islamique. L'approbation ultérieure du document en tant qu'instrument non contraignant n'a pourtant pas permis à notre Organisation de saisir l'occasion en or qui lui avait ainsi offerte pour créer un système unifié de normes halal, alors même que beaucoup estiment que l'OCI est le forum idoine pour un tel exercice.

C'est pour cette raison et sur la base de mon rapport que le Conseil des ministres des affaires étrangères a approuvé la recommandation visant à organiser un Forum à Djeddah, en coordination avec l'Académie islamique du Fiqh, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), l'Institut de normalisation et de métrologie des Pays islamiques (INMPI), et la Chambre islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA). Ce Forum se tiendra les 9-10 Décembre 2015 à Jeddah et cherchera à rapprocher les points de vue des autorités compétentes dans nos Etats membres sur la résolution de cette question restée en suspens des normes Halal communes. En outre, la question de l'opérationnalisation des deux autres documents afférents aux procédures d'accréditation et de certification sera abordée de façon similaire. Je vais donc soumettre le résultat de cet exercice, en temps opportun, pour d'éventuelles autres contributions et commentaires, aux organes compétents de l'OCI, y compris cette auguste Assemblée.

Il est également intéressant de noter que notre coopération dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et la sécurité alimentaire, du travail, de l'emploi et de la productivité, et du développement du tourisme ainsi que la coopération financière et dans le secteur privé, a également augmenté dans des proportions considérables. Je crois comprendre que la réunion des hauts fonctionnaires, préparatoire à cette session de l'Assemblée générale, a été pleinement briefée sur les développements enregistrés à ce niveau.

Je me contenterais donc de dire ici que le report de l'Assemblée générale inaugurale de la nouvelle institution spécialisée de l'OCI, qui est l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire à Astana, au Kazakhstan, pour la première moitié de 2016, et la consolidation éventuelle des autres structures de ce nouvel organisme, ne manqueront pas de nous aider également dans nos efforts de renforcement des divers organes exécutifs de notre Organisation. Le but de cette initiative étant de traduire les décisions politiques en actes concrets en faveur du développement socio-économique accéléré de nos Etats membres.

Je suis également heureux de constater que la 3ème Conférence islamique des ministres du Travail, qui a achevé ses travaux à Jakarta, en Indonésie, le 30 octobre 2015, a pris des décisions d'une très grande portée, en vue de la mise en place du Cadre de l'OCI

pour la coopération dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale et de son programme exécutif, qui ont été adoptés en 2013 et 2014, respectivement. Les ministres du travail ayant participé à cette conférence se sont également engagés à soutenir les programmes de renforcement des capacités et de formation dans les États membres de l'OCI, y compris la convocation d'un atelier sur les concepts et les pratiques islamiques en matière d'emploi et de protection sociale.

De même et dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de promouvoir le tourisme intra-OCI à travers le Prix OCI de la Cité du tourisme, j'aimerais signaler à cette auguste Assemblée que les activités commémorant la Ville de Tourisme OCI 2015, dont le prix a été attribué à Al-Qods Al-Charif , connaitront leur épilogue ici, à Istanbul, avec l'atelier sur l'«Exploration du potentiel touristique d'Al-Qods Al-Charif » organisé par le SESRIC. Les démarches se poursuivent également pour la commémoration du Prix OCI de la Ville du tourisme, dont le lauréat suivant pour l'édition 2016 est la ville de Konya en Turquie. De la même manière, la prochaine session de la Conférence islamique des ministres du Tourisme, qui est programmée pour se tenir à Niamey, en République du Niger, du 21 au 23 décembre 2015, aura à désigner les nouvelles villes lauréates pour 2017 et 2018.

Monsieur le Président,

Messieurs les Délégués,

Je ne peux pas terminer ce discours sans rendre hommage à nos Etats membres et à nos institutions pour leur soutien indéfectible et leur collaboration avec le Secrétariat général en vue d'assurer le succès des différents programmes économiques et commerciaux de l'Organisation. Leurs apports et leur contribution au nouveau Programme d'action OCI-2025, qui est actuellement soumis à l'appréciation de nos Etats membres, ne pourront que nous faciliter l'élaboration d'un programme robuste et inclusif pour une coopération socio-économique plus étroite entre tous les Etats membres de l'OCI.

À cet égard, permettez-moi de saluer aussi l'esprit de collaboration grandissant dont font montre les différentes institutions de l'OCI, et qui a permis de donner le coup de pouce requis à l'action islamique commune. Je tiens à assurer à cette auguste assemblée que le Secrétariat général continuera de son côté à consolider les acquis obtenus à ce stade grâce à une coordination plus étroite entre les différentes institutions et organes exécutifs de notre Organisation. Dans la même optique, le Secrétariat général devra travailler assidûment pour mettre en œuvre les résolutions et recommandations du COMCEC, en sa qualité d'organe exécutif de ce dernier, et en étroite collaboration avec Son Excellence le Président de cet important comité permanent de l'OCI.

Pour finir, je souhaite à cette auguste Assemblée générale des délibérations couronnées de succès.

Assalamou aleikom warahmatoullahi wabaratouhou.

ANNEXE

4

Original: Arabe

Allocution du S.E. Dr. Ahmed Mohamed Ali

Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)

Lors de la Séance d'Ouverture de la Trente et Unième Session Ministérielle du COMCEC

13-14 safar 1437 de l'Hégire - 25-26 novembre 2015

Istanbul, République de Turquie

Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux

Louanges à Allah. Que la Prière et la paix soient sur Muhammad, le dernier des prophètes, sa famille et ses compagnons.

Excellence Monsieur le président Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Turquie et Président du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC),

Excellence Dr. Cevdet Yılmaz, ministre du Développement de la République de Turquie,

Excellence Monsieur Iyad Ameen Madani, secrétaire général de l'Organisation de la Coopération Islamique,

Excellences Messieurs les ministres,

Frères et sœurs,

Que la Paix, la Miséricorde et les Bénédictions de Dieu soient sur vous ;

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser à ce comité distingué et d'entamer mon allocution par l'expression de tous mes remerciements et ma gratitude à la République de Turquie : président, gouvernement et peuple, pour les excellentes dispositions prises en vue de garantir le succès à cette session à laquelle Excellence, vous avez prononcé l'allocution d'ouverture. Une allocution qui reflète un esprit clairvoyant et une évaluation approfondie pour les défis auxquels est confrontée la Oumma outre les solutions appropriées pour les surmonter.

Excellence Monsieur le Président, je vous exprime également mes félicitations pour le succès des dernières élections législatives, priant Dieu, le Tout-Puissant d'octroyer à la République de Turquie la stabilité et la prospérité auxquelles aspire son cher peuple.

Excellence Monsieur le Président,

Vous venez de terminer votre mandat à la présidence du G20, durant lequel, vous avez fait de nombreuses réalisations et initiatives dont les effets bénéfiques seront enregistrés dans l'Histoire dans le contexte du relèvement des enjeux économiques auxquels le monde est confronté. Moi personnellement, je me réjouis d'avoir participé

aux manifestations du Sommet du « Paradis sur Terre »[1], à Antalya, et témoigné du bond spécifique en matière de méthode et de questions de cette notable piste économique internationale.

Nos remerciements, au sein du Groupe de la BID, demeurent de loin inférieurs à votre mérite, vu que vous avez mis la finance islamique sur la piste de recherche et sur l'ordre du jour du G-20. En plus, vous avez donné, à votre institution et à la finance islamique, des opportunités de participation efficace aux travaux du B20 et à la conférence internationale des petites et moyennes entreprises.

Je suis heureux que ces deux conférence sont salué le rôle joué par ce secteur dans le renforcement du développement économique ainsi que sa contribution à la diversité économique et à l'accroissement des chances d'emploi, tout en favorisant l'allègement de la pauvreté.

Excellence Monsieur le Président,
Le COMCEC se tient cette année à un moment marqué par des mutations stratégiques, économiques et politiques de grande envergure relatives à la dignité de la Oumma et l'ampleur du défi auquel elle fait face dans l'arène internationale ; lesquelles sont grandissantes engendrant des défis d'impact considérable. Ces mutations et ces défis mettent en relief une question évidente à savoir : Comment les pays de notre organisation puissent-ils atteindre trois objectifs dans cette atmosphère dominée par un ralentissement de croissance mondiale :

- ✓ L'objectif de réaliser une croissance économique qui n'exclut personne.
- ✓ L'objectif d'investir dans la dignité et le développement humains.
- ✓ L'objectif de se mettre à l'abri de la rétrogradation des personnes vers le gouffre de la pauvreté.

Ce sont des défis énormes. L'expérience pionnière turque nous a appris qu'ils exigent de la clairvoyance et de la fermeté, de la force et de la volonté et qu'ils ne peuvent résister aux décisions sérieuses sur les choix difficiles. Certes, la merveilleuse expérience de votre pays a encouragé les pays en développement à lutter contre ces défis.

- ✓ Vous avez triplé le revenu par habitant en dix ans; vous avez multiplié le pouvoir d'achat de la lire; vous avez réduit le déficit budgétaire ; vous avez, à travers le remboursement anticipé de la dette, renversé la relation avec les institutions internationales d'emprunter à ces institutions à leur prêter; vous avez élevé le niveau des exportations sept fois, par conséquent; vos produits ont pu atteindre 190 pays et vous avez pris des initiatives sans précédent afin d'optimiser les offres d'emploi pour les jeunes. D'ailleurs, le Président de la Turquie a discuté avec une jeune fille en public de l'avenir du pays, pour ne pas en excepter ni grand ni petit, ni voisin ni éloigné qui n'a pas pris part à la prospérité ou qui n'en a pas tiré profit.

[1]Au cours du deuxième siècle avant J.C., Attale II, roi de Pergame, ordonna à ses hommes de trouver « le Paradis sur la Terre ». Après des opérations de recherche extensive, ils découvrirent la région « Attaleia » (Αττάλεια, en grec)qui deviendra plus tard la ville d'Adalya puis Antalya.

- ✓ Ensuite, vous avez donné le bon exemple en vulgarisant et en augmentant les bénéfices de la croissance pour que les personnes en besoin, en dehors de la Turquie, puissent en bénéficier. La Turquie – que Dieu la récompense- a enduré un fardeau, que les riches ne puissent pas assumer, en accueillant les Syriens dans leur crise actuelle. Le Peuple turc a hébergé ses immigrants, a éduqué leurs enfants, a traité leurs patients, les a aidés et soutenus.
- ✓ Excellence Monsieur le président, vous avez devancé les leaders du monde - lorsque vous a avez rendu visite aux personnes vulnérables en Somalie et au Myanmar et vous avez parcouru les pays de l'Afrique sub-saharienne, pour visiter vos proches et leur apporter de l'aide.
- ✓ On vous remercie infiniment d'avoir développé « l'industrie Halal », de votre insistance sur son intégration dans les chaînes de valeur et sur sa reconnaissance par les systèmes de spécifications et les procédures de santé, et de votre recherche à élargir les perspectives d'avenir concernant le marché de l'industrie Halal dont la taille est presque trois mille milliards de dollars américains.

Ainsi, vous avez préparé le terrain pour relever les défis dans votre pays. De même, tout le monde espère que vous pouvez surmonter les défis qui pèsent sur la Oumma.

Excellence Monsieur le Président,
Il est de bon augure que la Réunion du COMCEC ait lieu entre le Sommet du G20, où vous avez transmis les espoirs des pays en développement, et le Sommet islamique, auquel aspire la Oumma, dans le but de démontrer au monde les bienfaits de votre présidence judicieuse. Bienfaits qui consistent à relever les défis déjà évoqués. Lesquels se résument en ce qui suit : réaliser une croissance économique qui n'exclut personne ; investir tout en respectant la dignité du citoyen et le développement humain ; et se protéger contre les risques de succomber au gouffre de la pauvreté.
Je pense que pour réagir efficacement face à ces défis, il est nécessaire de travailler à plusieurs échelles :

- ✓ **<u>La Première échelle</u>** concerne l'optimisation de la performance des Etats membres au niveau des objectifs du développement durable. Les pays en développement aspirent à nouveau à rendre opérationnels ces objectifs, de manière à refléter les aspirations et fins de leurs peuples. Il importe également d'assurer la limite maximale possible en termes de facteurs de succès décisifs de planification pour surmonter la pauvreté.

A cet égard, je me félicite de l'intérêt prêté par le COMCEC aux objectifs du développement durable adoptés suite au sommet spécial tenu par les Nations Unies en marge de l'Assemblée Générale en septembre dernier à New York.

Je me ravis de vous informer, Excellence, que le Groupe de la BID et le Bureau de Coordination du COMCEC ont élaboré une étude sur « les facteurs de succès décisifs pour la mise en œuvre du plan d'action de l'après 2015, en ce qui concerne les objectifs du développement durable ». Et ce d'après la résolution du COMCEC prise

lors de la 30ème Session de l'année dernière. Ladite étude a comporté plusieurs recommandations des Etats Membres pour s'en inspirer au commencement de la mise en œuvre des objectifs du développement durable.

Nous savons tous que votre présidence permettra une utilisation optimale des potentialités existantes de la Oumma, tout en tirant profit des leçons et des enseignements tirés des réussites et des échecs dans le processus de mise en œuvre des objectifs du Millénaire. Vous êtes indéniablement capable d'émettre un esprit de détermination et de résolution afin que notre génération emboîte le pas de celle qui a abrogé la pauvreté et a fait l'expérience d'une abondance de revenus dans la période du Calife Al Rached Omar Ben Abdelaziz. C'est une expérience qui a prouvé la validité de votre inclinaison, ici en Turquie, envers le respect de bonnes mœurs dans la gestion des affaires publiques et dans la rationalisation financière. Ainsi pourrions-nous suivre l'exemple de cette époque où régnaient la justice, l'équité et Ash-Shura (la consultation) ainsi que la politique de rendre justice. Par conséquent, le bien-être s'est répandu à tel point que les bienfaiteurs ne trouvaient personne en besoin d'aumône.

- ✓ **La deuxième échelle** concerne la question de se protéger de sombrer dans l'abîme de la pauvreté. J'ai déjà mentionné l'exemple de nos frères syriens tiraillés par al Fitna (la dissuasion) qui les a fait reculer dix ans en arrière. Actuellement, notre Oumma fait effectivement face à une échéance ayant trait à l'intégration des victimes du conflit et de la totalité des catégories vulnérable, tout en leur permettant de profiter des bénéfices du développement. L'idéologie développementaliste moderne a reconnu l'importance de la croyance religieuse dans le cadre d'un si vaste domaine. Nous sommes conscients de l'existence de catégories nanties, jouissant de grâces divines, qui dépensent dans des domaines de bienfaisance : Zakat, Waqf et toutes autres formes d'aumône, pour les victimes des conflits répandus dans presque toutes les régions de la Oumma, sans compter les services de secours et de bien-être.

Nul doute, le Sommet islamique concrétisera les aspirations légitimes dans ce domaine vers lesquelles tendent les Etats et les sociétés où l'éducation et la vaccination des enfants viennent à manquer, où l'on souffre d'une carence en eau et en nourriture, où sont perpétrées des guerres qui ôtent la vie aux parents et aux hommes, laissant orphelins les enfants et veuves les femmes, et où citoyens et pauvres souffrent d'un manque crucial de services vitaux. Ces conflits représentent le plus grand enjeu mondial de développement de l'après 2015, lesquels sont relativement conçus comme les plus périlleux pour notre Oumma.

- ✓ **La troisième échelle** est celle de la synergie et de l'action commune en vue de réaliser les intérêts réciproques, de même que des opportunités d'investissement qui raffermissent les liens entre les frères et font en sorte que les économies des pays profitent les unes aux autres. Dans ce climat assoiffé de coopération étroite, de soudage des rangs et de promotion de l'intégration régionale, tout le monde salue votre communication personnelle avec l'Afrique subsaharienne et les ambassades de Turquie répandues sur le continent, qui ne trouvent de rival que les

vols effectués par la compagnie aérienne *Turkish Airlines* à destination des villes et capitales de l'Afrique. Nous tous espérons, si Dieu le veut, parachever bientôt la route traversant le désert pour relier l'Algérie à Lagos, ainsi qu'accomplir des progrès concernant la route traversant la côte, sur l'axe de Dakar et de Djibouti. C'est ainsi que se multiplient les débouchés maritimes ouverts pour le Mali, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger via ces deux axes.

Dans cette optique, la Oumma aspire à ce que la Conférence islamique au sommet favorise une coordination étroite avec les États d'Asie centrale afin de mettre en place des projets de réseaux routiers et ferroviaires et que réussisse le projet « la nouvelle Route de la soie », allant de l'extrême ouest de la Chine jusqu'à l'Europe de l'ouest et le Moyen-Orient.

L'avantage de ces corridors stratégiques consiste à relier des pays enclavés à des ports d'exportation, à permettre leur intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, et à offrir de grandes opportunités d'emploi. Ils constituent également des leviers du développement et des canaux d'échange commercial et culturel au sein des groupes d'États membres, et entre ces derniers et le monde entier.

Excellence Monsieur le Président,

Le COMCEC a réalisé de nombreux succès et a entrepris des initiatives précieuses, afin de promouvoir la coopération économique.

Nous aspirons à ce que la prochaine période connaisse une coopération plus étroite entre tous les États membres et les institutions concernées par l'action économique islamique commune pour accroître les échanges commerciaux et les investissements.

Le Groupe de la Banque islamique de développement se réjouit aujourd'hui de la signature d'un mémorandum d'entente avec le Bureau de Coordination du COMCEC, susceptible de consolider la coopération, la coordination et la consultation afin d'atteindre les objectifs communs.

Par ailleurs, la tenue de la conférence dans votre pays et sous l'égide du COMCEC requiert davantage de responsabilités à ce stade, et cela revient non seulement à la Turquie et au Secrétariat général de l'Organisation, mais aussi à la Banque islamique de développement, en tant que première institution de la Oumma œuvrant dans le domaine du développement et de la coopération économique. Dans ce contexte, le Groupe de la BID ne ménagera aucun effort pour contribuer à la réalisation du nouveau programme décennal de l'Organisation de la coopération islamique.

Nous espérons que la prochaine conférence islamique au sommet constituera un tournant décisif dans l'action islamique collective. Nous aspirons en toute sincérité à ce que votre présidence de ce sommet témoigne de réalisations sans précédent et pose les jalons dans le processus de la coopération islamique.

Partant, la BID mobilise tout son potentiel pour de bons arrangements aptes à assurer une participation active et une performance de qualité lors de la conférence, et ce au niveau des aspirations et des attentes.

La BID se réjouit de renforcer vos efforts à cette fin via les études, les suggestions et les conceptions dans les domaines préférés, notamment les domaines prioritaires à

l'heure actuelle, à savoir : optimiser la performance de nos États membres quant aux objectifs de développement durable, intégrer les victimes des conflits et les autres catégories vulnérables, les faire bénéficier des avantages du développement, et affermir la synergie et l'action commune.

Excellence Monsieur le Président,

Au terme de mon allocution, permettez-moi, Monsieur le président, de présenter des suggestions pratiques dont l'étude est confiée à un groupe de travail restreint formé du Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique, du Groupe de la Banque islamique de développement, du Bureau de Coordination du COMCEC et du Centre Islamique pour le Développement du Commerce, à savoir :

1- Mettre au point des programmes tripartites entre la République de Turquie, le Groupe de la BID et tout Etat souhaitant bénéficier des réalisations de la Turquie en matière de développement. À cet égard, permettez-moi, Monsieur le président, de réitérer ma proposition de créer un groupe de travail afin de tirer profit de l'expertise et l'expérience turques liées au soutien des petites et moyennes entreprises et au développement des instruments du financement islamique innovants et appropriés à ces projets.

2- Etablir un programme visant à contribuer à accélérer la mise en œuvre et l'entrée en vigueur des accords se rapportant au commerce à l'instar de l'accord sur le système de préférences commerciales, entre autres.

3- Mettre en place un programme susceptible de promouvoir les routes régionales transfrontalières, telle celle reliant l'Algérie à Lagos, et en profiter au maximum sur le plan économique et commercial.

4- Etudier l'impact de l'établissement des grands blocs régionaux sur le commerce intra-OCI et l'intégration régionale entre les Etats membres, et soumettre des propositions et des plans futurs pour relever ce défi.

Nous prions le Tout-Puissant de vous garder sous sa protection.
Que la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu soient sur vous.

ANNEXE

5

Original : Turc

DISCOURS DE M. RİFAT HİSARCIKLIOĞLU,
PRÉSIDENT DE L'UNION DES CHAMBRES ET DES BOURSES
DE MARCHANDISES DE TURQUIE (TOBB)
(25 novembre 2015)

Excellence Monsieur le président,
Honorables invités,
Je voudrais vous saluer en mon nom et au nom de l'Union des Chambres et des Bourses de marchandises de Turquie et de la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture dont j'occupe le poste de vice-président.

Vu son état de santé, le président de la Chambre islamique n'a pas pu venir aujourd'hui, et donc je prends la parole au nom du monde des affaires turc et islamique.

Je tiens à remercier la 31ème Session du COMCEC pour avoir donné la chance au secteur privé de participer à cette occasion.

L'honorable président turc a toujours accordé une grande importance aux problèmes des pays islamiques ; Son Excellence a toujours adhéré à nos valeurs communes et soutenu nos frères qui luttent en Somalie, en Syrie, et surtout en Palestine. Il a été parmi les personnes qui n'ont épargné aucun effort pour renforcer la coopération, la fraternité et la solidarité partout dans le monde islamique.

De même, le président a toujours insisté sur le rôle important qu'assume le secteur privé dans le développement du monde islamique et le renforcement du bien-être des musulmans, et nous a appuyés dans tous nos efforts.

Aujourd'hui, Son Excellence paraît pleinement soucieux du monde des affaires lors de la session qu'il a présidée.

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements à l'honorable président au nom du monde des affaires des pays islamiques.

Distingués participants,

Le monde témoignait d'une mutation depuis le début de la crise économique mondiale.

Les équilibres politiques et économiques changent, et nous sommes confrontés aux problèmes d'une nouvelle ère mondiale.

Nous vivons un processus où seules les personnes qui sachent lire entre les lignes et s'apprêter au changement réussissent.

Nous, le monde Islamique, avons besoin de mieux comprendre le monde ; Nous devons être conscients de ses transformations. Nous devons également garder un esprit critique à notre encontre, tout en préparant cette nouvelle ère de la mondialisation.

En tant que pays islamiques, nous sommes dotés d'une grande richesse. Selon les données publiées par le SESRIC, la population du monde islamique représente environ 23% de la population mondiale ; Les pays islamiques détiennent 69% des réserves mondiales de pétrole et 57% des réserves mondiales de gaz naturel.

Nous sommes également privilégiés sur le plan géographique : nos pays sont situés sur les corridors commerciaux et de l'énergie ; nos terres sont situées sur le canal de Suez et la mer Rouge, reliant l'océan Indien à la Méditerranée, et le Bosphore reliant le nord et le sud.

Cependant, notre part dans la richesse mondiale ne représente que 11%. Alors que les Etats-Unis et la Chine possèdent à eux seuls 19% et 13% de la richesse mondiale, respectivement, la part totale des 57 pays islamiques n'atteint même pas ce chiffre.

Pire encore, malheureusement, 21 des 48 pays les moins développés figurent parmi les pays islamiques.

Il est également regrettable qu'il y ait un écart de revenu si large entre les pays islamiques. Le revenu par habitant du plus riche pays membre de l'OCI est 630 fois plus élevé que celui du plus pauvre. Il s'agit là de quelque chose qui devrait tous nous déranger ; car nous sommes les adeptes d'une religion qui enseigne que « Celui qui dort l'estomac plein tandis que son voisin a faim n'est pas l'un des nôtres ».

Le seul moyen pour promouvoir notre richesse et pour rétrécir l'écart de revenus consiste à accroître le commerce, notamment le commerce intra-OCI, entre les pays islamiques.

Les pays occidentaux qui ont été autrefois des ennemis pendant des siècles ont abouti à la prospérité par le truchement de l'augmentation du commerce entre les uns et les autres.

L'exemple le plus frappant à cet égard s'illustre devant nous.

Les Pays de l'Union Européenne trouvent 70% de leurs besoins dans le commerce étranger les uns avec les autres.

Les pays occidentaux établissent maintenant davantage de coopération entre eux.

Les Etats Unis, l'Union Européenne et les pays de l'Asie-Pacifique s'efforcent de devenir un seul bloc économique.

Ces pays sont déjà riches et se réunissent pour devenir encore plus riches.

En tant que pays islamiques, nous trouvons uniquement 20% de nos besoins dans le commerce étranger entre nous.

Bien qu'une augmentation graduelle dans ce contexte ait été réalisée chaque année, nous nous trouvons face à un niveau véritablement inférieur que notre potentiel.

Raison pour laquelle nous devons agir rapidement à cet égard.

L'opérationnalisation de l'Accord Commercial Préférentiel (ACP) en vue d'augmenter le commerce entre les pays islamiques doit constituer la première priorité.

L'ACP représente le premier pas de la coopération économique, étant donné qu'il favorise une réduction douanière applicable à certains produits.

Néanmoins, nous trouvons difficile de prendre un tel pas.

Sur l'ensemble de 57 pays, dix ont signé et approuvé le SPC-OCI. De même, le SPC-OCI n'a pas été mis en vigueur étant donné que les listes de concessions ne sont pas encore présentées. Nous espérons que la volonté politique des Pays Islamiques pourra prendre les mesures nécessaires et nous ouvrir la voie dans ce contexte.

D'autre part, l'obligation de visa est une autre question importante.

Dans notre culture, les pays frères et sœurs n'auraient pas besoin de visa pour accueillir et être accueillis réciproquement. Tout ce dont ils ont besoin ; c'est la paix. Cependant, nous continuons à nous poser des obstacles à cet égard.

Rappelez-vous que les gens commercent avec les pays auxquels ils ont accès, non pas avec ceux où ils affrontent des obstacles quand ils traversent leurs frontières.

A cet égard, la Turquie a réalisé des progrès importants: nous bénéficions maintenant du privilège de visiter de nombreux pays sans avoir à se conformer aux exigences d'obtention de visa. Nous avons été témoins des résultats tangibles de cet accès libre dans un court laps de temps. Nos activités mutuelles commerciales et touristiques avec ces pays ont énormément augmenté.

En tant que monde des affaires turc, nous attendons des pays islamiques qu'ils développent conjointement une politique intégrale sur cette question.

La troisième question importante est de proposer des solutions rapides aux problèmes du commerce.

En tant qu'adeptes d'une religion qui considère que même la justice tardive est une injustice, nous devons proposer des solutions rapides et justes si nous désirons accroitre les échanges entre nous.

Dans ce contexte, nous devons introduire un mécanisme d'arbitrage où les difficultés commerciales sont réglées et affichent notre volonté commune à cet égard.

Distingués invités,

La République de Turquie est le seul pays de cette région à s'être enrichi sur la base du secteur privé et sans dépendre du pétrole et du gaz naturel.

En tant que secteur privé et Union des Chambres et des Bourses de marchandises de Turquie (TOBB), nous sommes prêts à partager nos expériences entrepreneuriales avec nos frères et sœurs.

Nous mettons déjà en œuvre nos programmes de renforcement des capacités pour les pays islamiques concernant une chambre de commerce et d'industrie produisant des services et encourageant l'entreprenariat.

De la même manière, nous menons des programmes dans lesquels nous partageons les expériences dans des domaines tels que l'amélioration de l'environnement de l'investissement, les zones industrielles organisées, le transport et les échanges des produits de base.

Nous faisons partie du Monde Islamique, et plus nous partageons nos connaissances, plus nous nous enrichissons. Selon notre religion, celui qui donne à autrui une part de ses possessions, ses connaissances et son expérience ne devient pas inférieur.

Notons que c'est le seul moyen de réaliser la prospérité et la paix pour notre Oumma.

J'ai la conviction que chacun d'entre nous partage ce point de vue et cette volonté. Je vous salue tous en vous présentant mon respect.

ANNEXE

6

Original : Anglais

RAPPORT DE LA 27ÈME RÉUNION DU COMITÉ DE SESSION (Istanbul, 22 novembre 2015)

1. La 27ème Réunion du Comité de Session du COMCEC a été tenue le 22 novembre 2015 à Istanbul, en marge de la 31ème Session Ministérielle du COMCEC.

2. La Réunion était présidée par M. Mehmet Metin EKER, Directeur Général du Bureau de Coordination du COMCEC. En plus du Secrétariat Général de l'OCI et du Bureau de Coordination du COMCEC (BCC), les institutions de l'OCI suivantes étaient présentes lors de la Réunion :

   - Centre de Recherches Statistiques, Economique et Sociale et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
   - Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
   - Groupe de la Banque de Développement Islamique (BID)
   - Chambre Islamique du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture (CICIA)
   - Organisation des Associations des Armateurs de l'OCI (OISA)
   - Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI)

3. Les points de l'ordre du jour suivants ont été décidés lors de la Réunion :

   - Mise en œuvre de la Stratégie COMCEC : Contributions des institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC
     - La liste des activités des institutions de l'OCI conformes à la Stratégie du COMCEC
     - Recommandations Stratégiques des Groupes de Travail du COMCEC

   - Renforcement de la Coopération et la Coordination entre les Institutions de l'OCI
     - Sensibilisation aux Activités des Institutions de l'OCI
     - Renforcement de la Coopération avec d'autres Organisations Régionales et Internationales

   - Questions diverses

Mise en œuvre de la Stratégie COMCEC : Contributions des institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC

4. Le Comité a souligné l'importance des contributions des institutions de l'OCI à la réalisation de la Stratégie du COMCEC et a examiné les listes des activités des institutions concernées de l'OCI en conformité avec la stratégie du COMCEC pour les périodes de 2014 à 2015 et de 2015 à 2016 et sur le modèle des domaines de

coopération, à savoir le commerce, les transports et les communications, le tourisme, l'agriculture, l'allègement de la pauvreté et la coopération financière.

5. Afin de mieux refléter les activités des institutions de l'OCI en accord avec la Stratégie du COMCEC, le Comité a suggéré des révisions du format des Listes d'activités de manière à exposer les aspects quantitatifs mais également qualitatifs. A cet égard, le Comité a demandé au BCC de préparer un critère qui inclurait des éléments tels que la pertinence des mandats, la compatibilité aux recommandations politiques du COMCEC, etc… avec les contributions des institutions de l'OCI et de les soumettre à la 28ème Réunion du Comité de Session.

(La liste des activités organisées et à organiser par les institutions de l'OCI conformément à la Stratégie du COMCEC entre 2014 et 2016 est jointe en Annexe 1.)

6. Le Comité a noté que les Recommandations politiques des Groupes de Travail du COMCEC, accueillis lors des Sessions Ministérielle du COMCEC, sont préparées à la lumière des Etudes analytiques, des Questionnaires et des Discussions détaillées lors des Réunions du Groupe de Travail et reflètent ainsi les besoins réels des Pays membres dans le domaine spécifique de discussion. Le Comité a également souligné que ces recommandations pourraient être une contribution additionnelle pour les institutions de l'OIC dans la conception de leurs activités et programmes de formation futurs. Le Comité a aussi souligné les bénéfices potentiels de l'élaboration de programmes multi-annuels.

7. Le Comité a pris note de la proposition concernant l'amélioration de l'impact des activités de formation menées par les Institutions de l'OCI à travers des idées innovatrices tel que l'enregistrement audio-visuel de quelques programmes de formation choisis puis leur publication sur les sites web des Institutions et sur d'autres chaines publiques de médias et d'Internet. Le matériel de formation pratique, les manuels, le matériel audio-visuel etc., qui peuvent être utilisés par les utilisateurs finals et par les formateurs dans leurs futures activités de formation, peuvent également être préparés.

L'amélioration de la coopération et de la coordination parmi les Institutions de l'OCI

8. En ce qui concerne le premier sous thème, « accroitre la sensibilisation des activités des Institutions de l'OCI », le Comité a été informé par les représentants de la CICIA et de la BID de la proposition/étude directrice, à savoir « Stratégie pour accroitre la sensibilisation des Institutions de l'OCI et de leurs activités dans les Pays Membres de l'OCI ». Le Comité a félicité les efforts déployés par les deux Institutions et a demandé aux Institutions de l'OCI de fournir des idées, des suggestions et des propositions à la CICIA et à la BID dans un mois pour les inclure dans les directives. Le Comité a également discuté des intérêts possibles de l'utilisation de la sous-traitance dans les domaines du travail relatifs au marketing (y compris la stratégie de marque et la promotion) dans les étapes futures.

9. Concernant le second sous-thème, « Promouvoir la coopération avec les autres organisations régionales et internationales », le Comité a salué les informations fournies par le Secrétariat Général de l'OCI qui annonce que « Les contributions de l'OCI à la mise en œuvre des ODD » ferait partie des thèmes de l'ordre du jour des prochaines réunions de coordination OCI-UN.

10. En ce qui concerne l'intégration des Pays Membres de l'OCI, en tant que groupe, aux bases de données statistiques des organisations internationales pertinentes, le Comité a été informé par les représentants du SESRIC que la question avait été abordée durant la 5ème Session de la commission statistique du COMCEC, tenue du 12 au 14 mai 2015 à Ankara. Le comité a été également informé par les représentants du SESRIC que la Commission statistique de l'OCI avait souligné la création d'une base de données relative à l'OCI sous l'égide du SESRIC et par conséquent un projet à cette fin a été lancé.

Questions diverses

11. La Réunion s'est terminée par une motion de remerciements.

LIST OF ACTIVITIES
ORGANIZED BY THE OIC INSTITUTIONS ALIGNED WITH THE COMCEC STRATEGY
December 2014- November 2015

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
1	ICCIA	Workshop on Capacity Building on Value Chain Analysis for Agribusiness for OIC Countries	Workshop	Agriculture	(1)Developed and implemented training and capacity building programmes (2)Encouraged entrepreneurs and farmers to enhance their investments. (3)Reduction of post-harvest lossess (4)Improved irrigation opportunities and adoption of efficient techniques.	SESRIC, UNDP, FAO	1-3 December 2014	Ankara, Turkey
2	ICCIA	8th Forum for Businesswomen in Islamic Countries	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	UNCCI, IDB	26-27 Oct. 2015	Kampala, Uganda
3	ICCIA	Development of a Mechanism for Joint Ventures and partnerships among Women-led Enterprises through South-South Cooperation	Workshop	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	UNCCI, UNDP	28-29 Oct. 2015	Kampala, Uganda
4	ICDT	13th Meeting of the Economic Counsellors of the OIC Embassies accredited in Rabat	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Member States	12 January 2015	Rabat
5	ICDT	Regional on line Marketing Workshop of the WIEF Foundation	Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade	WIEF	16-21 February 2015	Dakar/Senegal
6	ICDT	7th Meeting of the Consultative Group for Enhancing Intra-OIC Trade	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	ITFC	2-3 March 2015	Casablanca/ Morocco
7	ICDT	UFI Seminar for African and Middle Eastern Countries	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	UFI	23-24 March 2015	Marrakech/ Morocco
8	ICDT	Training Seminar for the benefit of the Member States of the Economic Cooperation Organisation on "the Trade Preferential System among the OIC Member States (TPSOIC)"	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Dept. of Integration and Cooperation of IDB and COMCEC	7-9 April 2015	Istanbul/Turkey

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
9	ICDT	National Training Seminar on "the Trade Preferential System among the OIC Member States (TPSOIC)"	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Economy and Business	13-14 April 2015	Doha/Qatar
10	ICDT	8th Exhibition of Agribusiness Industries in the OIC Member States	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	El Harithy Company	13-16 April 2015	Jeddah/Saudi Arabia
11	ICDT	Seminar on Food Security in OIC Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	El Harithy Company	14 April 2015	Jeddah/Saudi Arabia
12	ICDT	Seminar on Agadir Agreement: current status and perspectives	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ASMEX	22 April 2015	Casablanca/Morocco
13	ICDT	Seminar of the New Generation of Free Trade agreements and the feasibility of the signing of the agreements between the regional economic groupings of the OIC Member States and their impact on intra-OIC trade (Arab and African Countries)	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Dept of Cooperation and Integration/IDB	4 – 6 May 2015	Casablanca/Morocco
14	ICDT	Seminar of the New Generation of Free Trade agreements and the feasibility of the signing of the agreements between the regional economic groupings of the OIC Member States and their impact on intra-OIC trade	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Dept of Cooperation and Integration/IDB	25 –27 May 2015	Istanbul/Turkey
15	ICDT	Training Seminar on TPS/OIC	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		Second semester 2015	Ramallah/ Palestine
16	ICDT	Seminar on Export Auditing the internationalization of SMEs for the benefit of Suriname and Guyana	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		1-4 June 2015	Paramaribo/Guyana

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
17	ICDT	Seminar on Competition Policies in the OIC Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		2 – 3 June 2015	Tunis/Tunisia
18	ICDT	Preparatory meeting of African Halal Business Forum and High Education Expo of the OIC Member States	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Business Center /Federation of GCC Chambers/SIBM /Ministries of Trade and High Education and Research of Senegal	14-15 September 2015	Dakar/Senegal
19	ICDT	Training workshop on market analysis and web marketing for the benefit of the Economic Counselors to the Embassies the OIC Member States accredited to the Kingdom of Morocco	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		15-17 September 2015	Rabat/Morocco
20	ICDT	6th OIC World Biz and 3rd Africa-Asia Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	OICBC	27th - 30th October 2015	Kuala Lumpur /Malaysia
21	ICDT	1st Exhibition of Organic and Local Products of the OIC Member States	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Commerce and Handicraft of Tunisia	28th October – 1st November 2015	Tunis/Tunisia
22	ICDT	International Conference on offshoring	Conference	Trade	Developing intra-OIC Trade		3-4 November 2015	Tunis/Tunisia
23	ICDT	Workshop on the Single Window Modality and e-trade and their impact in promoting intra-OIC Trade	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ITFC	9-10 November 2015	Casablanca/ Morocco
24	ICDT	African Halal Business Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Business Center /Federation of GCC Chambers/SIBM	17-19 November 2015	Dakar/Senegal
25	IDB Group	Fifth meeting of the IDB Project Committee of the OIC Cotton Action Plan	Consultative Meeting	Agriculture and Trade		IDB Group and Project Commiteee members	16.Kas.14	Jeddah, Saudi Arabia

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
26	IDB Group	IDB/NDP/League of Arab States Regional Workshop on "the Technical Model of Cross-Border Operations for Better Connectivity among Arab Countries	Workshop	Trade		UNDP	26-27 January 2015	Amman, Jordan
27	IDB Group	Seminar on "Trade Preferential System among OIC Member Countries (TPS-OIC) and its protocols for ECO member countries,	Seminar	Trade		ECO and CCO	07-09 April 2015	Istanbul, Turkey
28	IDB Group	Validation workshop of the study on "The New Generation of Free Trade Agreements (FTAs), the feasibility of signing them and their Impact on Intra-Trade among OIC Member Countries".	Workshop	Trade		ICDT Member Countries	04 - 06 May 2015	Casablanca, Morocco
29	IDB Group	Workshop for GCC Countries on "Trade Facilitation within the Regional Integration Framework and WTO Agreement	Workshop	Trade		ICDT, COMCEC Member Countries	12- 14 May 2015	Dubai, UAE
30	IDB Group	Validation -workshop of the study on "The New Generation of Free Trade Agreements (FTAs), the feasibility of signing them and their Impact on Intra-Trade among OIC Member Countries"	Workshop	Trade		ICDT, COMCEC Member Countries	25 - 27 May 2015	Istanbul, Turkey
31	IDB Group	Thematic Workshop On Intra Trade in The Organization Of Islamic Cooperation Countries: Removing Obstacles And Promoting Trading Business	Workshop	Trade		Islamic Business School, UUM	27-28 May 2015	Langkawi, Malaysia

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
32	IDB Group	Regional Workshop on the Implementation of Trade Facilitation Agreement for Arab Countries	Workshop	Trade		World Customs Organization	1-4 June 2015	Bahrain
33	IDB Group	Policy Roundtable Discussion on Maqasid Shariah for Social Economic Development (PRD)	Policy Roundtable	Poverty Alleviation		International Islamic University College Selangor	1-2 June 2015	Kuala Lumpur, Malaysia
34	IDB Group	40th Annual Meeting of the IDB Group (Board of Governors meeting)	Annual Meeting	Financial Cooperation		ITFC, ICIEC, ICD, IRTI and other partner instutions	10-11 June 2015	Maputo, Mozambique
35	IDB Group	10th IDB Global Forum on Islamic Finance, Exploring Innovative Solutions for Affordable Microfinance in Africa	Forum	Financial Cooperation		Relevant Partner institutions	08.Haz.15	Maputo, Mozambique
36	IDB Group	IDB 26th Annual Symposium; The role of intra-regional trade in strengthening economic cooperation and regional integration among member countries	Symposium	Intra-OIC trade		Relevant OIC Institutions	10.Haz.15	Maputo, Mozambique
37	IDB Group	World Bank and IDB Inaugural Annual Symposium on Islamic Finance 2015	Symposium	Financial Cooperation		World Bank Global Finance Development Center	8-9 September 2015	Istanbul, Turkey
38	IDB Group	Regional Meeting of the IDB African member countries in preparation of the 10th WTO Ministerial Conference	Meeting	Trade			14-16 September 2015,	Abidjan, Cote D'Ivoire
39	IDB Group	International Conference on Islamic Social Finance	Conference	Financial Cooperation		Universiti Sains Islam Malaysia	29-30 September 2015	Thailand
40	IDB Group	Macro prudential Policy Dialogue for Islamic Finance: Theory and Application	Seminar	Financial Cooperation		University College of Bahrain	5-6 October 2015	Bahrain

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
41	OISA	Workshop on Importance of unifying main engine of member's vessels	Workshop	Transport and Communication	(1) Hormonized legislations, standards and practices in the transport sector of member states (2) Improved national transport policy-making and planning capacity of member states (3) Increased interactions between peer institutions of member states (4) Enhance professional skills of human resources (5) Improved service delivery and expited procedures. (6) Development of sound infrastructure policies	Technical and marine engineers representatives from member companies	42226	Jeddah
42	OISA	Meeting to discuss the possibilities of reactivation of Bakkah Shipping Company	Meeting	Transport and Communication	(1) Hormonized legislations, standards and practices in the transport sector of member states (2) Improved national transport policy-making and planning capacity of member states (3) Increased interactions between peer institutions of member states (4) Enhance professional skills of human resources	Members from Ex. Com and General Assembly	42297	Dubai
43	OISA	Ex. Com & General Assembly Meeting of OISA	Meeting	Transport and Communication	(1) Promoted relevant internatioanl agreements and regulations in member states (2) Hormonized legislations, standards and practices in the transport sector of member states (3) Enhanced professional skills of human resources (4) Development of sound infrastructure policies (5) Identified major bottlenecks and assesed funding requirements particularly with respect to inter-regionaly connectivity.	Ex.Com and General Assembly members, OIC and its Institutions, Port Authorities, Marine Academies, Shipbuilding and Repair Yards	42298	Dubai
44	OISA	Meeting to open branches of Islamic Protection and Indemnity Club in Turkey	Meeting	Transport and Communication	(1) Improved national transport policy-making and planning capacity of member states (2) Increased interactions between peer institutions of member states (3) Improved service delivery and expited procedures. (4) Development of sound infrastructure policies	IPIC, Marine Official from member countries	42299	Dubai
45	SESRIC	From Farm to Fashion	Conference	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity	SESRIC & RBDC	03-05 August 2015	Izmir Turkey
46	SESRIC	Agriculture and Food Security in OIC Member Countries 2014	Research	Agriculture	Diverse		December 2014	SESRIC
47	SESRIC	Job Creation for Youth and Skills Training Services	Training	Agriculture	Increasing productivity	State Employment Service, Azerbaijan	01-02 December 2014	Baku Azerbaijan

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
48	SESRIC	Capacity Building on Value Chain Analysis for Agri-Business for OIC Countries	Training	Agriculture	Increasing productivity	ICCIA & FAO & UNDP	01-03 December 2014	Ankara Turkey
49	SESRIC	Competition Law and Policy	Training	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity	Council of Competition, Kingdom of Saudi Arabia	16-18 December 2014	Riyadh Saudi Arabia
50	SESRIC	Derivative Markets and Instruments and Marginal Trading	Training	Agriculture	Increasing productivity	Baku Stock Exchange of Republic of Azerbaijan	16-17 December 2014	Baku Azerbaijan
51	SESRIC	Classifications	Training	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity	National Office of Statistics (ONS) in Algeria	21-22 December 2014	Alger Algeria
52	SESRIC	Agriculture Statistics (Food Crop Statistics)	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Bangladesh Bureau of Statistics (BBS)	21-22 December 2014	Dhaka Bangladesh
53	SESRIC	Derivative Markets and Instruments & Marginal Trading	Training	Agriculture	Increasing productivity	Khartoum Stock Exchange, Sudan	22-23 December 2014	Khartoum Sudan
54	SESRIC	Agriculture Statistics (Animal Husbandry)	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Bangladesh Bureau of Statistics (BBS)	23-24 December 2014	Dhaka Bangladesh
55	SESRIC	Knowledge and Experience Sharing Workshop on ISMEK Master	Training	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity	Istanbul Metropolitan Municipality (İSMEK)	29-30 December 2014	Istanbul Turkey
56	SESRIC	"Labour Market Statistics" and "Labour Inspection"	Training	Agriculture	Increasing productivity	National Employment Agency, Burkina Faso	19-22 January 2015	Ouagadougou Burkina Faso
57	SESRIC	Agriculture, Forestry and Fisheries Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Central Statistics Organization (CSO) in Afghanistan	23-25 February 2015	Kabul Afghanistan
58	SESRIC	Tobacco Control	Training	Agriculture	Increasing productivity	Ministry of Health of Malaysia	01-02 April 2015	Malaysia
59	SESRIC	Analysis of Labour Market Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	National Agency of Statistics and Demographics (ANSD) in Senegal	07-09 April 2015	Dakar Senegal

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
60	SESRIC	Agriculture, Forestry and Fisheries Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Gambia Bureau of Statistics (GBOS)	16-18 June 2015	Banjul Gambia
61	SESRIC	Labour Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	National Institute of Statistics, Economic and Demographic Studies (INSEED) inChad	27-29 July 2015	N'Djamena Chad
62	SESRIC	Design of Wastewater Treatment Plants	Training	Agriculture	Increasing productivity	Ministry of Environment and Forests of Bangladesh	29-30 July 2015	Dhaka Bangladesh
63	SESRIC	Wholesale and Retail Trade Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Uganda Bureau of Statistics (UBOS)	10-12 August 2015	Kampala Uganda
64	SESRIC	Agricultural Surveys	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Bangladesh Bureau of Statistics (BBS)	25-27 August 2015	Dhaka Bangladesh
65	SESRIC	Labour Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Department of Statistics and Demographic Studies (DISED) of Djibouti	05-07 October 2015	Djibouti City Djibouti
66	SESRIC	Informal Sector'	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data	Department of Statistics (DoS) of Malaysia	17-19 November 2015	Putrajaya Malaysia
67	SESRIC	Training on Agriculture Statistics (Food Crop Statistics)	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Indonesia	21-22 December 2014	Bangladesh
68	SESRIC	Training on Agriculture Statistics (Animal Husbandry)	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Indonesia	23-24 December 2014	Bangladesh
69	SESRIC	Training on Agriculture, Forestry, Fisheries Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Turkey	23-25 February 2015	Afghanistan
70	SESRIC	Training on Agriculture, Forestry, Fisheries Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Jordan	02-04 March 2015	Sudan
71	SESRIC	Training on Agriculture, Forestry, Fisheries Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Nigeria	16-18 June 2015	The Gambia
72	SESRIC	Training on Agricultural Survey	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-Date Data	National Statistics Office of Turkey	25-27 August 2015	Bangladesh
73	SESRIC	Integrating a Gender Perspective in the Production of Statistics	Workshop	Agriculture	Increasing productivity	SESRIC & UNSD & UNESCWA	01-04 December 2014	Amman Jordan

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
74	SESRIC	Tourism Statistics and Tourism Satellite Accounts	Workshop	Agriculture	Increasing productivity	SESRIC & COMCEC	02-04 December 2014	Ankara Turkey
75	SESRIC	Beneficiary-Oriented Social Assistance Models	Workshop	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity		13-15 October 2015	Ankara Turkey
76	SESRIC	OIC Water Report 2015	Research	Agriculture, Poverty Alleviation	Diverse		October 2015	SESRIC
77	SESRIC	2nd International Islamic Economics and Finance Conference	Conference	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Istanbul Sabahattin Zaim University, International Research and Study Center of Islamic Economics and Finance, Albaraka Turk, Kuveyt Turk, Türkiye Finans, Participation Banks Association of Turkey (TKBB), Borsa İstanbul and World Bank Global Islamic Finance Development Center	11-13 September 2015	Istanbul Turkey
78	SESRIC	The 2015 Meeting of Central Banks and Monetary Authorities of the OIC Member Countries	Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation	Suriname	16-17 November 2015	Suriname
79	SESRIC	FDI Potential and FDI Performance of the OIC Countries	Research	Financial Cooperation	Capital Flovvs		December 2014	SESRIC
80	SESRIC	2nd International Islamic Economics and Finance Summer School	Summer School	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Istanbul Sabahattin Zaim University & International Research and Study Centre of Islamic Economics and Finance	13-15 September 2015	Istanbul Turkey

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
81	SESRIC	Training on Banking, Insurance, Financial Statistics	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Tunisia	26-29 January 2015	Senegal
82	SESRIC	Training on National Accounts: Financial Sector	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Tunisia	08-11 March 2015	Qatar
83	SESRIC	Training on Government Finance Statistics	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Indonesia	06-08 April 2015	Malaysia
84	SESRIC	Training on Institutional Sectors	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Senegal	20-22 April 2015	Togo
85	SESRIC	Training on Banking, Insurance, Financial Statistics	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Tunisia	08-11 June 2015	Algeria
86	SESRIC	Banking, Insurance and Financial Statistics	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	National Agency of Statistics and Demographics (ANSD) in Senegal	26-29 January 2015	Dakar Senegal
87	SESRIC	Postal Financial Services	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Office of Djibouti Post	17-19 February 2015	Djibouti City Djibouti
88	SESRIC	National Accounts: Financial Sector	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation	Ministry of Development Planning and Statistics (MDPS) in Qatar	08-11 March 2015	Doha Qatar
89	SESRIC	Postal Financial Services and Postal Codes-Addressing System	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Gambia Postal Services Corporation (GAMPOST)	13-14 March 2015	Banjul Gambia
90	SESRIC	Parcel, Logistics, Express and Postal Financial Services	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Mauritanian Post Company (Mauripost)	24-25 March 2015	Nouakchott Mauritania
91	SESRIC	Competition Law Enforcement in Regulated Markets and Bid-Rigging	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Antimonopoly Regulation Agency of Kyrgyz Republic	30-31 March 2015	Bishkek Kyrgyzstan
92	SESRIC	Postal Financial Services, Electronic Services and Letter Post Service	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Jordan Post Company& Office of Tunisian Post	05-07 April 2015	Amman Jordan
93	SESRIC	Government Finance Statistics	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Department of Statistics of Malaysia	06-08 April 2015	Putrajaya Malaysia

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
94	SESRIC	Institutional Sectors	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation	General Directorate of Statistics and National Accounting (DGSCN) in Togo	20-22 April 2015	Lome Togo
95	SESRIC	Investor and Financial Community Awareness	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Autoriti Monetari Brunei Darussalam (AMBD)	25-26 May 2015	Bandar Seri Begawan, Brunei Darussalam
96	SESRIC	Financial Stability	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Central Bank of Islamic Republic of Iran	01-02 June 2015	Tehran Iran
97	SESRIC	Financial Statistics and National Accounts Compilations	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	National Statistical Office (ONS) of People's Democratic Republic of Algeria	08-11 June 2015	Algiers Algeria
98	SESRIC	Financial Stability	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Central Bank of Suriname	07-08 July 2015	Paramaribo Suriname
99	SESRIC	Investor and Financial Community Awareness	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation	Qatar Financial Markets Authority	26-27 October 2015	Doha Qatar
100	SESRIC	Training on Informal Sector	Training	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics	National Statistics Office of Indonesia	17-19 November 2015	Malaysia
101	SESRIC	Islamic Banking and Liquidity Management	Workshop	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics	Central Bank of the Republic of Turkey (CBRT) & GIFDC	16-17 November 2015	Istanbul Turkey
102	SESRIC	Disaster Risk Reduction	Meeting	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	UN World Conference on Disaster Risk Reduction (WCDRR) & IDB	17 March 2015	Sendai-Japan
103	SESRIC	Disaster Risk Management Challenges in Sub-Saharan Africa	Meeting	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	SESRIC & IDB	08 June 2015	Maputo Mozambique
104	SESRIC	OIC Health Report 2015	Research	Poverty Alleviation	Diverse		October 2015	SESRIC
105	SESRIC	Measurement of Poverty in OIC Member Countries 2015	Research	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty		June 2015	SESRIC
106	SESRIC	Poverty, Living Conditions and Cross-Cutting Social Issues Statistics	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	National Bureau of Statistics (NBS) of UAE	03-07 May 2015	Abu Dhabi United Arab Emirates

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
107	SESRIC	Regional Poverty Reduction Policies	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	Ministry of Urban Development of Albania	03-04 August 2015	Tirana Albania
108	SESRIC	Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	National Institute of Statistics and Demography (INSD) in Burkina Faso& COMCEC	17-19 August 2015	Ouagadougou Burkina Faso
109	SESRIC	Poverty Reduction Through Small-scale Fisheries	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	Somali Development and Reconstruction Bank (SDRB)	23-27 August 2015	Mogadishu Somalia
110	SESRIC	Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	National Statistical Office (ONS) in Mauritania &COMCEC	24-26 August 2015	Nouakchott Mauritania
111	SESRIC	Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	National Institute of Statistics and Economic and Demographic Studies, (INSEED) in Lomé, Togolese Republic & COMCEC	14-16 September 2015	Lomé Togo
112	SESRIC	Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	National Institute of Statistics (INS) in Abidjan - Republic of Côte d'Ivoire & COMCEC	15-17 September 2015	Abidjan Cote d'Ivoire
113	SESRIC	Training on Education Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Senegal	27-29 January 2015	Benin
114	SESRIC	Training on Analysis of Labour Market Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Morocco	07-09 April 2015	Senegal
115	SESRIC	Training on Health Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Cote d'Ivoire	20-22 April 2015	Benin
116	SESRIC	Training on Income and Consumption Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Cameroon	28-30 April 2015	Cote d'Ivoire
117	SESRIC	Training on Poverty, Living Condition and Cross-cutting Social Issues Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Jordan	03-07 May 2015	United Arab Emirates

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
118	SESRIC	Training on Income and Consumption Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Turkey	11-14 May 2015	Kuwait
119	SESRIC	Training on Labour Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Senegal	27-29 July 2015	Chad
120	SESRIC	Training on Health Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Indonesia	11-13 August 2015	Bangladesh
121	SESRIC	Training on Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Senegal	17-19 August 2015	Burkina Faso
122	SESRIC	Training on Poverty Statistics	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	National Statistics Office of Tunisia	24-26 August 2015	Mauritania
123	SESRIC	Rural Development Policies	Workshop	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources	Agriculture and Rural Development Support Institution (ARDSI)	14-15 May 2015	Ankara Turkey
124	SESRIC	Integration of Waqf and Islamic Microfinance for Poverty Reduction: Case Studies of Malaysia, Indonesia and Bangladesh	Research	Poverty Alleviation, Financial Cooperation	Productive Capacity of the Poor, Visibility of Financial Markets	IIUM (Malaysia)	February 2015	SESRIC
125	SESRIC	International Tourism in OIC Countries 2015	Research	Tourism	Diverse		October 2015	SESRIC
126	SESRIC	Tourism Marketing	Training	Tourism	Capacity Building and Trainin Programs	Gambia Tourism Board, Ministry of Tourism and Culture (MTC) of The Gambia	25-26 March 2015	Banjul Gambia
127	SESRIC	Tourism Statistics	Training	Tourism	Capacity Building and Trainin Programs	State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan (AZSTAT)	18-20 May 2015	Baku Azerbaijan
128	SESRIC	Management of Tourism in Protected Areas	Training	Tourism	Capacity Building and Trainin Programs	Saudi Commission for Tourism and National Heritage (SCTH)	08-10 June 2015	Riyadh Saudi Arabia
129	SESRIC	Tourism Statistics	Training	Tourism	Capacity Building and Trainin Programs	Department of Statistics (DoS) of Malaysia	26-28 October 2015	Putrajaya Malaysia

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
130	SESRIC	Training on Tourism (including Tourism Satellite Accounts) Statistics	Training	Tourism	Capacity Building and Training Programmes	National Statistics Office of Turkey	18-20 May 2015	Azerbaijan
131	SESRIC	Training on Tourism (including Tourism Satellite Accounts) Statistics	Training	Tourism	Capacity Building and Training Programmes	National Statistics Office of Indonesia	26-28 October 2015	Malaysia
132	SESRIC	Training on Culture Statistics	Training	Tourism	Capacity Building and Training Programmes	National Statistics Office of Palestine	24-26 November 2015	Qatar
133	SESRIC	Exploring Tourism Potential of Al-Quds Al-Sherif City	Workshop	Tourism	Capacity Building and Trainin Programs	Ministry of Tourism and Antiquities of State of Palestine	24-25 November 2015	Istanbul Turkey
134	SESRIC	Regional Workshop on Tourism Statistics and Tourism Satellite Accounts	Workshop	Tourism	Capacity Building and Training Programmes	UNWTO. COMCEC, National Statistics Offices of OIC	02-04 December 2015	Turkey
135	SESRIC	Wholesale and Retail Trade Statistics	Training	Trade	Trade Facilitation	State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan (AZSTAT)	20-22 April 2015	Baku Azerbaijan
136	SESRIC	Training on Wholesale and Retail Trade Statistics	Training	Trade	Trade Facilitation	National Statistics Office of Turkey	20-22 April 2015	Azerbaijan
137	SESRIC	Training on Wholesale and Retail Trade Statistics	Training	Trade	Trade Facilitation	National Statistics Office of Turkey	10-12 August 2015	Uganda
138	SESRIC	Parcel, Logistics Services and Express	Training	Transport and Communication	Trade Facilitation	Posta Uganda	24-25 February 2015	Kampala Uganda
139	SESRIC	Fifth Session of OIC Statistical Commission (OIC-StatCom)	Meeting	All Cooperation Areas	Diverse	SESRIC	12-14 May 2015	Ankara Turkey
140	SESRIC	SME Development Strategy Project for Libya	Meeting	Trade	Diverse	SESRIC &OECD& TIKA	29-30 July 2015	Istanbul Turkey
141	SESRIC	OIC Economic Outlook 2015	Research	All Cooperation Areas	Diverse		October 2015	SESRIC
142	SESRIC	Social Security: Human Resource Policies	Symposium	All Cooperation Areas	Diverse	SESRIC & Social Security Institution of the Republic of Turkey	06-07 October 2015	İzmir Turkey

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
143	SESRIC	Second Phase of CPI Re-Basing	Technical Mission	All Cooperation Areas	Diverse	Central Statistics Organization (CSO) of Afghanistan	29 Aug - 04 Sept 2015	Kabul Afghanistan
144	SESRIC	Technical Mission on CPI Re-basing	Technical Mission	All Cooperation Areas	All Cooperation Areas	National Statistics Office of Iran	13-19 June 2015	Afghanistan
145	SESRIC	Technical Mission on Second Phase of CPI Re-Basing	Technical Mission	All Cooperation Areas	Diverse	National Statistics Office of Iran	29 Aug - 04 Sept 2015	Afghanistan
146	SESRIC	Professional Skills for Official Statisticians: Time Management	Training	All Cooperation Areas	Diverse	SESRIC	17-18 February 2015	Tashkent Uzbekistan
147	SESRIC	Waste and Harmful Substances: Medical Wastes	Training	All Cooperation Areas	Diverse	SESRIC	02-04 March 2015	Banjul Gambia
148	SESRIC	Emergency and Disaster Medical Services	Training	All Cooperation Areas	Diverse	International Urla Emergency Disaster Training and Simulation Center in İzmir&TIKA	30 March - 10 April 2015	İzmir Turkey
149	SESRIC	Quality Frameworks and Measurement of Performance of Statistical Systems and Offices	Training	All Cooperation Areas	Diverse	Agency on Statistics under President of the Republic of Tajikistan (TAJSTAT)	01-02 April 2015	Dushanbe Tajikistan
150	SESRIC	Health Statistics	Training	Poverty Alleviation	Diverse	National Institute of Statistics and Economic Analysis (INSAE) in Benin	20-22 April 2015	Cotonou Benin
151	SESRIC	Training on Geographic Information Systems (GIS)	Training	All Cooperation Areas	Diverse	National Statistics Office of Egypt	07-09 September 2015	Tunisia
152	SMIIC	Metrology Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberization	SMIIC GS and SMIIC Metrology Committee	15-16 December 2014	Kocaeli,Turkey
153	SMIIC	Accreditation Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberization	SMIIC GS and SMIIC Accreditation Committee	17-19 March 2015	Sarajevo, Bosnia & Herzegovina

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
154	SMIIC	SMIIC Forum 2015: Standardization and Conformity Assessment on Halal Issues	Conference	Trade	Trade liberization	ESMA (Emirates Authority for Standardization & Metrology)	05.May.15	Dubai, UAE
155	SMIIC	SMIIC TC 1 & SMIIC AC Joint Working Group (JWG) Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberization	SMIIC Committee Members	06-07 May 2015	Dubai, UAE
156	SMIIC	Accreditation Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberization	SMIIC GS and SMIIC Accreditation Committee	29-30 August 2015	İstanbul,Turkey
157	CCO	TPS-OIC Rules of Origin Seminar	Training Seminar	Trade	Operationalization of TPS-OIC Reduced Tariffs	TOBB	Late January 2015	Ankara
158	CCO	5th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Improved insurance mechanisms against payment risk Increased awareness of the existing financing mechanisms	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 26th , 2015	Ankara
159	CCO	6th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Simplified and streamlined trade procedures Enhanced capacity of customs administrations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 17th, 2015	Ankara
160	CCO	5th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Simplified and harmonized visa and custom procedures Facilitated tourism investments and tourist arrivals	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February-5th, 2015	Ankara
161	CCO	6th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Utilized electronic media in promotional efforts to reach target groups rapidly and effectively	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 3rd, 2015	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
162	CCO	5th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	Harmonized legislations, standards and practices in the transport sector of the Member States Improved national transport policy-making and planning capacity of the member states Increased interactions betvveen peer institutions of the Member States Enhanced professional skills of human resources Development of sound infrastructure policies Identified major bottlenecks and assessed funding requirements particularly vvith respect to inter-regional connectivity Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including Public Private Partnerships	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February-12th, 2015	Ankara
163	CCO	6th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	Improved national transport policy-making and planning capacity of the member states Increased interactions betvveen peer institutions of the Member States Enhanced professional skills of human resources Development of sound infrastructure policies Identified major bottlenecks and assessed funding requirements particularly vvith respect to inter-regional connectivity Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including Public Private Partnerships	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 22nd, 2015	Ankara
164	CCO	4th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation/ Developed legal, regulatory and institutional framework Visibility of Financial Markets/Enhanced awareness on Islamic financial market Training, R&D Activities and Statistics/Enhanced monitoring of financial institutions and markets	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 19th, 2015	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
165	CCO	5th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation/ Developed legal, regulatory and institutional framework Training, R&D Activities and Statistics/ Developed platforms for payment and settlement systems and post trade services; Reliable and consistent database of a financial system and creation of indicators of financially sound systems	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 15th, 2015	Ankara
166	CCO	5th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	Improved legal, institutional, structural and administrative frameworks	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 5th, 2015	Ankara
167	CCO	6th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	Promotion of integrated value chain approach	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 8th, 2015	Ankara
168	CCO	5th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Enhanced capacity of the micro-finance institutions and other institutions for supporting the poor Development of vocational education programs for the poor	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 26th, 2015	Ankara
169	CCO	6th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Enhanced civil society engagement in poverty alleviation efforts Streamlined and more efficient allocation of povertyrelated funds in the COMCEC region	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 10th, 2015	Ankara
170	CCO	3rd Annual Meeting of the COMCEC Focal Points	Meeting	All Cooperation Areas	Produce and disseminate knowledge/understanding, share experience and best-practices	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	June 10-11, 2015	Ankara

LIST OF ACTIVITIES
TO BE ORGANIZED BY THE OIC INSTITUTIONS ALIGNED WITH THE COMCEC STRATEGY
December 2015- November 2016

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
1	ICCIA	17th Private Sector Meeting for Promotion of trade and joint venture investment among the OIC	Meeting	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's, IDB	May 2016	Riyadh, Saudi Arabia
2	ICCIA	9th Forum for Businesswomen in Islamic Countries	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's, IDB	May 2016	Riyadh, Saudi Arabia
3	ICCIA	Food Trade Exchange Forum among the Islamic Countries	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD
4	ICCIA	Workshop on Key Infrastructure Development for Rural Growth for OIC Countries	Workshop	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD
5	ICCIA	Annual Halal Conference	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
6	ICCIA	Excellence Award	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD
7	ICCIA	Specialized Workshop on (Food Security / Entrepreneurship Development / Promotion of Tourism Opportunities/Development of SMEs)	Workshop	Trade/Tourism	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD
8	ICCIA	Conference on Muslim Business-owners	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	2016	TBD
9	ICDT	Seminar on e-commerce	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	AIDMO	1-4 December 2015	Casablanca/Morocco
10	ICDT	4th OIC Halal Exhibition	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Sharjah Chamber of Commerce and Industry	8th – 10th December 2015	Sharjah/United Arab Emirates
11	ICDT	2nd Tourism Fair of the OIC Member States	Fair	Tourism	Developing intra-OIC Trade	Sharjah Chamber of Commerce and Industry	8th – 10th December 2015	Sharjah/United Arab Emirates
12	ICDT	Administration of RTAs and the prospects of Regional Integration in the OICAfrican and Arab Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Cooperation and Integration Dept/IDB	21-23 December 2015	Casablanca/ Morocco
13	ICDT	Seminar on Trade in Services in RTAs: What Lessons for the Quad Countries?	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Agadir Technical Unit	21-23 December 2015	Cairo/Egypt

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
14	ICDT	14th Meeting of the Economic Counsellors of the OIC Embassies accredited in Rabat	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Member States	13 January 2016	Rabat/Morocco
15	ICDT	One day seminar on Offshoring in OIC Countries	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Member States	13 January 2016	Rabat/Morocco
16	ICDT	Training workshop on setting-up bankable tourism projects of the Regional Project on Sustainable Tourism Development in a Network of Cross Border Parks and Protected Areas in West Africa	Workshop	Tourism	Developing intra-OIC Trade	SESRIC/ UNTWO/Regional Coordinator(Guinea)	15-17 February 2016	Casablanca/Morocco
17	ICDT	Regional on line Marketing Workshop of the WIEF Foundation	Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade	WIEF	February 2016	Mozambique/Comoros
18	ICDT	2nd African Forum on Halal Business	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/Senegal	3-5 March 2016	Dakar/Senegal
19	ICDT	3rd OIC Health Expo	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Health of the Kingdom of Morocco, OFEC	24th -27th March 2016	Casablanca/ Morocco
20	ICDT	Seminar on Export Auditing for the benefit of Arab Countries	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	FGCCC	1st Quarter 2016	KSA/Egypt

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
21	ICDT	Training Seminar for the benefit of the Member States of the COMESA /ASEAN on "the Trade Preferential System among the OIC Member States (TPSOIC)"	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Dept of Integration and Cooperation of IDB and COMCEC	1st Quarter 2016	Egypt
22	ICDT	Meeting on the observatory of non-tariff barriers within the Internet Web Site of ICDT	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/TPOs/ COMCEC	1st Quarter 2016	Casablanca
23	ICDT	Training Seminar on Exports and Investment Promotion Techniques in the Context of Globalization for the benefit of exporters of the OIC Countries	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Mozambique	1st Quarter 2016	Mozambique
23	ICDT	Seminar on the internationalization of SMEs and one day seminar on TPS/OIC for the benefit of Mozambique	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Mozambique	1st Quarter 2016	Mozambique
24	ICDT	Seminar on "doing business in specific markets"	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	COMESA/WAEMU	1st Quarter 2016	Casablanca
25	ICDT	Seminar on commercial arbitration and dispute settlement under the TPS/OIC	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICIEC/OIC MS	1st Quarter 2016	OIC MS

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
26	ICDT	Preparations of the 3rd Round of Trade Negotiations	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	COMCEC/OIC MS	1st Quarter 2016	OIC MS
27	ICDT	2nd Higher Education Expo and Forum	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/Senegal	9-12 May 2016	Dakar/Senegal
28	ICDT	9th Edition of Agri-food industries in OIC Member Countries	Exhibition	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/KSA	9-12 May 2016	Jeddah / KSA
29	ICDT	15th Trade Fair of the OIC Member States "OIC-EXPO 2015"	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Commerce & Industry of Saudi Arabia	22nd – 26th May 2016	Riyadh/Saudi Arabia
30	ICDT	Meeting of the Global Network of the TPOs of the OIC Member States	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Commerce & Industry of Saudi Arabia; ITFC, TPOs	23rd May 2016	Riyadh/Saudi Arabia
31	ICDT	National Training Seminar on "the Trade Preferential System among the OIC Member States (TPSOIC)"	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministries in Charge of Trade	2nd Quarter 2016	CEMAC/ECOWAS
32	ICDT	Seminar on Exports and Investments Promotion Strategies in the Context of Globalisation	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter of 2016	Mauritania
33	ICDT	3rd African Halal Business Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Senegal
34	ICDT	7th OIC World Biz and 2nd OIC-Central Investment Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Malaysia
35	ICDT	2nd International Conference on offshoring	Conference	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Casablanca/Rabat
36	ICDT	Training Seminar on the Industry of Fairs	Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Turkey
37	ICDT	Forum of the OIC Investment Promotion Agencies	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Casablanca

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
38	ICDT	Launching of the Permanent exhibition of the OIC countries' products at the ICDT's headquarters	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2nd Quarter 2016	Casablanca/ Morocco
39	ICDT	South-South Cooperation Youth innovation technologies Expo and Forum	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/UNDP South-South Cooperation Unit/OMPIC	2016	Sharjah/UAE Casablanca/Morocco
40	ICDT	1st Sports Industries Expo and Forum	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/OIC Fed of Sports Associations/SCCI	2016	Sharjah/UAE
41	ICDT	Administration of RTAs and the prospects of Regional Integration in the OIC English Speaking Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ITFC	2016	Morocco/Turkey
42	ICDT	Training seminar on Exports Techniques in the context of globalisation for the benefit of the Primo-Exporters in the OIC Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	ICDT
43	ICDT	Training seminar in the organisation and participation in fairs and exhibitions for the benefit of the economic operators of the OIC Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	ICDT

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
44	ICDT	Training seminar on the role of International Conventions on Trade and logistics Facilitation in the AMU and WAEMU Countries	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	Casablanca/Morocco
45	ICDT	Seminar on the impact of the TPS/OIC Agreement on the Economies of WAEMU Countries	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	Ouagadougou/Burkina Faso
46	ICDT	Training Seminar on WTO Trade Facilitation Agreement for the benefit of the OIC Member Countries	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Dept. of Integration and Cooperation of IDB/IFTC/OIC MS	2016	OIC MS
47	ICDT	Expert meeting on NTBs to trade	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	Casablanca/ Morocco
48	ICDT	2nd Edition on the forum on "Offshoring sector in the OIC Member States"	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Developing intra-OIC Trade	2016	Casablanca/ Morocco
49	ICDT	Training in parks management for the implementation of the Regional Project on Sustainable Tourism Development in a Network of Cross Border Parks and Protected Areas in West Africa	Workshop	Tourism	Developing intra-OIC Trade	UNTWO/Regional Coordinator(Guinea) /SESRIC/COMCEC	2nd Quarter 2016	Casablanca/ Morocco
50	ICDT	Expert meeting on NTBs to trade	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	ECO Countries	End 2016	Istanbul

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
51	ICDT	Promotion of the city of Konya (Capital of OIC Tourism 2016):	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC GS, IRCICA, ISESCO, Turkey	2016	To be determined
52	ICDT	Training Seminar on the Industry of Fairs	Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade		2016	Kazakhstan
53	ICDT	Forum for the benefit of the Businessmen of the QUAD Countries	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Agadir Technical Unit	2016	Casablanca/Morocco
54	ICDT	Trade Mission of Gambian Businessmen to North Africa	Trade mission	Trade	Developing intra-OIC Trade		2016	Casablanca/Morocco
55	ICDT	Seminar on "doing business in specific markets"	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		2016	West Arica
56	ICDT	Seminar on the Approach of the Markets of the Gulf Countries and Libya	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade		2016	Casablanca/Morocco
57	ICDT	Seminar on multilateral agreements and treaties for trade and logistics facilitation	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	WTO	2016	Amman/ Jordan
58	IDB Group	41st Annual Meeting of the IDB Group	Annual Meeting	Financial Cooperation		Relevant OIC instittuions	15-19 May 2016	Jakarta, Indonesia
59	IDB Group	Intra-OIC trade	Ministerial Consultative Meeting of OIC Trade Ministers on eve of 10th WTO Ministerial Conferene	Trade		ICDT	14 to 18 December 2015	Nairobi, Kenya
60	IDB Group	Workshop on unlocking the potential of regional integration in OIC countries	Workshop	Trade and Transportation		COMCEC, ICDT and relevant UN institutions	Feb-March 2016	TBC

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
61	IDB Group	Forum on Islamic Micro finance for Poverty Alleviation and Capacity Transfer	Forum	Poverty Alleviation and Financial Cooperation		OIC General Secretariat	1st quarter of 2016	Khartoum
62	IDB Group	Workshop on "the Administration of Regional Trade Agreements and the prospects of Regional Integration in OIC countries" ,	Workshop	Trade		ICDT and others	December 2015	Casablanca, Morocco
63	IDB Group	Financial cooperation	Supervision of Islamic Banks for Arab Monetary Fund based in Abu Dhabi	Financial Cooperation		Relevant OIC instittuions	May.16	Abu Dhabi

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
64	IDB Group /ITFC	Aid for Trade Initiative for Arab States - Trade Support Institutions Capacity Development Project - Capacity Development project for enhancing effectiveness of Arab Group Participation in WTO negotiations - Strengthening skills for trade and economic diversification in Egypt and Tunisia - Strengthening the institutional and technical capacity of the Transport and Tourism Department at the Arab League Secretariat, Economic Section FTTC Youth Training & Employment for Trade	Capacity Building programs/studies/trainings, technical assistance projects	Trade			Proposed work plan for December 2015-2016	

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
65	IDB Group	Special Program For Central Asia	Technical Assistance/capacity Building programs/trainings for the preparation and implementation National Trade Facilitation Programs Training Programs of Trade Facilitation Training Program on Trade Finance/Export Credit	Trade			Implementation is expected to be launched in 2quarter of 2016	Beneficiary countries
66	IDB Group /ITFC	Arab Africa Trade Bridge Programs	Buyers-Sellers Meetings in UAE, Morocco Training Course on Trade Information and Mapping Training Course on Export Strategy & Int'l Marketing Training Course on Trade Finance and Export Credit Insurance	Trade				
67	IDB Group /ITFC	Trade Development Forum	Seminars, business matching events	Trade			4th quarter of 2016	Dubai, UAE

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
68	IDB Group	IDBG-WBG Deep Dive Initiative Trade and Transport Facilitation Component	***Proposed Activities*** Regional Seminars for information sharing and project identification on customs reform and modernization projects Studies for the preparation of cross border trade facilitation programs	Trade			2016	Beneficiary countries
69	OISA	Visit to Turkish Shipbuilding & Repair Yards	Visit	Transport and Communicatio n	(1) Promoted relevant internatioanl agreements and regulations in member states (2) Hormonized legislations, standards and practices in the transport sector of member states (3) Enhanced professional skills of human resources (4) Improved services deliver and expedited procedures (5) Development of sound infrastructure policies (6) Identified major bottlenecks and assesed funding requirements particularly with respect to inter-regionaly connectivity.	OISA members and GISBIR	February 2016	Istanbul

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
70	OISA	Promote shipping in OIC countries and strengthen relationship between OISA and Khan Brothers Shipbuilding Ltd (KBSBL)	Cooperation / Signing Memorandum of Understanding	Transport and Communicatio n	(1) Promoted relevant internatioanl agreements and regulations in member states (2) Hormonized legislations, standards and practices in the transport sector of member states (3) Enhanced professional skills of human resources (4) Improved services deliver and expedited procedures (5) Development of sound infrastructure policies (6) Identified major bottlenecks and assesed funding requirements particularly with respect to inter-regionaly connectivity.	OISA & KBSBL	April 2016	Bangladesh

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
71	OISA	Meeting with International Maritime Organization and Islamic Protection and Indemnity Club for deepening relationship between IMO & IPIC	Meeting	Transport and Communicatio n	(1) Improved national transport policy-making and planning capacity of member states (2) Increased interactions between peer institutions of member states (3) Enhance professional skills of human resources (4) Improved service delivery and expited procedures. (5) Development of sound infrastructure policies (6) Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including public private partnership	IMO , IPIC, some Member Companies	To be determined	Dubai
72	SESRIC	The State of Agriculture in the Member Countries of D-8	Research	Agriculture	Diverse	D-8	2016	SESRIC
73	SESRIC	Food lose and Waste in OIC Countries	Research	Agriculture	Increasing Productivity		2016	SESRIC
74	SESRIC	Agriculture and Food Security in OIC Member Countries 2016	Research	Agriculture	Diverse		2016	SESRIC
75	SESRIC	Seed Development: Biotechnology Studies	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Senegal

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
76	SESRIC	Seed Development: Laboratory Tests and Certificates, Agricultural Combat: Plant Diseases, Pests and Weed Control	Training	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity		2016	Togo
77	SESRIC	Land Management: Land Conservation, Improvement and Erosion	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Palestine
78	SESRIC	Agronomy: Soil Tillage	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Malaysia
79	SESRIC	Cotton Statistics	Training	Agriculture	Reliable and Up-to-date Data		2016	Cameroon
80	SESRIC	Organic cotton	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Sudan
81	SESRIC	Waste Management	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Pakistan
82	SESRIC	Environmental Law & Regulations: Environmental Impact Assessment (EIA)	Training	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity		2016	Tunisia
83	SESRIC	Waste Management	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Maldives
84	SESRIC	Grand Water Management	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Indonesia
85	SESRIC	Water Resources Management	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Togo
86	SESRIC	Water Resource Management	Training	Agriculture	Increasing productivity		2016	Senegal
86	SESRIC	Cotton Development-2016 & 17	Workshop	Agriculture	Regulatory Framework and Institutional Capacity		2016	SESRIC
87	SESRIC	Stakeholders Meetings on Islamic Banking and Finance Statistics	Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	World Bank Global Islamic Finance Center	Q1 of 2016	Turkey

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
88	SESRIC	Government Finance in OIC Countries	Research	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation		2016	SESRIC
89	SESRIC	Measuring Financial Openness in OIC countries	Research	Financial Cooperation	Training, R&D Activities and Statistics		2016	SESRIC
90	SESRIC	Risk Management in Islamic Finance	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics		2016	Guinea
91	SESRIC	Financial Stability	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics		2016	Jordan
92	SESRIC	Macroeconomic Modelling	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation		2016	Indonesia
93	SESRIC	Corporate Finance: Introduction to M&A Transactions	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics		2016	Tunisia
94	SESRIC	Islamic Debt and Equity Markets and Products	Training	Financial Cooperation	Capital Flows		2016	Niger
95	SESRIC	Actuarial and Financial Management	Training	Financial Cooperation	Training , R&D Activities and Statistics		2016	Tacikistan
96	SESRIC	Postal Financial Services and Postal Codes-Addressing System	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation		2016	Qatar
97	SESRIC	Postal Financial Services, Electronic Services and Letter Post Service	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation		2016	Sudan
98	SESRIC	Postal Financial Services and Postal Codes-Addressing System	Training	Financial Cooperation	Regulatory and Supervisory Cooperation		2016	Brunei

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
99	SESRIC	The Role of OIC's Emerging Donors in International Cooperation	Research	Financial Cooperation, Poverty Alleviation	Capital Flows, Aid Effectiveness		2016	SESRIC
100	SESRIC	Development Aid Effectiveness in OIC countries	Research	Financial Cooperation, Poverty Alleviation	Aid Effectiveness, Capital Flows		2016	SESRIC
101	SESRIC	Urban Development in OIC Countries	Research	Poverty Alleviation	Diverse	UN-Habitat	2016	SESRIC
102	SESRIC	Study on Syrian Refugee Crises	Research	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources, Diverse		2016	SESRIC
103	SESRIC	Regional poverty reduction policies	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources		2016	Pakistan
104	SESRIC	Regional poverty reduction policies	Training	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources		2016	Togo
105	SESRIC	Regional Workshop on Poverty (MPI) Index	Workshop	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	COMCEC, IDB, OPHI, NSOs of OIC Member Countries	30 Nov. - 6 De. 2015	Senegal
106	SESRIC	The State of Tourism in the Member Countries of D-10	Research	Tourism	Regulatory Framework, Diverse	D-8	2016	SESRIC
107	SESRIC	Regional Workshop on Tourism Satellite Accounts	Workshop	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	UNWTO, NSOs of OIC Member Countries	30 Nov. - 3 Dec. 2015	Kazakhstan
108	SESRIC	Workshop on Accommodation Statistics	Workshop	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	Ministry of Culture and Tourism of Turkey	Q2 of 2016	Turkey
109	SESRIC	Mergers and acquisitions	Training	Trade	Trade Facilitation		2016	Pakistan
110	SESRIC	Mergers and acquisitions Economic analysis	Training	Trade	Trade Facilitation		2016	Niger
111	SESRIC	Competition advocacy	Training	Trade	Trade Facilitation		2016	Yemen

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
112	SESRIC	The State of Transportation in the Member Countries of D-9	Research	Transport and Communications	Transport Infrastructure Policies	D-8	2016	SESRIC
113	SESRIC	VET School under IUIU	Project	All Cooperation Areas	Diverse	İSMEK	2016	Uganda
114	SESRIC	D-8 Economic Outlook Report 2016	Research	All Cooperation Areas	Diverse	D-8	2016	SESRIC
115	SESRIC	OIC Economic Outlook 2016	Research	All Cooperation Areas	Diverse		2016	SESRIC
116	SESRIC	Performance of OIC Countries towards Achieving the MDGs	Research	Poverty Alleviation	Diverse		2016	SESRIC
117	SESRIC	Study Visit on Peer Review	Study Visit	All Cooperation Areas	Diverse	EuroStat, TurkStat	Q4 of 2016	Luxembourg
118	SESRIC	SESRIC Side Event in the Margins of the 47th UNSC	Technical Meeting	All Cooperation Areas	Diverse	NSOs of OIC Member Countries	Q1 of 2016	USA
119	SESRIC	Expert Group Meeting on Peer Review (2 EGMs)	Technical Meeting	All Cooperation Areas	Diverse	EuroStat, TurkStat	Q1 and Q3 of 2016	Turkey
120	SESRIC	Occupational Health, Occupational Diseases and Basic Occupational Health Services	Training	Poverty Alleviation	Diverse		2016	Turkey
121	SESRIC	Occupational Health, Occupational Diseases and Basic Occupational Health Services	Training	Poverty Alleviation	Diverse		2016	Niger
122	SESRIC	Railway Management	Training	Transport and Communications	Diverse		2016	Brunei

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
123	SESRIC	Cross-border Activities	Training	Transport and Communications	Diverse		2016	Comoros
124	SESRIC	Railway Management	Training	Transport and Communications	Diverse		2016	Bangladesh
125	SESRIC	Labour Market Analysis Training for Cameroonian Experts	Training	Poverty Alleviation	Diverse	MoE, İŞKUR, IDB, TİKA	2016	SESRIC
126	SESRIC	Civil registration systems for refugees and internally displaced persons	Training	Poverty Alleviation	Diverse	NOCR, Iran	2016	Qatar
127	SESRIC	Management of Labour Mobility	Training	All Cooperation Areas	Diverse	ANAPEJ	2016	Togo
128	SESRIC	Public Employment Services Funding	Training	Poverty Alleviation	Diverse	ANAPEJ	2016	Sudan
129	SESRIC	General Health Insurance	Training	Poverty Alleviation	Diverse		2016	Togo
130	SESRIC	Strengthening local government management capacities, Land and property dispute resolution legislation and mechanisms	Training	Poverty Alleviation	Diverse	UN-Habitat	2016	Albania
131	SESRIC	Multi-Country Tobacco Questions for Surveys (TQS) Workshop	Workshop	Agriculture	Diverse	WHO, CDC, CDC Foundation	March/April 2016	Turkey
132	SMIIC	Building and Enhancing Standardization, Metrology and Accreditation Capacity in the SMIIC LDC Member States	Workshop/Training	Trade	Simplified and streamlined trade procedures	COMCEC PCM	To be decided, 2016	To be decided

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
133	SMIIC	Building and Enhancing Standardization, Metrology and Accreditation Capacity in the OIC Member States	Workshop/Training	Trade	Simplified and streamlimed trade procedures	Islamic Development Bank (IDB)	To be decided, 2016	North African Arabic Speaking Countries; African French Speaking Countries; African English Speaking Countries; Central Asian Countries (CACs)
134	SMIIC	SMIIC/TC1 Halal Food Issues Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Technical Committee	To be decided, 2016	To be decided
135	SMIIC	SMIIC/TC2 Halal Cosmetic Issues Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Technical Committee	To be decided, 2016	To be decided
136	SMIIC	Training on Pressure, Dimensional, Electrical Metrology	Technical Training	Trade	Trade liberalization	TÜBİTAK-UME	19-23 October 2015	Kocaeli, Turkey
137	SMIIC	Training on Legal Metrology, Chemistry, Temperature, Mass and Frequency and Mass	Technical Training	Trade	Trade liberalization	Institute of Metrology of Bosnia and Herzegovina (IMBIH)	October 2015	Sarajevo, Bosnia & Herzegovina
138	SMIIC	SMIIC Halal Conference	Conference	Trade	Trade liberalization	DSM (Department of Standards Malaysia)	14-15 December 2015	Kuala Lumpur, Malaysia
139	SMIIC	1st OIC Stakeholders' Forum on Unified Halal Food Standards and Procedures	Conference	Trade	Trade liberalization	OIC General Secretariat	09-10 December 2015	Jeddah / KSA
140	SMIIC	Training Program for the Chairmen and Secretaries of the Committees of SMIIC	Technical Training	Trade	Institutional and Human Capacity	SMIIC GS and SMIIC Technical Committees	Last Quarter of 2015	İstanbul / Turkey
141	SMIIC	Accreditation Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Elimination of Non Tariff Barriers	SMIIC and SMIIC Accreditation Committee	To be decided, 2016	To be decided
142	SMIIC	Metrology Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade Facilitation	SMIIC and SMIIC Metrology Committee	To be decided, 2016	To be decided

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
143	SMIIC	Training on Halal Food and ISO 22000 Food Safety Management System	Workshop/Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2016	To be decided
144	SMIIC	Training on Halal Cosmetic and Good Manufacturing Practice (GMP)	Workshop/Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2016	To be decided
145	SMIIC	Training on ISO 17025 Laboratory Accreditation & Halal Requirements	Workshop/Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2016	To be decided
146	SMIIC	ISO 17021 & ISO 17065 & Halal Requirements (for Halal Manufacturers)	Workshop/Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2016	To be decided
147	SMIIC	Training of Halal Food Expert & Halal Auditor	Workshop/Training	Trade	Institutional and Human Capacity	SMIIC Member States	To be decided, 2016	To be decided
148	SMIIC	Training of Halal Assessors for Accreditation	Workshop/Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC AC Members	To be decided, 2016	To be decided
149	SMIIC	Exchanging Experiences of SMIIC Member States on Halal Certification and Related Issues	Conference	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	April/May 2016	Istanbul/Turkey
150	SMIIC	8th Meeting of SMIIC General Assembly	Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	April/May 2016	Istanbul/Turkey
151	CCO	7th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Elimination of Non Tariff Barriers Simplified and streamlined trade procedures	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 25, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
152	CCO	8th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Simplified and streamlined trade procedures Enhanced capacity of customs administrations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 6th, 2016	Ankara
153	CCO	7th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Diversified tourism products and destinations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 4th, 2016	Ankara
154	CCO	8th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Diversified tourism products and destinations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 1st, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
149	CCO	7th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	Improved national transport policy-making and planning capacity of the member states Increased interactions betvveen peer institutions of the Member States Enhanced professional skills of human resources Development of sound infrastructure policies Identified major bottlenecks and assessed funding requirements particularly vvith respect to inter-regional connectivity Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including Public Private Partnerships	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 24th, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
150	CCO	8th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	Harmonized legislations, standards and practices in the transport sector of the Member States Improved national transport policy-making and planning capacity of the member states Increased interactions betvveen peer institutions of the Member States Enhanced professional skills of human resources Development of sound infrastructure policies Identified major bottlenecks and assessed funding requirements particularly vvith respect to inter-regional connectivity Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including Public Private Partnerships	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 27th, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
151	CCO	6th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation/ Developed legal, regulatory and institutional framework Visibility of Financial Markets/Enhanced awareness on Islamic financial market Training, R&D Activities and Statistics/ Developed human resources and increased financial literacy	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 17th, 2016	Ankara
152	CCO	7th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation/ Developed legal, regulatory and institutional framework Visibility of Financial Markets/Enhanced awareness on Islamic financial market Training, R&D Activities and Statistics/ Developed human resources and increased financial literacy	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 20th, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
153	CCO	7th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	Provision of know-how and technology	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 3rd, 2016	Ankara
154	CCO	8th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	Provision of know-how and technology	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 13th, 2016	Ankara
155	CCO	7th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Enhanced capacity of the micro-finance institutions and other institutions for supporting the poor Streamlined and more efficient allocation of povertyrelated funds in the COMCEC region	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 11th, 2016	Ankara

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevant Output Area/Expected Outcomes in the COMCEC Strategy	Partners	Date	Venue
156	CCO	8th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Development of effective aid strategies and policies Enhanced civil society engagement in poverty alleviation efforts Enhanced capacity of the micro-finance institutions and other institutions for supporting the poor Streamlined and more efficient allocation of povertyrelated funds in the COMCEC region Fulfilled commitments of financial contributions by the member states to the existing funds	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	November 3rd, 2016	Ankara
157	CCO	4rd Annual Meeting of the COMCEC Focal Points	Meeting	All Cooperation Areas	Produce and disseminate knowledge/understanding, share experience and best-practices	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	June 2016	Ankara

ANNEXE

7

Original : Anglais

ALLOCUTION DE CLÔTURE DE S.E. DR. CEVDET YILMAZ, MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE (Istanbul 26 novembre 2015)

Honorables Ministres,

Distingués délégués,

Nous venons d'achever, avec des résultats concrets sur divers points de l'ordre du jour, une autre session critique du COMCEC.

Nous sommes maintenant plus proches que jamais de lancer la mise en œuvre réelle du TPS-OIC et du PRETAS avec la date cible du 1er mars 2016 convenue par la Réunion informelle des Ministres des Pays participants au PRETAS. Ce développement bienvenu augmentera davantage le commerce intra-OCI qui représente maintenant près de 19 pourcent du total du commerce de nos pays. En plus d'avoir réduit les importants taux tarifaires, nous devons aussi prendre les mesures nécessaires pour alléger les problèmes structurels comme les coûts de transport plus élevés, les lourdes procédures, et les différentes pratiques concernant les normes techniques.

Saisissant cette occasion, j'invite à nouveau cordialement les autres Etats membres à achever au plus vite les exigences nécessaires afin de devenir un élément de cet important système.

En plus d'améliorer le commerce intra-OCI, nous devrions également prendre des mesures de promotion des investissements intra-OCI. En tant que force cruciale de développement, de croissance économique, de création d'emploi et d'allègement de la pauvreté, l'investissement est pour nous d'une importance primordiale. Ainsi, il nous faut des mesures rapides pour améliorer notre environnement de l'investissement, l'efficacité de nos institutions publiques et privées connexes, encourager l'investissement privé, attirer les investissements étrangers directs et améliorer l'efficacité de l'investissement. De plus, nous pouvons utiliser des outils efficaces comme les Partenariats Public-Privé pour réaliser les lourds investissements d'infrastructure.

Excellences,

Distingués délégués,

La Stratégie du COMCEC a apporté du dynamisme à nos efforts de coopération. Elle est un atout important pour la consolidation de la coopération entre nos pays membres et les institutions de l'OCI. Je constate avec plaisir que la Stratégie du COMCEC a été mise en œuvre efficacement par le biais de ses mécanismes de mise en œuvre, à savoir les groupes de travail, et du mécanisme de financement de projets du COMCEC. Ces mécanismes sont très essentiels pour mobiliser les ressources humaines et

institutionnelles de nos pays membres. Je suis ravi de constater que nos pays membres ont participé activement aux réunions des groupes de travail, qui constituent des occasions importantes pour atteindre une compréhension commune et un rapprochement des politiques entre nos pays membres afin de résoudre nos problèmes communs.

C'est un grand plaisir pour moi également de remarquer que le mécanisme de financement de projets du COMCEC est de plus en plus utilisé par nos pays membres. Dans les deux premières années de sa mise en œuvre, 22 projets ont été rendus opérationnels avec succès. Je tiens à souligner que ce mécanisme représente une occasion appropriée pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles en tant qu'outil de soutien à la politique dans nos pays membres via des projets communs. Il servira également à développer une culture de collaboration dans la mise en œuvre des projets communs par nos pays ainsi que par les institutions de l'OCI.

En outre, des séances spécialisées organisées pour formuler des recommandations de politique dans les domaines relatifs aux discussions aboutissent à des résultats significatifs. Depuis cette tribune, je voudrais inviter nos pays membres frères, qui ne sont pas inscrits aux groupes de travail, de le faire prochainement et d'assurer une participation active et régulière des experts estimés de leurs pays aux réunions des groupes de travail pertinents dans la période à venir. Je voudrais également appeler les Etats membres à tenir dûment compte des recommandations de politique en vue de leur réalisation, à travers, entre autres, la Gestion du cycle de projet du COMCEC, d'autres mécanismes disponibles au sein de la famille de l'OCI et d'autres méthodes qu'ils jugeront appropriées.

Comme toujours, la Turquie est prête à partager ses expériences dans divers secteurs avec les pays membres, dans un esprit d'apprentissage commun. Nos capacités devraient être réunies à la fois pour relever les défis croissants de développement que nous confrontons ainsi que pour assurer la durabilité de nos capacités.

Honorables Ministres,

Distingués délégués,

La pauvreté demeure un grave problème dans certains de nos pays, en particulier dans les PMA. Pour les sociétés prospères, nous devons résolument lutter contre la pauvreté, laquelle se traduit par diverses formes de privation, y compris les maladies, l'analphabétisme, le chômage, l'improductivité et d'autres problèmes sociaux.

Gardant à l'esprit ces problèmes persistants, l'agenda mondial pour le développement a pris une nouvelle tournure pour 2030 et nous avons devant nous une nouvelle mission afin de mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Compte tenu de l'importance de cette question, le thème de « L'Agenda pour le Développement Post-2015 et les Défis de Développement de la Oumma Islamique : Améliorer la Prestations des Services de base » a été choisi pour la Session d'Echange de Vues de cette année. Deux mois seulement après l'adoption des ODD, nous en avons discuté et avons pris des décisions importantes en vue de leur mise en œuvre

réussie et de leur suivi. Nous devons continuer cet exercice opportun en prenant des mesures judicieuses dans la période à venir.

J'aimerais souligner que la mise en œuvre réussie des ODD dépend, avant tout d'une forte appartenance. Lors de la période de mise en œuvre, nous devons sensibiliser nos nations sur les ODD, y compris tous les segments de la société, les ONG et la bureaucratie. Comme vous le savez tous, l'un des graves défis auquel nous avons fait face à l'ère des OMD était la prise de conscience insuffisante.

Cela dit, j'aimerais souligner qu'aujourd'hui nous sommes dans un monde plus développé en termes de technologies de communication à travers l'usage répandu des TIC, le réseau des médias, le média social et autres réseaux. Cependant, nous sommes aujourd'hui bien mieux placés pour renforcer la sensibilisation publique et le sentiment d'appartenance dans nos pays par l'utilisation complète des outils de communication. Accompagnés, donc, par les institutions publiques, les ONG et les citoyens, nous devons créer un sentiment d'appartenance forte et saine.

Par ailleurs, l'affectation de ressources financières suffisantes, le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, la surveillance stricte et le suivi ainsi qu'une solide coopération entre toutes les parties prenantes sont également des facteurs de succès déterminants pour la mise en œuvre efficace des ODD. La coopération internationale étroite et l'échange des connaissances techniques sont également requis.

Moi, personnellement, je suis convaincu que l'éducation et la formation représentent la pierre angulaire de la mise en œuvre réussie des ODD. D'après les indicateurs, je peux déduire qu'il nous reste encore beaucoup d'efforts à déployer dans le domaine de l'éducation. Tandis que le taux mondial moyen d'alphabétisation entre adultes est de 81 pour cent, celui-ci tend à la baisse, dans quelques-uns de nos Pays Membres les Moins Développés, pour n'enregistrer que 25-30 pour cent. C'est pourquoi, nous devons améliorer nos systèmes éducatifs tout en les rendant accessibles à tous citoyens.

Chers participants,

Permettez-moi de conclure mes remarques en vous exprimant ma gratitude à toutes les délégations des pays membres, au Secrétariat Général de l'OCI, aux Institutions de l'OCI et aux organisations internationales pour leurs précieuses contributions. J'aimerais également réitérer mes sincères remerciements au Bureau de Coordination du COMCEC, aux traducteurs, aux interprètes et à tous les collègues pour leurs efforts déployés afin de couronner de succès significatif ladite Session. J'espère que nos discussions, échanges de vue et résolutions aboutiront sur des résultats fructueux pour les Pays Membres et renforceront notre coopération en tant que Oumma Islamique.

Je vous souhaite un départ empli de beaux souvenirs d'Istanbul et un bon voyage de retour.

Je vous remercie. Esselamu alaikum ve Rahmetullah ve Barakatuhu.

ANNEXE

8

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES POUR LA SESSION D'ECHANGE DE VUES DE LA 31ème SESSION DU COMCEC

La 30ème Session du COMCEC a décidé que « l'Agenda du Développement Post-2015 et les défis du développement auxquels l'Oumma Islamique fait face: l'amélioration de la prestation des services de base», soit le thème de la Session de l'Echange de Vues de la 31ème Session du COMCEC et a demandé au Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté de proposer des recommandations de politique sur le sujet mentionné ci-dessus et de soumettre un rapport à la 31ème Session du COMCEC.

Dans ce cadre, les participants, à la lumière des discussions qui ont eu lieu au cours de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté, des conclusions de l'Etude Conjointe du COMCEC-BID sur les facteurs de succès essentiels pour la mise en œuvre des ODD et du rapport de recherche préparé particulièrement pour cette Réunion, ont mis au point les défis et les problèmes suivants ainsi que les options de politique possibles à propos de la mise en œuvre des ODD dans les pays membres.

Défis et problèmes:

Les participants, parallèlement aux discussions qui ont eu lieu lors de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la pauvreté qui couvraient les systèmes de prestation des services de base dans les pays membres et les facteurs clés de succès (à savoir la gouvernance, les données et le suivi, le renforcement des capacités, le financement et la cohérence des politiques) pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, ont souligné les défis et les problèmes éventuels suivants dans le cadre de la phase de mise en œuvre des ODD dans les Pays membres de l'OCI:

- La coordination inadéquate dans / entre les pays membres et les institutions compétentes dans les domaines liés aux ODD.
- L'insuffisance des ressources financières pour la mise en œuvre des ODD.
- Les lacunes en matière de données dans les pays membres, comme le manque des données désagrégées, comparables, opportunes et de qualité, qui sont très importantes pour le suivi et l'examen de la mise en œuvre des ODD.
- La faiblesse des systèmes statistiques des pays membres en raison de la faible capacité, à la fois, des bureaux de statistiques nationaux et des institutions nationales concernées et la coordination inefficace.
- La faiblesse de la capacité institutionnelle et humaine ainsi que l'insuffisance des infrastructures pour la réalisation des ODD dans les pays membres.
- Les effets défavorables de la mauvaise gouvernance sur les efforts de développement des pays membres à cause du manque de transparence et de l'accès à l'information, des pratiques bureaucratiques compliquées, de l'exclusion des parties prenantes du processus de prise de décision et de la réactivité insuffisante des administrations publiques.

- La faible participation des citoyens, tant dans la conception que dans la mise en œuvre de la prestation des services de base et le nombre limité des citoyens au niveau des fournisseurs de services de base.
- La faiblesse des systèmes de suivi et d'examen pour les programmes en cours.
- Le manque de sensibilisation du public à propos des ODD et leur mise en œuvre.
- La nécessité d'assurer un environnement paisible et favorable à la mise en œuvre réussie des ODD dans certaines parties de l'OCI.
- L'insuffisance des capacités des pays membres à préparer / développer et mettre en œuvre des projets afin qu'ils puissent utiliser le CGP du COMCEC et d'autres mécanismes de financement possibles.

Recommandations de politique:

Compte tenu des défis et des problèmes mentionnés ci-dessus, les participants de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la pauvreté ont préparé une série de recommandations de politique susceptibles de promouvoir la mise en œuvre effective des ODD dans les pays membres de l'OCI. Les recommandations sont les suivantes:

Au niveau national

- Encourager les pays membres à aligner les politiques qui ont un impact sur la réalisation des ODD dans la mesure du possible.
- Encourager les pays membres à intégrer les ODD à l'échelle des plans de développement, des stratégies, des programmes et des projets nationaux.
- Encourager les pays membres à intégrer les indicateurs relatifs aux ODD dans leurs systèmes de collecte de données, y compris les Recensements et les Enquêtes.
- Encourager les pays membres à améliorer la gouvernance dans tous les domaines en assurant la transparence, l'accès facile à l'information, la prévisibilité et la participation des parties concernées.
- Améliorer la gouvernance dans la chaîne de prestation des services de base à travers la sensibilisation du public, l'amélioration du suivi et de l'examen des programmes en cours et / ou futurs, et en favorisant la participation directe des citoyens à la prestation de services en utilisant des modèles de participation communautaire, des coopératives et des mécanismes de plaintes et de réponses.
- Désigner une institution ou un organisme faisant autorité comme agent de coordination et de suivi de la mise en œuvre des ODD.
- Assurer la participation active de la société civile, des ONG, du monde des affaires, des milieux scientifiques et universitaires dans le processus de mise en œuvre des ODD.
- Diversifier les fournisseurs de services de base grâce à l'engagement des entreprises privées, en assurant une concurrence entre les fournisseurs sous la supervision et la surveillance des gouvernements centraux et en utilisant les mécanismes de partenariat public-privé.

- Elaborer un cadre financier pour une meilleure réalisation des ODD avec les ressources nationales possibles et les contributions éventuelles des pays donateurs et des institutions internationales.
- Soutenir les efforts de mobilisation des revenus nationaux des pays membres concernés par le biais des programmes de renforcement des capacités / activités comme la collecte des impôts ; ce qui pourrait être une composante essentielle du cadre de financement des ODD.
- Améliorer le partenariat et la coopération pour mobiliser et utiliser efficacement le financement public international, encourager le secteur privé national et international, stimuler le commerce ainsi que les investissements et attirer les investissements d'IED dans les pays de l'OCI.
- Renforcer la solidarité entre les pays membres par, entre autres, l'amélioration du soutien accordé par les pays membres à revenu élevé aux pays en développement dans la mise en œuvre des ODD.
- Encourager les pays membres de l'OCI à intégrer des instruments de finance islamique afin de promouvoir la stabilité financière, l'inclusion financière dans leurs systèmes financiers en tant que mécanisme complémentaire du financement de la mise en œuvre des ODD et pour financer des projets d'infrastructures de grande envergure.
- Encourager les pays membres à accroitre l'utilisation / l'efficacité des mécanismes / des instruments islamiques comme les Waqfs, la zakat, la Sadaqa pour mieux contribuer au financement et à la mise en œuvre des ODD.
- Améliorer les mécanismes de suivi pour une meilleure mise en œuvre des ODD.

Au niveau de l'OCI

- Une approche globale et holistique, accompagnée des ressources humaines, institutionnelles et financières nécessaires, doit être développée pour la réalisation efficace des ODD afin d'atteindre les objectifs ambitieux des ODD au sein de l'OCI.
- Intégrer les ODD dans les documents pertinents de l'OCI à la mesure du possible.
- Encourager les institutions de l'OCI à intégrer et à refléter les vues et les contributions de la société civile, des ONG, du monde des affaires, des milieux scientifiques et universitaires, autant que possible, dans leurs activités de mise en œuvre des ODD.
- Développer des mécanismes de coopération efficaces impliquant les pays / organisations de l'OCI et les pays / organisations qui ne sont pas membres de l'OCI pour la mise en œuvre réussie des ODD.
- Améliorer la capacité des institutions de l'OCI à fournir de meilleurs services aux Etats membres pour la mise en œuvre effective des ODD.
- Encourager les institutions de l'OCI à promouvoir une utilisation plus grande et plus efficace des services islamiques financiers dans les pays membres de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre des ODD.
- Améliorer les programmes de renforcement des capacités actuels et les initiatives telles que SESRIC-StatCaB et la BID - StatCaB et développer

d'autres initiatives semblables qui peuvent améliorer la capacité des bureaux statistiques nationaux (BSN) ainsi que les capacités statistiques des institutions concernées.

- Mettre en place / développer des banques de données pour les statistiques relatives aux ODD parallèlement au système des Nations Unies et aux pratiques convenues au niveau international.
- Harmoniser les méthodes de collecte de données relatives aux ODD afin de combler les lacunes de données et de produire des ensembles de données et de statistiques comparables.
- Aider les pays membres à améliorer leur préparation / développement de projet et leur capacité de mise en œuvre comme dans le Mécanisme de Financement du Projet du COMCEC, le programme du renforcement des liens de la BID, l'OCI-PFP du SESRIC ainsi que dans la conception et la préparation des PPP, en vue d'une meilleure utilisation des fonds pour la réalisation des ODD.
- Améliorer la capacité institutionnelle et financière de la BID et le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) à fournir un soutien financier et technique accru aux pays membres en développement revenu pour la mise en œuvre de des ODD.

ANNEXE

9

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DES RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL

1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

1.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 5EME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce a organisé avec succès sa 5ème réunion, le 26 mars 2015, à Ankara sous le thème de *« la Promotion du Rôle des Eximbanks/des Agences de Crédit à l'Exportation (ACE) dans les Etats Membres de l'OCI »*. Lors de la réunion, les participants ont discuté certaines questions de politique cruciales qui ont également figuré dans l'étude analytique soumise à la réunion du groupe de travail, les questions de politique et les questions de politique envoyées aux Etats Membres par le Bureau de Coordination du COMCEC. Après l'examen de ces questions et après avoir souligné l'importance des Agences de Crédit à l'Exportation (ACE) pour les exportations des Etats membres, le Groupe de Travail a suggéré les recommandations de politique ci-dessous.

Recommandations:

- **Les Etats Membres sont encouragés à examiner et à évaluer les besoins de financement de leurs exportateurs**

Les exportateurs ont besoin d'une variété de financement et de produits de gestion des risques à de différents stades du cycle de l'exportation. Certains de ces besoins sont couverts par leur relation bancaire quotidienne tandis que d'autres représentent des risques et des exigences au-delà des services qu'une banque commerciale devrait normalement être capable à offrir, comme la fourniture d'une garantie contre le risque lié à l'acheteur étranger. Comprendre et évaluer les besoins des exportateurs est une mesure de politique importante qui doit être prise par les gouvernements.

- **Les Etats Membres sont invités à renforcer la coopération transactionnelle entre leurs ACE**

En raison de la nature du commerce international, les ACE sont naturellement poussées à collaborer entre eux. Dans le cas où la production peut avoir lieu dans un pays et l'approvisionnement en moyens de production peut provenir de nombreux pays, cela peut signifier que les exportateurs ou les entrepreneurs doivent négocier le financement avec une gamme d'ACE pour rassembler un fonds provenant de multiples sources. Au cours des dernières années, certaines ACE des pays avancés ont rencontré cette difficulté et ont signé une série d'accords de coopération / réassurance entre eux.

La tendance à ce type de coopération est en augmentation puisque des chaînes de valeur mondiales prolifèrent. Ces modèles de coopération pourraient servir d'exemples inspirants pour les Etats Membres de l'OCI. Cependant, il y a eu un certain nombre

d'exemples de ces dispositions prises par les ACE de l'OCI avec la SIAICE mais pas entre les ACE nationales de l'OCI.

- **Les Etats Membres sont encouragés à examiner la solidité de leurs ACE dans le but d'améliorer la performance globale de l'ACE**

Une ACE efficace est durable sur les plans opérationnel et financier. Son expertise est bien reconnue et recherchée, son portefeuille est géré d'une manière active et ses processus internes ne sont pas bureaucratiques. En outre, une ACE efficace met en équilibre une gamme de besoins et d'intérêts des parties prenantes, y compris le gouvernement, les exportateurs et les sources privées de financement et d'assurance. Par conséquent, un système de crédit à l'exportation « solide » implique que l'ACE elle-même doit être bien gérée et qu'elle opère avec les sources actuelles privées de financement et d'assurance. De plus, étant une véhicule de politique publique au nom du gouvernement, l'ACE doit trouver un équilibre entre - parfois - des objectifs contradictoires, à savoir la politique de réunion et les objectifs de développement et être financièrement durable.

Des examens périodiques pour surveiller la pertinence des activités de l'institution aideront l'ACE et son autorité de tutelle à identifier les domaines particuliers de focalisation et à permettre à l'institution de prendre des mesures correctives, le cas échéant. Ces évaluations permettront à la direction de l'ACE ainsi qu'au personnel opérationnel de réévaluer les politiques, les approches et les offres afin de servir les exportateurs d'une manière plus efficace.

- **Les Etats membres sont appelés à promouvoir le dialogue public-privé dans le cadre de l'ACE**

De nombreuses ACE considèrent leur rôle comme le fait de travailler en partenariat avec les institutions financières du secteur privé afin de les aider à prendre des risques qu'elles ne seraient autrement pas prêtes à prendre. Une ACE peut être un instrument financier catalytique efficace pour attirer les banques commerciales existantes afin de financer les opérations d'exportation et partager les risques. L'avantage d'une telle stratégie ne se limite pas seulement au fait que l'ACE comble une lacune existant sur le marché, mais elle permet également au secteur privé des développer et de devenir plus capable de répondre aux besoins du marché dans l'avenir. Comprendre les méthodes / produits alternatives/alternatifs possibles pour traiter le problème peut suggérer une possibilité d'un partenariat avec le secteur privé. Ainsi, le fait de consulter ces derniers tout au long de la conception et de la préparation du projet est nécessaire afin de développer une structure qui permettra de maximaliser leur implication et la meilleure exploitation des ressources officielles ainsi que de répondre aux besoins des exportateurs.

La meilleure ACE est celle qui établit un juste équilibre entre a) la minimisation de la situation du gouvernement en matière du risque; b) l'optimisation de la participation des banques commerciales et des financiers privés et c) la satisfaction des besoins des entreprises exportatrices.

- **Les Etats Membres sont encouragés à entreprendre des activités de renforcement des capacités pour le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de leurs ACE**

Le fait d'avoir des institutions plus efficaces, plus transparentes, plus inclusives et plus responsables représente une grande importance pour l'amélioration des capacités d'exportation des Pays Membres de l'OCI. Bien que les Pays Membres de l'OCI accueillent des ACE bien établies, à partir desquelles d'importantes leçons peuvent être tirées, il y a un besoin important de renforcement des capacités et de renforcement institutionnel à la fois pour les pays de l'OCI avec les ACE, ainsi que pour ceux qui n'ont pas ces facilités et qui cherchent à les établir. Cependant, il y a un besoin de programmes de renforcement des capacités ciblés dans les Pays Membres de l'OCI pour construire leurs propres systèmes de crédit à l'exportation. De tels programmes pourraient également être initiés par divers moyens tels que l'établissement de partenariats de coopération technique entre les nouvelles ACE et celles qui sont plus avancées, l'utilisation des services de conseil professionnel et etc.

Instruments

Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce: Dans ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail peut évoquer les domaines mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Projet de financement du COMCEC: Dans le cadre du projet de financement du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le projet de financement du COMCEC, les Pays Membres qui participent aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale à être financés grâce à des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Concernant les domaines de politique mentionnés ci-dessus, les Pays Membres peuvent exploiter le projet de financement du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès à cet égard. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, de programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation des études analytiques, l'évaluation des besoins et du matériel / des documents de formation, etc.

Activités de renforcement des Capacités: Grâce aux ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et les ressources propres aux Pays Membres, certains programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique dans les domaines mentionnés ci-dessus peuvent être organisés dans les Pays Membres. Ces programmes et activités peuvent inclure l'organisation de séminaires, de programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation des études analytiques ainsi que d'autres activités similaires.

1.2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNÉES PAR LA 6ÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce a tenu avec succès sa 6ème Réunion le 17 septembre 2015 à Ankara ayant pour thème *« la Création des Organismes nationaux performants de facilitation du Commerce dans les États Membres de l'OCI »*. Au cours de ladite Réunion, les participants ont discuté de quelques questions épineuses de politique figurant également dans l'étude Analytique soumise à la réunion du groupe de travail. Ils ont également mis le point sur les questions de politique et celles envoyées aux Etats Membres par le Bureau de Coordination du COMCEC. Après avoir examiné ces questions et souligné l'importance de la Création des Organismes nationaux performants de facilitation du Commerce dans les États Membre, le groupe de travail a abouti aux recommandations de politique mentionnées ci-dessous.

Recommandation de politique I : Étendre l'aide aux États membres pour mettre au point/maintenir les Organismes nationaux de facilitation du commerce

Justification :

Les Organismes nationaux de facilitation du commerce impliquent plusieurs parties prenantes avec divers intérêts et attentes, parfois contradictoires. Rassembler toutes ces parties prenantes autour d'un ensemble d'objectifs et gérer leurs intérêts exigent des capacités humaines et institutionnelles importantes. L'étude analytique ainsi que les réponses des États membres aux questions de politique révèlent que de nombreux États membres ont besoin d'une assistance technique pour relever ces défis vis-à-vis des Organismes nationaux de facilitation du commerce. Les États membres qui sont à un stade relativement avancé et qui ont une expérience considérable en termes de fonctionnement de tels organismes de coordination, ainsi que les organisations internationales compétentes peuvent fournir une assistance technique liée à la facilitation du commerce aux États membres démunis. Par ailleurs, plusieurs États membres ont besoin d'une aide financière pour la mise en place, le bon fonctionnement et la viabilité des Organismes nationaux de facilitation du commerce dans leurs pays respectifs. De ce fait, les ressources possibles pour subvenir à ce besoin financier devraient également être identifiées.

Recommandation de politique II : Impliquer le secteur privé dans les activités des Organismes nationaux de facilitation du commerce

Justification :

Un Organisme national de facilitation du commerce opérationnel devrait impliquer et gérer un éventail de besoins et d'intérêts des parties prenantes. Traiter les besoins et problèmes liés à la facilitation du commerce du secteur privé et assurer la participation continue du secteur privé dans tous les domaines d'activité appropriés sont notamment d'une importance capitale pour sa pertinence et sa viabilité. Le secteur public doit

maintenir les conditions propices à la participation et l'implication continues du secteur privé, en particulier des PME. Les Organismes nationaux de facilitation du commerce doivent être capables de répondre avec souplesse aux besoins changeants du secteur privé pour que l'engagement des acteurs du secteur privé soit garanti et conserve leur pertinence. Les réponses des États membres aux questions de politique révèlent que beaucoup d'entre eux ont déjà lancé des instruments pour permettre au secteur privé de faire connaître ses besoins aux autorités compétentes du secteur public. Pourtant, les États membres peuvent toujours travailler sur les modes et moyens permettant de renforcer davantage la participation du secteur privé à tous les niveaux.

Recommandation de politique III : Établir des systèmes de communication efficaces dans le cadre des activités des Organismes nationaux de facilitation du commerce

Justification :

La transparence et la responsabilité sont deux facteurs importants qui assurent la légitimité de toute organisation. Un système de communication efficace assurerait avant tout la transparence en ce qui concerne les activités de l'Organisme national de facilitation du commerce. D'ailleurs, une communication efficace est également essentielle pour informer toutes les parties prenantes, notamment des réunions de l'Organisme national de facilitation du commerce ; de ses travaux et des progrès réalisés ; de nouveaux documents introduits par l'Organisme ; des événements à venir ; et des meilleures pratiques. C'est ainsi que les systèmes de communication efficaces ont un impact sur le degré de participation et d'engagement, de même que sur la légitimité et la transparence perceptibles des travaux de l'Organisme national de facilitation du commerce. Cela peut être atteint par plusieurs moyens, de nombreux Organismes nationaux de facilitation du commerce comptent sur leur site Web ; cependant les bulletins, les listes de diffusion et l'organisation de séminaires peuvent être également utilisés.

Recommandation de politique IV : Définir les critères d'évaluation de la performance des Organismes nationaux de facilitation du commerce existants

Justification :

Alors que la mise en place des Organismes nationaux de facilitation du commerce opérationnels est d'une importance majeure/une priorité, l'établissement des critères d'évaluation de la performance susceptibles d'évaluer l'efficacité des Organismes nationaux de facilitation du commerce actuels dans les pays membres de l'OCI se révèle extrêmement nécessaire. Les critères d'évaluation de la performance peuvent inclure des indicateurs acceptés à l'échelle internationale pour faciliter une évaluation de la performance solide et transparente des Organismes nationaux de facilitation du commerce. À cet égard, similaires aux indices mondiaux tel l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, les critères d'évaluation de la performance des Organismes nationaux de facilitation du commerce peuvent aussi avoir des éléments spécifiques tels que le temps et le coût des opérations commerciales.

Instruments pour concrétiser les Recommandations de politique :

Groupe de travail du COMCEC sur le Commerce : Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement des appels à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant à des groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; à cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/matériel de formation, etc.

2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

2.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNEES PAR LA 5EME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

Membres Distingués du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications,

Le Groupe de Travail du COMCEC sur la Transport et les Communications (GTTC) a tenu avec succès sa 5ème Réunion le 12 février 2015 à Ankara, Turquie sur le thème de *« Evaluer la Propriété, les Structures de Gouvernance et les Performances des Ports dans les Etats Membres de l'OCI »* avec la participation active des Pays Membres. Durant la Réunion, les délégués ont fait des délibérations sur la promotion de l'efficacité portuaire dans les Pays Membres et sur les mesures potentielles à prendre au niveau des politiques afin de rapprocher les perspectives sur la gouvernance et la performance portuaires. L'Etude Analytique soumise à la Réunion du (GTTC) ainsi que les réponses des Pays Membres liées aux questions de politique envoyées aux Etats Membres par le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC) ont été les principaux points des débats. Les recommandations politiques soulignées lors de la Réunion sont comme suit :

Recommandation de Politique I : les Etats Membres sont invités à promouvoir la participation du secteur privé dans le secteur portuaire.

Justification :

Traditionnellement, les ports étaient la propriété des organisations contrôlées par les pouvoirs publics qui se chargeaient également du fonctionnement et de la réglementation. Cependant, avec l'introduction de la participation du secteur privé dans les ports (PSP), de nouvelles formes d'administration portuaire, de nouveaux modèles de propriété portuaire et de structuration institutionnelle ont émergé. La PSP dans les opérations portuaires s'est considérablement accrue en raison du fait que les propriétaires et opérateurs publics, à comparer avec ceux du secteur privé, sont moins capables de contrôler les coûts (leurs incitations sont inférieures), ils sont plus lents à adopter de nouvelles technologies et pratiques de gestion, et sont moins attentifs aux besoins des usagers des ports relativement aux propriétaires et opérateurs privés. Les Pays qui ouvrent la voie à la participation privée ont été à même d'attirer un important capital d'investissement privé pour développer l'infrastructure portuaire et moderniser la superstructure et les services des terminus. Au sein de la gestion privée, l'efficacité opérationnelle des ports, la productivité du travail et la qualité du service ont d'habitude tendance à se développer davantage.

Recommandation de Politique II : les Etats Membres sont encouragés à établir des régulateurs de port

Justification:

Un régulateur de port indépendant est essentiel pour contrôler l'entrée (régulation d'entrée), déterminer le tarif (régulation de taux), pour établir les normes de la performance (régulation de performance et critère d'étalonnage), et (parfois) en vue de mettre en place des normes techniques (régulation d'ordre de santé et sûreté, de sécurité, d'environnement, et de main d'œuvre). En outre, le régulateur pourrait être appelé à servir d'arbitre pour régler les litiges.

Simultanément, il vaudrait peut-être mieux mettre en place un régulateur multisectoriel pour le secteur des logistiques des ports et de transport en général pour couvrir à la fois les ports secs et les secteurs logistiques de fret.

Recommandation de Politique III : les Etats Membres sont priés de promouvoir le transport intermodal de conteneur

Justification:

L'introduction de la conteneurisation a conduit à des changements technologiques et organisationnels supplémentaires qui ont accéléré la mondialisation de l'économie mondiale depuis 1960. D'une perspective de technologie de transport, la conteneurisation a entraîné l'introduction du transport de fret intermodal, vu que l'envoi du conteneur pourrait revêtir plusieurs modes de transport sans manutention de fret lors du changement de modes. En éliminant les manutentions séparées du cargo, le lien entre producteur et consommateur au niveau de conteneur devient alors plus étroit.

D'autre part, la conteneurisation requiert des changements technologiques majeurs en matière de facilités portuaires. Les ports de l'OCI devraient donc adapter leurs infrastructures, opérations, équipements portuaires et par conséquent les systèmes TIC lors de la formation et de l'éducation de la main-d'œuvre portuaire hautement qualifiée et techniquement spécialisée.

Instruments pour réaliser les Recommandations de Politique :

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications: dans ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail pourrait traiter les domaines de politique susmentionnés d'une manière plus détaillée.

Le Projet de Financement du COMCEC : dans le cadre du Projet de Financement du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC fait chaque année des appels aux projets. Avec le Projet de Financement du COMCEC, les Pays Membres participant aux groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale, lesquels seraient financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. En ce qui concerne les domaines de politique susmentionnés, les Pays Membres peuvent utiliser le Projet de Financement du

COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets réussis à cet égard. Ces projets peuvent englober l'organisation des séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et la préparation des études analytiques, les évaluations des besoins et les matériaux/documents pour la formation, etc.

Activités de renforcement de capacité : moyennant les ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et celles relatives aux Pays Membres, quelques programmes liés au renforcement des capacités et à l'assistance technique concernant les domaines de politique susmentionnés peuvent être organisés au sein des Pays Membres. Ces programmes et activités peuvent inclure l'organisation des séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et la préparation des études analytiques, ainsi que d'autres activités similaires.

2.2 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 6ème REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

Une session de débat politique a eu lieu au cours de la 6ème Réunion du Groupe de travail sur le transport et les communications concernant les actions politiques envisageables visant à rapprocher les politiques des États membres dans le domaine des transports urbains. Les points abordés lors de cette session ont été identifiés en prenant en considération l'étude analytique intitulée « Les transports urbains dans les mégalopoles de l'OCI », ainsi que les réponses des États membres aux questions de politique envoyées par le Bureau de Coordination du COMCEC spécifiquement pour cette réunion.

Recommandation de politique I : Promouvoir les partenariats public-privé (PPP) pour le financement des transports urbains

Justification :

Assurer une circulation fluide et efficace des personnes et des marchandises dans les zones urbaines présente des avantages économiques et sociaux directs. La disponibilité des biens et des services de transport efficaces à des coûts abordables améliore également la qualité de vie des résidents. Toutefois, les gouvernements nationaux ou le financement international ne peuvent satisfaire à eux seuls les importants besoins en infrastructure dans le secteur des transports urbains. Il est essentiel d'attirer les investissements et le financement du secteur privé en garantissant un environnement réglementaire et juridique viable, une conception et une structure des marchés appropriées, des incitations à long terme pour attirer l'investissement privé et la protection contre les risques d'investissement.

Dans ce contexte, les partenariats public-privé (PPP) apparaissent comme une structure institutionnelle, dans laquelle les autorités publiques ont affaire aux externalités environnementales ou de réseau, à l'incertitude liée à la demande et aux coûts administratifs associés au projet. Du côté privé, si la privatisation de l'infrastructure est associée à la déréglementation ou la libéralisation de l'entrée sur le marché, la concurrence en termes de prestation de services peut augmenter. Les PPP ont été adoptés par de nombreux pays en développement qui ont suivi une approche plus proactive dans la mobilisation des fonds, mais cela a été jusqu'à présent utilisé principalement dans le financement des aéroports et les ports, plutôt que dans les transports urbains durables utilisés par la majorité des gens au quotidien. Les PPP dans les transports urbains devraient fournir les résultats suivants : maximiser les avantages sociaux et économiques de la société à travers la mise en œuvre de l'option la plus rentable pour les transports urbains ; capter la valeur des bénéfices directs pour les utilisateurs du projet ainsi que la valeur des externalités positives importantes qui découleront indirectement du projet ; et garantir que les tarifs des transports en commun seront abordables, afin d'en encourager l'utilisation et de maximiser le bien-être des consommateurs.

Recommandation de politique II : Améliorer les applications des TIC pour la gestion du trafic dans les villes de l'OCI

Justification :

L'augmentation de la demande de transport soulève un défi majeur dans la gestion du trafic dans les zones urbaines. Les décideurs ont à leur disposition un large éventail de solutions technologiques qui émanent de la recherche récente et du développement, notamment concernant les applications des TIC. Ces systèmes d'applications sont actuellement utilisés pour optimiser l'utilisation de l'infrastructure routière et gérer les flux de trafic urbain en équilibrant l'utilisation de la route par les voitures privées, les transports publics et les véhicules de transport de marchandises, en optimisant la consommation d'énergie et en réduisant les embouteillages et les émissions dues au transport. De plus, la gestion du trafic peut être améliorée par l'intégration et l'interopérabilité des réseaux de transport. À cette fin, l'accent est mis de plus en plus dans les zones urbaines sur l'interconnexion des routes, des chemins de fer, les services et l'infrastructure du métro souterrain, les voies réservées aux bus, les pistes cyclables et les zones piétonnes. L'objectif est de faciliter la transition vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement et d'accroître l'efficacité de la logistique du transport de marchandises. Les études et projets de mise en œuvre ont démontré que des concepts innovants, tels que les zones vertes, les systèmes de péage urbain et l'e-mobilité, améliorent la performance des réseaux de transport.

Recommandation de politique III : Améliorer la structure institutionnelle pour assurer la mise en œuvre d'une stratégie de transport durable

Justification :

Les transports urbains durables exigent une coordination institutionnelle et organisationnelle afin de garantir que les droits et les pouvoirs nécessaires sont accordés à la planification ascendante et descendante. D'ailleurs, un cadre institutionnel clairement défini devrait soutenir la consolidation des responsabilités et la coordination des activités de toutes les parties prenantes. Dans le même temps, il est de la plus haute importance de laisser de l'espace dans les procédures de planification pour les données ascendantes. Spécifiquement dans les zones urbaines où l'activité sociale, la mobilité et l'interaction humaine sont inévitablement intenses, ce sont les citoyens qui reconnaissent le plus les problèmes et les besoins de la ville, notamment quand il est question de transport. Il a été prouvé que la participation de la population, la défense des droits et la sensibilisation quant aux questions telles que la sécurité routière, la planification de l'espace public et les déplacements actifs peuvent fournir des données et des solutions aux problèmes urbains.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques de transport nécessitent une combinaison des structures institutionnelles et des synergies à mettre en place en vue de réussir. La concentration de toutes les opérations et la planification d'une ville, établie par une autorité de transport unique sont considérées comme étant une action-clé visant à assurer la mise en œuvre d'une stratégie de transport durable. Cette autorité de transport doit être en mesure d'élaborer une stratégie de transport pour une

ville, veiller à ce que les synergies nécessaires avec les autres secteurs et les autorités soient en place, surveiller la mise en œuvre du plan, évaluer son succès et l'adapter aux besoins changeants de la ville. En outre, la participation de toutes les parties prenantes, tels les opérateurs privés, publics et les autorités locales, doit être garantie afin de fournir des possibilités d'accès égales, des niveaux de service adéquats et des avantages économiques.

Instruments pour concrétiser les recommandations de politique :

Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications : Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant à des groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; à cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/matériels de formation, etc.

3. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

3.1 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNEES PAR LA 5ème REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

Membres Distingués du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme,

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme (GTT) a tenu, avec succès, sa 5ème Réunion, le 5 février 2015 à Ankara, Turquie, sur le thème de '' *Facilitation du Voyage pour accroître la mobilité dans les pays membres de l'OCI*'' avec la participation active des Pays Membres. Au cours de cette Réunion, le Groupe de Travail sur le Tourisme a tenu des délibérations sur la facilitation du voyage entre les Pays Membres et a discuté les recommandations stratégiques en vue d'accroitre la coopération dans ce domaine important. L'Etude analytique soumise à la Réunion du GTT ainsi que les réponses des Pays Membres aux questions liées aux recommandations stratégiques envoyées par le Bureau de Coordination du COMCEC aux Etats Membres, étaient les principaux thèmes de ces discussions. Les recommandations politiques soulignées au cours de la Réunion sont comme suit :

1- Promotion de la facilitation de l'obtention du visa entre les Pays Membres

Justification

Les politiques du visa sont parmi les politiques du gouvernement les plus importantes ayant une influence sur le tourisme international. La facilitation de l'obtention du via va accroitre le tourisme et la croissance économique. Dans l'étude analytique, il a été souligné que la mise en place des normes et procédures de l'obtention du visa est étroitement liée au développement du secteur touristique. Dans les Pays Membres de l'OCI,l'existence du visa et les politiques d'entrée limitent le potentiel de créer des liens économiques plus étroits et de profiter des opportunités d'affaires plus larges avec les marchés importants sources de tourisme. La facilitation de l'obtention du visa a également été mise en évidence dans les réponses des Pays Membres aux questions liées aux politiques comme l'une des politiques importantes susceptibles de faciliter le voyage dans les Pays Membres.
Certains domaines importants pour la facilitation de l'obtention du visa sont donnés ci-dessous:

- ***Amélioration de la prestation des informations***: Les informations sur les formalités d'entrée doivent être fournies en temps opportun, en format convivial (c. disponible en plusieurs langues, des instructions simples), fiable et accessible.

- ***Faciliter le processus de l'obtention des visas***: Il est nécessaire d'améliorer l'efficacité du processus d'application grâce à une meilleure utilisation des technologies modernes de l'information par les fournisseurs de services plutôt que d'utiliser des méthodes traditionnelles comme les entrevues personnelles, les documents ou les certificats officiels, et les longues périodes d'attente.

- ***Diminuer ou éliminer les frais de demande de visa***: Réduire les coûts de voyage peut aider à augmenter la demande de voyage. La réduction ou l'élimination des visas et d'autres frais d'entrée est l'une des options des politiques disponibles et efficaces pour faciliter le voyage.

- ***Différencier le traitement pour faciliter le voyage touristique***: le processus de l'obtention du visa peut être facilité pour un certain type de visiteurs, y compris les touristes qui arrivent en bateau de croisière ou par avion affrété ou l'assouplissement des restrictions du visa pour les gens d'affaires, etc.

- ***Promouvoir les programmes du visa électronique***: un visa électronique peut être obtenu facilement partout dans le monde via une connexion Internet. Il évite la perte de temps que le voyageur dépense pour demander un visa dans les missions du pays ou dans les points d'entrée dans le pays. Il est particulièrement bénéfique pour les destinations n'ayant pas un vaste réseau d'ambassades ou de consulats.

2- ***Développement des liaisons aériennes et augmentation de la capacité des compagnies aériennes***

Justification :

Le développement du voyage en avion est un aspect de plus en plus essentiel de la facilitation du voyage. L'extension de la capacité du voyage aérien par l'amélioration des infrastructures de l'aviation et la création de nouvelles liaisons aériennes entre les destinations a joué un rôle clé dans le développement du marché mondial du tourisme. L'étude analytique a souligné la nécessité de créer de nouvelles voies aériennes et d'augmenter la capacité du transport aérien dans les pays membres afin de faciliter le voyage. Dans les questions sur les politiques distribuées par le BCC aux pays membres, "les liaisons aériennes insuffisantes" ont été l'un des défis fréquemment mentionnés et relevés par les Pays Membres.
Certains domaines importants pour développer des liaisons aériennes entre les Pays Membres et le reste du monde et augmenter la capacité du transport aérien dans les Pays Membres sont donnés ci-dessous:

-***Coopérer avec les compagnies aériennes pour élargir l'accès aux marchés de visiteurs***: Travailler avec les compagnies aériennes pour ajouter des voies supplémentaires, à travers les accords de service aérien ou la nouvelle

infrastructure, peut être bénéfique aussi bien pour la compagnie aérienne que pour le paysde destination. Les avantages comprennent l'accroissement des flux des passagers aériens et des recettes pour les compagnies aériennes et les aéroports, ainsi que la possibilité pour le pays de destination d'élargir son marché de visiteurs.

- ***Incorporer les compagnies aériennes dans le profil touristique de la destination***: avoir un partenariat avec les compagnies aériennes pour la promotion de la destination peut améliorer le financement disponible, élargir l'accès aux marchés sources clés et accroître la fréquentation, en reconnaissant les avantages communs de ce partenariat. Faciliter le processus de l'obtention du visa pour les passagers en transit, par exemple, peut accroître les visites et les dépenses, tout en créant un lien clair entre la compagnie aérienne et la destination pour les voyageurs.

- ***Faire un meilleur usage des partenariats public-privé (PPP) dans les infrastructures de l'aéroport***: améliorer l'infrastructure de l'aviation est un moyen essentiel pour améliorer les visites, y compris l'infrastructure physique de l'aéroport, outre le profil surélevé et les routes accrues. L'utilisation des PPP est un moyen éprouvé en vue d'augmenter le financement nécessaire avec des résultats évidents pour toutes les parties, y compris l'augmentation des visites et des dépenses pour la destination dans son ensemble.

Instruments pour réaliser les recommandations stratégiques:

- ***Groupe de travail du COMCEC sur le Tourisme:*** Dans ses réunions ultérieures, le Groupe de travail du COMCEC peut donner des précisions sur les domaines susmentionnés et les sous-domaines d'une manière plus détaillée.

- ***Financement de projet par le COMCEC***: Dans le cadre du financement du projet du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le financement du projet du COMCEC, les Pays Membres participant à des Groupes de travail peuvent soumettre des projets multilatéraux de coopération pour être financés par des subventions fournies par le Bureau de Coordination du COMCEC. Pour les domaines stratégiques mentionnés ci-dessus et leurs sous-domaines, les Pays Membres peuvent utiliser le financement du projet du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès à cet égard. Les projets peuvent inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation des études analytiques, des évaluations des besoins et du matériel de formation / documents, etc.

- ***Activités de renforcement des capacités***: Avec les ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et les ressources propres des Pays Membres, certains programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique

sur les domaines d'action et leurs sous-domaines précités peuvent être organisés dans les Pays Membres. Ces activités peuvent inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation des études analytiques, des évaluations des besoins et du matériel de formation / documents, etc.

- ***Forum du Secteur privé sur le Tourisme OIC / COMCEC***: Dans ses prochaines réunions, le Forum du secteur privé sur leTourisme OIC / COMCEC peut donner des précisions sur les domaines et les sous-domaines mentionnés ci-dessus du point de vue du secteur privé.

3.2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNÉES PAR LA 6ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

Distingués membres du Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme,

Le Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme (GTT) a organisé avec succès sa 6e réunion le 3 septembre 2015 à Ankara, en Turquie, ayant pour thème « *Stratégies de marketing du tourisme efficace : Solutions basées sur les TIC pour les pays membres de l'OCI* ». Lors de la réunion, le Groupe de travail sur le tourisme a effectué des délibérations pour un rapprochement de politique entre les pays membres en matière de marketing du tourisme basé sur les TIC. Le document de séance, élaboré conformément aux principales conclusions de l'étude analytique réalisée spécifiquement pour la 6e réunion du Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme, intitulée « *Stratégies efficaces de marketing du tourisme : Solutions basées sur les TIC pour les pays membres de l'OCI* » et aux réponses des pays membres aux questions de politique envoyées aux points focaux du Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme par le Bureau de Coordination du COMCEC, a constitué une contribution importante aux discussions. Au cours de la réunion, les participants ont approuvé les recommandations de politique figurant dans le document de séance. Les recommandations de politique soulignées au cours de la réunion sont comme suit :

1- Constituer et renforcer une main-d'œuvre qualifiée dans le marketing du tourisme basé sur les TIC dans les pays membres

Justification : La diffusion et l'utilisation des outils des TIC dans le secteur du tourisme ont donné lieu à une demande croissante de personnel informatique hautement qualifié, de nouvelles compétences, d'exigences de gestion ainsi que des cours, des programmes de certificat et de formations sur le tas pour l'utilisation de la technologie.

L'étude analytique a souligné que la culture numérique est un élément essentiel dans la mise en œuvre efficace des solutions de marketing du tourisme basées sur les TIC. Il a été souligné que la plupart des pays membres de l'OCI ont de grands déficits concernant les compétences de la main-d'œuvre qualifiée en matière de TIC dans le secteur du tourisme. Les déficits de compétences sont considérés comme étant l'obstacle le plus constant que rencontrent les entreprises du tourisme et les offices du tourisme pour optimiser pleinement leurs stratégies de marketing numérique. Pour la plupart des États membres de l'OCI, les programmes de formation ne comprennent pas les questions liées aux TIC appliquées spécifiquement au secteur du tourisme. Par conséquent, il est essentiel de mettre au point des politiques et des programmes spécifiques pour les pays membres afin de développer et de renforcer les compétences de marketing du tourisme lié aux TIC.

« Le manque de main-d'œuvre qualifiée dans le marketing du tourisme basé sur les TIC » est souligné dans les réponses des pays membres aux questions de politique, comme un défi important que relèvent les pays membres dans l'utilisation et la diffusion des outils des TIC et les services liés au marketing du tourisme.

2- *Promouvoir la coopération entre le gouvernement et le secteur privé quant à l'utilisation et la diffusion des TIC dans le marketing du tourisme*

Justification : L'utilisation des TIC est essentielle pour améliorer la compétitivité des PME du secteur du tourisme dans les pays membres, car elle leur permet l'accès aux marchés mondiaux. L'étude analytique a fait remarquer que le secteur public peut créer un environnement favorable au marketing du tourisme basé sur les TIC grâce à une collaboration régulière et proactive avec le secteur privé. À cet égard, les gouvernements peuvent mettre en œuvre des politiques et fournir des mesures incitatives pour sensibiliser le secteur privé, ainsi que stimuler leur intérêt pour l'utilisation des TIC dans le marketing du tourisme. Dans les réponses des pays membres aux questions de politique, l'accent a été mis sur « la collaboration limitée entre les parties prenantes » comme l'un des défis auquel font face les pays membres.

3- *Elaborer des stratégies globales et efficaces de marketing numérique dans les pays membres*

Justification : Une stratégie globale et efficace de marketing, qui intègre de multiples canaux de marketing en ligne et précise les objectifs de marketing, les responsabilités et les mesures de succès, constitue le fondement du marketing du tourisme efficace basé sur les TIC. L'étude analytique a fait remarquer que, compte tenu de la vitesse de l'évolution des tendances et de la disponibilité de nouvelles plateformes en ligne, sans une stratégie bien conçue, le marketing du tourisme basé sur les TIC peut facilement être flou, inefficace et exiger des ressources considérables. Il a été souligné que les pays membres ont besoin de stratégies globales et efficaces de marketing numérique pour mieux appliquer les solutions basées sur les TIC dans leurs efforts de marketing du tourisme.

Dans les réponses aux questions de politique, l'accent a été mis également sur « le manque de stratégie de marketing numérique » comme l'un des défis que relèvent les pays membres.

Instruments pour concrétiser les recommandations de politique :

- ***Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme :*** Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail du COMCEC peut donner des précisions sur les domaines mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

- ***Financement de projets du COMCEC:*** Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant à des groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; à cet égard, le Bureau de

Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/supports de formation, etc.

- ***Activités de renforcement des capacités :*** Grâce aux ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et les propres ressources des pays membres, certains programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique dans les domaines de politique mentionnés ci-dessus peuvent être organisés dans les pays membres. Ces activités peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/supports de formation, etc.

- ***Forum du secteur privé sur le tourisme de l'OCI/COMCEC :*** Dans ses prochaines réunions, le Forum du secteur privé sur le tourisme de l'OCI/COMCEC peut donner des précisions sur les domaines mentionnés ci-dessus du point de vue du secteur privé.

4. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DU TRAVAIL SUR L'AGRICULTURE

4.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNÉES PAR LA 5ÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AGRICULTURE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture a tenu sa 5ème Réunion le 5 mars 2015 à Ankara ayant pour thème « Renforcement de la capacité institutionnelle : Renforcer les Organisations Paysannes dans les Pays Membres de l'OCI » avec la participation active des pays membres. Les participants ont pris en considération durant la Réunion le rôle des Organisations Paysannes (OP) en permettant aux paysans de réaliser des bénéfices économiques qu'ils ne pourront pas réaliser autrement et la puissance actuelle des organisations paysannes dans le cadre de l'OCI ainsi que les solutions concertées afin de renforcer l'efficacité de ces organisations dans les pays membres. Les questions susmentionnées ont été également soulignées dans l'étude analytique préparée particulièrement aux fins de cette réunion et envoyées aux points focaux du Groupe de Travail et aux participants avant la réunion du Bureau de Coordination du COMCEC. Le Groupe de Travail a souligné les politiques de recommandations comme suit :

Recommandation de politique 1. Les services de recherche et de vulgarisation des organisations paysannes ont besoin d'être améliorés pour augmenter la productivité agricole.

Justification :

La fourniture des services de recherche et de vulgarisation représente une affaire vitale pour les organisations paysannes notamment durant la phase de production. Le succès réalisé au niveau de la productivité agricole dépend des organisations paysannes. Néanmoins, en raison du manque de ressources financières allouées à ces services et de l'insuffisance des infrastructures, la qualité des services de recherche et de vulgarisation n'est pas, en fait, satisfaisante dans le secteur agricole dans plusieurs pays membres. Raison pour laquelle la capacité technique des organisations paysannes en termes des services de recherche et de vulgarisation nécessite d'être améliorée pour accroître la productivité agricole en partageant les connaissances et la technologie dans les pays membres. L'importance de l'amélioration des services de recherche et de vulgarisation des Organisations Paysannes a été également soulignée dans les réponses des Pays Membres aux questions de politiques et dans l'étude analytique en tant que l'une des politiques les plus importantes qui pourraient consolider les OP dans les pays membres.

Recommandation politique 2. La capacité des organisations paysannes d'avoir accès à l'information du marché agricole et la diffusion de l'information du marché à leurs membres a besoin d'être améliorée.

Justification :

La capacité des organisations paysannes d'avoir accès à l'information du marché agricole et sa diffusion dans des délais courts et de façon efficace est de prime importance pour les agriculteurs en vue de renforcer davantage l'accès aux marchés domestiques et étrangers pour favoriser une planification de production et améliorer l'accès à la communication et à l'information entre toutes les parties prenantes. Les faibles compétences de l'accès des organisations paysannes à l'information du marché et sa diffusion donnent lieu à des fluctuations considérables dans les prix de produits de base et à l'instabilité du revenu des agriculteurs chaque année. L'étude analytique et les réponses aux questions de politiques ont souligné le besoin d'avoir un accès plus considérable à l'information du marché et sa diffusion effective.

Instruments nécessaires pour réaliser les recommandations stratégiques :

- ***Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'agriculture :*** Au cours de ses réunions ultérieures, Le Groupe de Travail du COMCEC pourra donner des précisions sur les domaines de politiques susmentionnés et les sous-domaines d'une façon plus détaillée.

- ***Le financement de Projet du COMCEC :*** Sous l'égide du Financement de Projet du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC fait un appel à projet chaque année. Les pays membres participant aux Groupes de Travail pourront de la sorte soumettre les projets de coopération multilatéraux pour financement via des prêts alloués par le Bureau de Coopération du COMCEC. En faveur des domaines de politiques susmentionnés et leurs sous-domaines, le Bureau de Coordination du COMCEC pourra financer les projets réussis et les efforts collectifs en prenant en considération leurs priorités et leurs contraintes budgétaires. Le projet peut inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'études, des échanges des experts, des ateliers et une préparation d'études analytiques, des évaluations de besoins et des documents/matériaux de formation, etc.

- ***Les Activités de Renforcement de Capacité :*** Avec les ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et celles des pays membres, quelques programmes de renforcement de capacité et d'assistance technique concernant les domaines de politiques précités et leurs sous-domaines peuvent être organisés dans les pays membres. Ces activités peuvent inclure des séminaires, des programmes

de formation, des visites d'études, des échanges des experts, des ateliers et une préparation d'études analytiques, des évaluations de besoins et des documents/matériaux de formation, etc.

4.2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES SOULIGNEES PAR LA 6EME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR L'AGRICULTURE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture (GTA) a organisé avec succès sa 6ème Réunion le 8 octobre 2015, à Ankara, Turquie, sur le thème de *«Promouvoir les chaînes de valeur agricoles dans les Pays Membres de l'OCI. »* Durant la réunion, les participants ont délibéré sur la politique de rapprochement entre les Pays Membres en ce qui concerne les chaînes de valeur agricoles. Le Document de Séance, préparé conformément aux conclusions principales de l'étude analytique réalisée particulièrement pour la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture intitulée *«Promouvoir les chaînes de valeur agricoles dans les Pays Membres de l'OCI»* et les réponses des pays membres aux questions de politique envoyées aux points focaux du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture par le Bureau de Coordination du COMCEC, était l'élément principal des discussions. Lors de la réunion, les participants se sont mis d'accord sur les recommandations de politique figurant dans le Document de Séance. Les recommandations de politique soulignées au cours de la réunion sont comme suit :

Conseil de politique I: Adopter / élaborer des normes de qualité, mettre en œuvre un contrôle de qualité et identifier les débouchés de marché pour la conformité aux normes des produits agricoles.

Justification:

L'un des principaux enjeux pour la promotion de chaînes de valeur agricoles dans les Pays Membres de l'OCI est d'assurer la qualité tout au long des chaînes d'approvisionnement. La caractéristique informelle de nombreuses chaînes de valeur est l'une des principales raisons de l'absence de normes de qualité et de mesures incitatives pour l'amélioration de la qualité. Assurer la qualité dans les chaînes officielles représente également un défi important en raison de l'insuffisance des infrastructures, des coûts élevés de transport et du manque de capacités et de connaissances sur les normes de qualité. A cet égard, la formation et d'autres activités de renforcement des capacités sont nécessaires pour les aider à assurer la conformité aux nouvelles normes de qualité. En outre, les normes de qualité en vigueur dans les Pays Membres devraient être harmonisées avec les normes internationales pour permettre aux agriculteurs de pénétrer dans les marchés agricoles internationaux.

D'ailleurs, les producteurs sont généralement confrontés à des difficultés lors de la production de produits conformes aux normes de sécurité alimentaire et de qualité. De même, des difficultés apparaissent lors de l'identification des marchés favorables à leurs produits. Néanmoins, il existe aussi des opportunités de marché pour les producteurs selon le type de produit et le marché cible. Par exemple, les produits halals et les produits organiques offrent aux producteurs des débouchés de marché considérables dans les Pays Membres.

Conseil de politique II: Améliorer les installations de transport et de stockage pour la promotion du développement de la chaîne de valeur dans les Pays Membres par le biais des partenariats public-privé bien développés.

Justificatif:

Les Pays Membres de l'OCI souffrent relativement de faibles infrastructures agricoles, notamment en termes d'installations de stockage et de moyens de transport, qui se traduisent par des coûts élevés et des pertes post- récolte élevées ce qui entrave l'accès des petits agriculteurs au marché. Par conséquent, le développement de l'infrastructure agricole est particulièrement important pour réduire les pertes post-récolte et les coûts élevés des intrants ainsi que pour améliorer l'accès des producteurs au marché. Pourtant, cela exige des ressources financières supplémentaires. Outre les investissements publics, la participation du secteur privé est également nécessaire pour obtenir une meilleure infrastructure agricole et une meilleure logistique. A cet égard, les partenariats public-privé bien développés et les organisations internationales intéressées peuvent être utilisés pour fournir des ressources financières supplémentaires et partager les risques et les bénéfices.

Conseil de politique III: Soutenir les industries agro-alimentaires et d'emballage pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles.

Justificatif:

Les industries agro-alimentaires jouent un rôle primordial dans l'augmentation de la valeur des produits agricoles. Elles améliorent les produits agricoles à partir des matières premières sophistiquées, des produits de haute valeur et elles contribuent à la génération de revenus et de devises étrangères. Elles facilitent également l'accès des petits agriculteurs aux chaînes de valeur agricoles. Cependant, sur le plan des acteurs, les chaînes de valeur agricoles dans les Pays Membres sont fortement tributaires du grand nombre de petits agriculteurs, des unités de transformation à petite échelle ainsi que des petits grossistes et détaillants. En outre, les chaînes de valeur agricoles dans les Pays Membres dépendent principalement des matières premières comme le blé, le riz, le maïs, les fruits et les légumes ou le lait, etc. Il est nécessaire d'améliorer les industries agro-alimentaires dans les Pays Membres pour ajouter de la valeur aux produits agricoles et relier les producteurs aux chaînes de valeur agricoles. Dans ce contexte, les secteurs public et privé peuvent être encouragés par des politiques rationnelles et des mesures incitatives en vue d'accroître les investissements dans les industries agro-alimentaires. Les gouvernements doivent soutenir les petites et moyennes entreprises à travers les activités de recherche et de développement (R & D).

Des instruments pour réaliser les Conseils de Politique:
Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture: Dans ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail peut discuter des domaines mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Le Financement de Projet du COMCEC: Dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Grâce au Financement de Projet du COMCEC, les Pays Membres qui participent aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés à l'aide des subventions par le Bureau de Coordination du COMCEC. Concernant les domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent utiliser le Financement de Projet du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès à cet égard. Ces projets peuvent comprendre l'organisation de séminaires, de programmes de formation, des visites d'étude, des échanges d'experts, des ateliers ainsi que la préparation des études analytiques, des évaluations des besoins et des matériaux / documents de formation, etc.

5. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 5EME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ALLEGEMENT DE LA PAUVRETE

Le groupe de travail du COMCEC sur l'allègement de la pauvreté a tenu sa 5ème réunion le 26 février 2015 à Ankara sur le thème "Politiques d'activation pour les pauvres dans les États membres de l'OCI" avec la participation active des pays membres. Au cours de la réunion, les participants ont discuté des politiques et programmes d'activation avec un accent particulier mis sur l'engagement de l'employeur dans ces programmes et sur les institutions de SPE. Ces questions ont également été mises en évidence dans l'étude analytique spécialement préparée pour cette réunion, ainsi que dans les réponses des pays membres aux questions de politique, envoyées par le Bureau de Coordination du COMCEC aux points focaux et participants du groupe de travail avant la réunion. Après les discussions sur les questions susmentionnées, le Groupe de travail a souligné les recommandations politiques comme suit :

Recommandation politique I: Augmenter la capacité des institutions fournissant des services publics à l'emploi (SPE) dans les pays membres en améliorant la qualité et la quantité des ressources humaines et en développant les technologies de l'information (TI) des institutions de SPE ainsi qu'assurer un partenariat efficace avec les parties prenantes concernées dans la prestation des mesures d'activation.

Justification:
Les Services publics à l'emploi (SPE) visent à fournir un soutien à la recherche d'emploi, proposer des programmes de formation aux bénéficiaires, et encourager l'entreprenariat. La capacité des institutions chargées des SPE dans les Etats membres ne suffit pas à fournir ces services. Certains domaines importants pour accroître la capacité des institutions de SPE sont indiqués ci-dessous:

- La qualité et la quantité des ressources humaines des institutions de SPE dans les pays membres doivent être renforcées.
- Afin de disposer d'un système de surveillance de pointe pour le suivi de la situation des bénéficiaires sur le marché du travail, les infrastructures de technologies de l'information (TI) des institutions de SPE doivent être développées dans les pays membres.
- Un partenariat efficace avec les parties prenantes concernées par la prestation de mesures d'activation dans les pays membres doit être assuré pour étendre la portée du SPE.

Recommandation politique II: Promotion de l'engagement de l'employeur dans la préparation/mise en œuvre des programmes d'activation par l'établissement d'un mécanisme solide pour assurer la participation active des parties prenantes concernées, et la réalisation d'enquêtes auprès des employeurs pour identifier les besoins en compétences du marché du travail.

Justification:

Apporter aux jeunes diplômés les compétences requises par les employeurs est un pré requis pour assurer une employabilité décente. Concevoir des programmes d'activation à la lumière

des besoins des employeurs revêt à cet égard une grande importance. Par conséquent, la participation active des employeurs dans la conception de tels programmes peut contribuer à atténuer les disparités entre les compétences des jeunes diplômés et les besoins des employeurs. Certaines mesures importantes pour promouvoir l'engagement de l'employeur sont indiquées ci-dessous:

- Un mécanisme pourrait être mis en place, comme la création d'une Autorité du Développement des compétences, pour assurer la participation active des parties prenantes concernées, y compris les employeurs, dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'activation.
- Les enquêtes auprès des employeurs peuvent être utilisées pour identifier les besoins de compétences du marché du travail.

Instruments pour réaliser les Recommandations politiques:

Groupe de travail du COMCEC pour l'allègement de la pauvreté: Lors de ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut réfléchir aux domaines susmentionnés de manière plus détaillée.

Financement de projet du COMCEC: Dans le cadre du financement de projet du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le financement de projet du COMCEC, les pays membres participants aux groupes de travail peuvent soumettre à financement par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC des projets de coopération multilatérale. Pour les domaines politiques susmentionnés, les pays membres peuvent utiliser le financement de projet du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets retenus. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation d'études analytiques, l'évaluation des besoins en matériel de formation / documents, etc.

Activités de renforcement des capacités: Avec les ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et les ressources propres des pays membres, certains programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique concernant les domaines susmentionnés peuvent être organisés dans les pays membres. Ces programmes et activités peuvent inclure l'organisation de séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et la préparation d'études analytiques, et autres activités similaires.

6. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPERATION FINANCIERE

6.1 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 4EME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPERATION FINANCIERE DU COMCEC

Le Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière (GTCF) a tenu avec succès sa 4ème Réunion le 19 mars 2015 à Ankara/Turquie sur le thème de « Améliorer les Mécanismes Bancaires de Surveillance dans les Pays Membres de l'OCI ». Durant la Réunion, les participants ont traité quelques questions de politique cruciales à la lumière des principales conclusions du rapport d'étude élaboré spécialement pour la réunion et les réactions des Pays Membres vis-à-vis des questions de politique qui ont été envoyées par le BCC avant la Réunion. Par conséquent, le groupe de travail a abouti aux conseils de politique ci-dessous :

Recommandation de Politique 1. Une stratégie de collecte de données de risques de crédit pour les Pays Membres devrait être créée pour réduire les risques durant les épisodes des perturbations économiques, une capacité d'évaluation de risques pour les Pays Membres de l'OCI devrait également être créée en accord avec les meilleures pratiques internationales.

Justification:

Pour la plupart des états membres de l'OCI, le risque de crédit apparaît comme étant le plus important facteur de risque pour le secteur bancaire. Même si les états membres de l'OCI réservent un montant significatif de capital tampon contre le risque de crédit potentiel, ils utilisent généralement des masses standard de risques qui pourraient minimiser les risques de crédit réels durant les épisodes des perturbations économiques. Il existe un besoin de mettre au point une méthode systématique de notation de crédit spécialement conçue pour les Pays Membres de l'OCI, étant donné que les méthodologies établies et mises en œuvre en Europe et aux Etats Unis pourraient être inappropriées vu les aspects particuliers des économies de l'OCI.

Ainsi, en vue de réaliser une méthode de notation de crédit unifiée, une stratégie unifiée de collecte de données de risques de crédit devrait être créée parmi les Pays Membres de l'OCI. Les données de risque de crédit commercial et à la consommation (tant les données des bons clients que celles des mauvais clients) pourraient être collectée selon un cadre de collecte de données unifié. De surcroît, les Pays Membres et les Institutions doivent promouvoir la capacité d'évaluation de risques de crédit conformément aux meilleures pratiques internationales.

Recommandation de politique 2. Un schéma efficace d'assurance de dépôt pour le secteur bancaire devrait être établi pour atteindre un degré plus élevé de stabilité et d'inclusion financières.

Justification

Les récentes crises aux secteurs bancaires des EU et de l'UE ont montré l'importance d'un schéma efficace d'assurance de dépôt et ont ouvert la voie pour des changements radicaux en matière de pratiques d'assurance de dépôt. L'assurance de dépôt est critique pour garantir la confiance des déposants et renforcer la base du déposant, considéré comme une étape nécessaire pour atteindre un degré plus élevé de stabilité et d'inclusion financières. La plupart des Etats Membres de l'OCI ne fournissent pas d'assurance de dépôt explicite à la clientèle. Les pays membres devraient prendre les mesures nécessaires pour établir et mettre en œuvre un schéma efficace d'assurance de dépôt. L'assurance de dépôt améliorera la solidité du système bancaire, comme confiance au système par la prévention des retraits massifs de dépôts en périodes de stress outre la minimisation de l'amplification des chocs.

Recommandation de politique 3. Un cadre de réglementation et de surveillance est requis spécialement pour le système bancaire islamique en vue de bénéficier du potentiel significatif de croissance du système Bancaire Islamique.

Justification :

Le Système bancaire islamique joue un rôle important dans le secteur bancaire des états membres de l'OCI et expose un potentiel de croissance significatif. Actuellement, le système bancaire Islamique est réglementé et surveillé selon les cadres de réglementation et de surveillance désignés pour le système bancaire conventionnel vu l'inexistence de schéma de réglementation propre au système bancaire Islamique. Comme le fonctionnement du système bancaire conventionnel et Islamique est fort différent et compte tenu des perspectives de croissance proéminentes du système bancaire Islamique, un accord cadre de réglementation et de surveillance spécialement conçu pour le système bancaire Islamique s'avère être nécessaire. Les états membres de l'OCI devraient entreprendre les actions appropriées pour rendre les pratiques de réglementation et de surveillance conformes aux particularités du système bancaire Islamique.

Instruments pour réaliser les recommandations de politique :

- ***Le Groupe de Travail du COMCEC*** sur la Coopération financière: Dans ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail du COMCEC pourrait discuter des domaines de politique susmentionnés et des sous-domaines de manière plus détaillée.
- ***Le Projet de Financement du COMCEC*** : Dans le cadre du Projet de Financement du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC fait des appels à projets chaque année. Avec le Projet de Financement du COMCEC, les Pays Membres participant aux Groupes de Travail pourraient soumettre des projets de coopération multilatéraux, lesquels devraient être financés par des

subventions avancées par le Bureau de Coordination du COMCEC. En ce qui concerne les domaines de politique susmentionnés et leurs sous-domaines, les Pays Membres pourraient utiliser le Projet de Financement du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC pourrait financer les projets réussis dans ce contexte. Les projets pourraient inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et la préparation des études analytiques, les matériaux/documents requis pour les évaluations et la formation, etc.

- ***Activités de renforcement des capacités*** : moyennant les ressources du Bureau de Coordination du COMCEC et celles relatives aux Pays Membres, quelques programmes liés au renforcement de capacité et à l'assistance technique concernant les domaines de politique susmentionnés et leurs sous-domaines pourraient être organisés au sein des Pays Membres. Ces activités pourraient inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et la préparation des études analytiques, ainsi que les matériaux/documents requis pour les évaluations et la formation, etc.

Réunions portant sur les initiatives au sein du COMCEC : Dans ses prochaines réunions, les initiatives au sein du COMCEC pourraient se focaliser sur les domaines de politique susmentionnés.

6.2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 5ÈME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPERATION FINANCIERE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière (GTCF) a tenu avec succès sa 5ème réunion le 15 octobre 2015 à Ankara, Turquie, sur le thème de « Systèmes de paiement de détail dans les Pays Membres de l'OCI ». Lors de la Réunion, les participants ont discuté de certaines questions cruciales concernant les politiques dans ce domaine, à la lumière des principales conclusions du rapport de recherche préparé spécifiquement pour la Réunion et des réponses données par les Pays Membres aux questions portant sur les politiques qui avaient été envoyées à l'avance de la réunion par le BCC. En conséquence, le Groupe de Travail a mis au point les conseils de politique ci-dessous :

Recommandation de politique 1. Accroître la sensibilisation aux avantages des systèmes de paiement de détail modernes à travers un enseignement de base sur les contrôles et la prudence dans le domaine de la finance et accroître la transparence afin de protéger les droits des consommateurs.

Logique :

La faible littératie financière et le manque de sensibilisation dans de nombreux Pays Membres représentent des défis majeurs qui diminuent les avantages potentiels de l'inclusion financière. La littératie financière est le principal élément permettant de créer du savoir et de la demande pour les instruments de paiement. En particulier, pour les personnes faiblement rémunérées et celles n'ayant pas de compte bancaire, certains systèmes de paiement de détail tels que les systèmes de cartes mobiles et prépayées fournissent des avantages significatifs. Ces avantages incluent une sécurité et une commodité plus importantes que pour les paiements en espèces, un contrôle des comptes personnels plus aisé et de meilleures possibilités en matière de mobilité. Les systèmes de paiement de détail peuvent également être coordonnés avec les systèmes de crédit / prêt, fournissant ainsi un accès aux capitaux pour ceux qui ne peuvent pas se prévaloir des services bancaires. Ceci peut apporter des avantages significatifs aux petites entreprises et aider à l'amélioration du niveau de vie en accroissant l'inclusion financière.

Tous les programmes visant à promouvoir la sensibilisation aux avantages des systèmes de paiement de détail modernes doivent fournir une éducation de base sur les contrôles et la prudence dans le domaine de la finance. Ils devraient également offrir des instructions sur l'utilisation d'instruments tels que les comptes courants /d'épargne, les guichets automatiques (ATM), etc. De plus, l'éducation du public devrait inclure des compétences de base en calcul, des techniques de tenue de comptes et une sensibilisation à propos des risques liés aux dépenses excessives et aux dettes. En

outre, ces mesures et instruments accroissent tous la transparence, ce qui vient soutenir les droits des consommateurs et faciliter l'accès à une utilisation efficace de ces filières.

Recommandation de politique 2. Explorer des façons de réduire davantage le coût des paiements de détail et chercher des modalités permettant l'interopérabilité

Justification :

Les frais suscités pour les consommateurs les découragent d'utiliser certains systèmes de paiement de détail lorsqu'ils voyagent entre les Etats Membres de l'OCI. Une meilleure interopérabilité peut réduire les coûts pour les opérateurs et pour les consommateurs et ainsi encourager une utilisation plus large, ce qui promouvrait l'inclusion financière et réduirait les risques de paiement. De bonnes pratiques à cet égard peuvent être observées dans certains Etats Membres : le système Gamswitch en Gambie par exemple existe à l'échelle du pays, il est basé sur le Web et est coordonné avec toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Ce genre de bonnes pratiques peuvent être diffusées parmi les pays membres.

Recommandation de politique 3. Etablir / maintenir un processus de collecte de données sur les systèmes de paiement de l'OCI et un processus de déclaration des données dans ce domaine.

Justification:

Un système de base de données intégré devrait être établi afin d'assurer la transparence des données sur le crédit. Les gouvernements doivent se concentrer sur la question des bureaux de crédits fragmentés, indépendants ou inexistants. Des normes et des pratiques en matière de gestion des données de crédit doivent être développées. La solvabilité devrait également être examinée et, au niveau national, des données sur les paiements doivent être mises à disposition des services de bureau de crédit.

Un système de déclaration des données commun est utile à la fois en vue de la mise en place de l'interopérabilité et afin d'aider à l'élaboration de politiques dans le futur. Un cadre de base, tel que celui utilisé dans l'étude analytique préparée pour cette réunion, constituera le point de départ pour le développement d'un système de suivi normalisé.

Instruments disponibles pour réaliser les recommandations stratégiques :

- ***Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière :*** Lors de ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière pourra élaborer de manière plus détaillée sur les domaines politiques mentionnés ci-dessus.

- ***Financement de Projets du COMCEC :*** Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC émet chaque année un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les Pays Membres participant au Groupe de Travail sur la Coopération Financière peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale afin qu'ils soient financés par des subventions offertes par le Bureau de Coordination du COMCEC. Pour les domaines politiques mentionnés ci-dessus, les Pays Membres peuvent utiliser le Financement de Projets du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets sélectionnés. Les projets peuvent inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, des échanges d'experts, des ateliers et la préparation d'études analytiques, des évaluations des besoins, du matériel et des documents de formation, etc.

- ***Réunions des Banques Centrales et des Autorités Monétaires de l'OCI :*** Lors des réunions à venir, les Banques Centrales de l'OCI pourraient se concentrer sur les domaines politiques mentionnés ci-dessus.

ANNEXE

10

Original : anglais

LISTE DES DOCUMENTS DE BASE EXAMINÉS ET / OU PRÉSENTÉS LORS DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 23 au 26 novembre 2015)

1.	Rapport d'Avancement Annuel du COMCEC 2015……...	*OIC/COMCEC /31-15/D(1)-CCO*
2.	Pour une Coopération efficace : Stratégie du COMCEC pour Construire un Monde Islamique Interdépendant. ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(2)-CCO*
3.	Rapport du Secrétariat Général de l'OCI sur la Mise en œuvre du Programme d'Action Décennal de l'OCI (PAD) ……...	*OIC/COMCEC /31-15/D(3)-OIC*
4.	Perspective Economique de l'OCI 2015……	*OIC/COMCEC /31-15/D(4)-SESRIC*
5.	Note sur la Coopération dans le domaine du Commerce ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(5)-CCO*
6.	Etats Membres ayant signé / ratifié les Accords du SPC-OCI ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(6)-CCO*
7.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(7)-CCO*
8.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce …….	*OIC/COMCEC /31-15/D(8)-CCO*
9.	Recommandations de Politiques de la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce.	*OIC/COMCEC /31-15/D(9)-CCO*
10.	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce.	*OIC/COMCEC /31-15/D(10)-CCO*
11.	Etude Préliminaire sur la Nouvelle Génération d'Accords de Libre Echange et leur Impact sur le Commerce Intra-OCI	*OIC/COMCEC /31-15/D(11)-ICDT*
12.	Rapport sur les Foires et les Expositions Commerciales des Pays Membres de l'OCI …….	*OIC/COMCEC/31-15/D(12)-ICDT*
13.	Résumé Exécutif du Rapport Annuel sur le Commerce Intra-OCI 2015	*OIC/COMCEC/31-15/D(13)-ICDT*
14.	Rapport de Suivi de la Mise en Œuvre du Programme Exécutif de la Feuille de Route	*OIC/COMCEC/31-15/D(14)-ICDT*
12.	Rapport de la 7ème Réunion du Groupe	

	Consultatif pour la Promotion du Commerce Intra-OCI	*OIC/COMCEC/31-15/D(15)-ICDT*
16.	Rapport sur les Questions relatives aux activités de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ……..	*OIC/COMCEC /31-15/D(16)-ICDT*
17.	Assistance Technique et Programmes de Renforcement des Capacités de la BID en lien avec l'OMC ……	*OIC/COMCEC/31-15/D(17)-IDB*
18.	Rapport d'Avancement sur la Promotion du Commerce Intra-OCI …..…….....	*OIC/COMCEC /31-15/D(18)-ITFC*
19.	Rapport d'Activités de l'INMPI ……	*OIC/COMCEC/31-15/D(19)-SMIIC*
20.	Rapport d'Activités de la CICIA …….....	*OIC/COMCEC/31-15/D(20)- ICCIA*
21.	Note sur le Transport et les Communications…….	*OIC/COMCEC /31-15/D(21)-CCO*
22.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(22)-CCO*
23.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(23)-CCO*
24.	Recommandations de Politiques de la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications…….....	*OIC/COMCEC/31-15/D(24)-CCO*
25.	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications…….....	*OIC/COMCEC/31-15/D(25)-CCO*
26.	Note sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(26)-CCO*
27.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme……..	*OIC/COMCEC /31-15/D(27)-CCO*
28.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme.....	*OIC/COMCEC /31-15/D(28)-CCO*
29.	Recommandations de Politiques Soulignées par la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(29)-CCO*
30.	Recommandations de Politiques Soulignées par la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(30)-CCO*
31.	Rapport de la 3ème Réunion du Forum de l'OCI/COMCEC sur le Secteur Privé du	*OIC/COMCEC/31-15/D(31)-Ministère de la Culture et du Tourisme de la Turquie*

	Tourisme	
32.	Note sur l'Agriculture…….. ….	*OIC/COMCEC/31-15/D(32)-CCO*
33.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC /31-15/D(33)-CCO*
34.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture…….	*OIC/COMCEC /31-15/D(34)-CCO*
35.	Recommandations de Politiques de la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC/31-15/D(35)-CCO*
36.	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC/31-15/D(36)-CCO*
37.	Note sur l'Allègement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC/31-15/D(37)-CCO*
38.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(38)-CCO*
39.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allégement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(39)-CCO*
40.	Recommandations de Politiques de la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Allégement de la Pauvreté ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(40)-CCO*
41.	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Allégement de la Pauvreté ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(41)-CCO*
42.	Rapport d'Avancement sur les Activités du FSID ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(42)-ISFD*
43.	Rapport sur le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA) ……	*OIC/COMCEC/31-15/D(43)-IDB*
44.	Rapport d'Avancement sur le EFP-OCI …...	*OIC/COMCEC/31-15/D(44)*
45.	Note sur la Coopération Financiére ……	*OIC/COMCEC/31-15/D(45)-CCO*
46.	Actes de la 4ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération	*OIC/COMCEC /31-15/D(46)-CCO*

	Financière ……..…	
47.	Actes de la 5ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière ……	*OIC/COMCEC /31-15/D(47)-CCO*
48.	Recommandations De Politiques de la 4ème Réunion du Groupe de Travail du COMCECsur la Coopération Financière …	*OIC/COMCEC/31-15/D(48)-CCO*
49.	Recommandations De Politiques de la 5ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière ……..	*OIC/COMCEC/31-15/D(49)-CCO*
50.	9ème Réunion du Forum des Bourses des Etats Membres de l'OCI ……...	*OIC/COMCEC/31-15/D(50)-BORSA İSTANBUL*
51.	Etude sur la Proposition concernant la Création d'une Bourse de l'Or entre les Pays Membres de l'OCI	*OIC/COMCEC/31-15/D(51)-BORSA İSTANBUL*
52.	Rapport sur le 4ème Forum des Régulateurs des Marchés des Capitaux du COMCEC…...	*OIC/COMCEC/31-15/D(52)-SPK*
53.	Proposition concernant la Création d'une Bourse de l'Immobilier entre les Pays Membres de l'OCI	*OIC/COMCEC/31-15/D(53)-SPK*
54.	Etude Conjointe sur « Les Facteurs critiques de Succès pour la Mise en Œuvre des Objectifs de Développement Durables (ODD) dans les Pays Membres de l'OCI »	*OIC/COMCEC/31-15/D(54)-COMCEC-IDB*
55.	Rapports des Pays sur « Le Rôle des PPP dans le Développement du Secteur Touristique dans les Etats Membres de l'OCI » - Royaume d'Arabie Saoudite - République de Tunisie - République de Turquie - Sultanat d'Oman - République Turque de Chypre du Nord	*OIC/COMCEC/31-15/CR*

Les Rapports sont disponibles sur le site Web du COMCEC (www.comcec.org)

COMCEC

www.comcec.org

ISBN:……